

Le label Diplomatique

Trimestriel

Magazine parallèle de l'ONU pour "Votre Label Climat"

« GOVERNORS AWARDS 2022 » À LOS ANGELES
EUIZHAN PALCY, UN OSCAR POUR CÉLÉBRER SA
BRILLANTE CARRIÈRE !

DOSSIER D'ACTUALITÉ

LA DÉMOCRATIE AFRICAINE À L'ÉPREUVE DU
3ÈME MANDAT

ÉVÈNEMENT

AN 3 DE « LE LABEL DIPLOMATIQUE » : LES
TÉMOIGNAGES D'ICI ET D'AILLEURS

TRÔNE
D'HONNEUR



BILAN 2022 DE LA SOAD

LAURIA NGAYINO,
NOUVEL AMBASSADEUR
DU CONGO AU BOTSWANA
MORGANE LAMRANI PARLE DE
« CONSCIENCES VOILÉES »



PENG JINGTAO

DECRYPTE LE 20^{ÈME}
CONGRES DU PCC



SEIDIK ABBA

« MEDIA LEADERSHIP »
À BRUXELLES



PROFESSIONNALISME



INNOVATION



ESPRIT D'ÉQUIPE

**L'ORTB S'ENGAGE AU PROFESSIONNALISME
POUR DES INNOVATIONS CONCRÈTES
DANS UN ESPRIT D'ÉQUIPE.**



www.ortb.bj

NOS PRESTATIONS



NOS PODCASTS



NOS RADIOS & TV EN DIRECT



ENGLISH FOR YOU

INSTITUT MOBILE DE FORMATION
POUR APPRENTISSAGE
DES LANGUES

ANGLAIS

FRANÇAIS - ESPAGNOL

- Initiation des professionnels et des étudiants.
- Encadrement des élèves des collèges locaux et des écoles bilingues.

PARTICULARITÉ

Nous nous déplaçons pour vous former à la maison, au bureau et selon votre disponibilité.

Nous vous capacitons à parler couramment les langues

Nous organisons des activités de vacances visant à former les enfants à l'anglais

We are the best at training students and professionals to understand written, read and spoken french english and spanish

**SOUSCRIVEZ À NOS CONTRATS
GOLDEN POUR RENDRE VOTRE
PERSONNEL BILINGUE**



ALLAVO

CHRISTIAN

LANGUAGE TRAINER



+229 97 67 33 92



christianallavo90icloud.com

CONVICTION

L'HEURE DU JUGEMENT !



Parlant de date, nous avons consacré notre manchette aux « Governors Awards 2022 » qui ont eu lieu à Los Angeles, le 19 novembre 2022 et vu Euzhan Palcy recevoir « un Oscar pour célébrer sa brillante carrière ». A Bruxelles, Sédik Abba, journaliste de son état, a été récompensé du trophée «Media Leadership Award 2022». Raison pour laquelle nous l'avons installé sur le « Trône d'Honneur ». La démocratie est-elle toujours à l'honneur en Afrique ? **L'épreuve du 3ème mandat en est le nœud gordien**, et c'est notre « Dossier d'Actualité ». L'actualité, c'est également le bilan 2022 de l'Etat de la Diaspora Africaine, ici dressé par son Premier Ministre, Dr Louis-Georges Tin depuis Paris. Toujours depuis Paris, Morgane Lamrani, une Kabyle immigré en France depuis 1982, nous dit tout sur sa vie et son livre « **Consciences voilées** ». De Cotonou, l'Ambassadeur de Chine au Bénin, SEM Peng Jingtao nous décrypte le 20ème Congrès du Parti communiste chinois. C'est le 8 septembre 2022 à Gaborone (Botswana), que SEMme Lauria Ngayino, Ambassadeur du Congo avec résidence à Windhoek (Namibie), est allée présenter ses lettres de créance au Président Mokgweetsi Eric Keabestwe Masisi. C'est ici le lieu, au nom de toute l'équipe de votre Magazine « Le Label Diplomatique », de vous dire combien nous sommes fiers de vous savoir à nos côtés !

J'aimerais aussi vous dire, que Mon Intime Conviction est que le 1er trimestre de 2023 va bouleverser encore plus l'équilibre du monde, au-delà de ce qu'on a vécu en 2020. Pendant que les grandes puissances, notamment occidentales, mijotent encore et toujours des plans cyniques pour reconquérir voire recoloniser l'Afrique, UN VENT DE JUGEMENT DIVIN va s'abattre sur l'univers. Les hommes sauront, aussi « puissants » soient-ils, que nous sommes tous des « pèlerins » sur terre, et qu'il n'est pas possible de manifester autant d'arrogance et si longtemps, sans qu'il n'y ait de facture à payer. Derrière ce JUGEMENT, vient le vrai « SIECLE DES LUMIERES », qui verra l'Afrique sur le toit du monde. C'est un processus irréversible. Prenons date !

Pour vous, nous remuerons encore ciel et terre !

Chez moi à Ouidah, Commune à statut intermédiaire de la République du Bénin (pays de l'Afrique de l'Ouest), et dans bien d'autres cultures d'ici et d'ailleurs, le chiffre « 3 » fait référence, à la perfection, à la stabilité, au savoir et au pouvoir. Trois (3) ans déjà, que votre Magazine panafricain trimestriel et bilingue entièrement dédié à la Diplomatie et aux Relations Internationales dénommé « Le Label Diplomatique », LLD, est dans la dynamique de soutenir et de promouvoir toutes les initiatives visant à faire connaître la vraie image de l'Afrique. Trois ans également, que votre Magazine panafricain LLD est aux côtés d'une Afrique qui se bat au quotidien pour donner la preuve que le sous-développement n'est pas une fatalité et qu'une Afrique nouvelle, moderne, prospère et selon nos standards, est possible. Trois ans en outre, que votre Magazine panafricain LLD est aux côtés d'une Afrique qui s'est donnée pour mission de déconstruire les fake news sur notre histoire passée, notre actualité et notre futur. Trois ans enfin, que votre Magazine panafricain LLD est aux côtés d'une Afrique résolument engagée dans le combat pour réconcilier l'Afrique et sa diaspora. Certainement que nous sommes en route vers le but. Disons donc, que trois ans après le lancement de cette « arme » au service de la cause panafricaine, nous avons des raisons de nous réjouir ; ne serais-ce qu'en lisant vos « **Impressions d'ici et d'ailleurs** » sur ce nouveau parcours.

Quand on parle de nouveau, le chiffre « 9 » n'est jamais loin... Lui, qui fait référence au nouveau départ, à l'accouchement, à la renaissance. Justement, ce 9ème numéro du LLD porte cet espoir. L'espoir de voir l'Afrique reprendre toute sa place dans le Concert des Nations. Vu la géopolitique internationale actuelle, une double préoccupation remonte en surface : **Est-ce que l'Afrique peut-elle tirer profit de la crise ukrainienne ? La Francophonie est-elle un atout ou un frein à l'Union africaine ?** Nous avons abordé ces questions sans complaisance dans les colonnes de notre nouveau numéro qui paraît ce dimanche 11 décembre 2022, à l'occasion de ce culte d'Actions de Grâce et de Dédicace du 9ème numéro doublé du 3ème anniversaire de votre Magazine « Le Label Diplomatique ». Une date qui me rappelle qu'il y a un an que Ma Maman a été conduite à sa dernière demeure.

BELIEVE

TIME FOR JUDGEMENT!



In my home town of Ouidah, a municipality of intermediate status in the Republic of Benin (a West African country), and in many other cultures here and elsewhere, the number «3» refers to perfection, stability, knowledge and power. Three (3) years already, that your quarterly and bilingual Pan-African Magazine entirely dedicated to Diplomacy and International Relations called «Le Label Diplomatique», LLD, is in the dynamic of supporting and promoting all initiatives aiming at making known the true image of Africa. Three years also, that your pan-African Magazine LLD is at the side of an Africa that fights every day to prove that underdevelopment is not a fatality and that a new, modern, prosperous Africa, according to our standards, is possible. Three years, moreover, that your Pan-African Magazine LLD has been at the side of an Africa that has taken on the mission of deconstructing fake news about our past history, our present and our future. Finally, for three years, your LLD Pan-African Magazine has been at the side of an Africa resolutely committed to the fight to reconcile Africa and its Diaspora. Certainly we are on our way to the goal. Let us say, then, that three years after the launch of this «weapon» in the service of the pan-African cause, we have reason to rejoice; if only by reading your «Impressions d'ici et d'ailleurs» on this new course.

When we talk about new, the number «9» is never far away... It refers to a new beginning, to childbirth, to rebirth. This 9th issue of the LLD carries this hope. The hope of seeing Africa regain its full place in the Concert of Nations. Given the current international geopolitics, a double concern is surfacing: Can Africa benefit from the Ukrainian crisis? Is the Francophonie an asset or a hindrance to the African Union? We have addressed these questions without complacency in the columns of our new issue, which is being published this Sunday, 11 December 2022, on the occasion of this Thanksgiving and Dedication service of the 9th issue, which doubles as the 3rd anniversary of your magazine «Le Label Diplomatique». A date that reminds me that it is one year since my Mum was taken to her final resting place.

Parlant de date, nous avons consacré notre manchette aux « Governors Awards 2022 » qui ont eu lieu à Los Angeles, le 19 novembre 2022 et vu Euzhan Palcy recevoir « un Oscar pour célébrer sa brillante carrière ». A Bruxelles, Sédik Abba, journaliste de son état, a été récompensé du trophée «Media Leadership Award 2022 ». Raison pour laquelle nous l'avons installé sur le « Trône d'Honneur ». La démocratie est-elle toujours à l'honneur en Afrique ? **L'épreuve du 3ème mandat en est le nœud gordien**, et c'est notre « Dossier d'Actualité ». L'actualité, c'est également le bilan 2022 de l'Etat de la Diaspora Africaine, ici dressé par son Premier Ministre, Dr Louis-Georges Tin depuis Paris. Toujours depuis Paris, Morgane Lamrani, une Kabyle immigré en France depuis 1982, nous dit tout sur sa vie et son livre « **Consciences voilées** ». De Cotonou, l'Ambassadeur de Chine au Bénin, SEM Peng Jingtao nous décrypte le 20ème Congrès du Parti communiste chinois. C'est le 8 septembre 2022 à Gaborone (Botswana), que SEMme Lauria Ngayino, Ambassadeur du Congo avec résidence à Windhoek (Namibie), est allée présenter ses lettres de créance au Président Mokgweetsi Eric Keabestwe Masisi. C'est ici le lieu, au nom de toute l'équipe de votre Magazine « Le Label Diplomatique », de vous dire combien nous sommes fiers de vous savoir à nos côtés !

J'aimerais aussi vous dire, que Mon Intime Conviction est que le 1er trimestre de 2023 va bouleverser encore plus l'équilibre du monde, au-delà de ce qu'on a vécu en 2020. Pendant que les grandes puissances, notamment occidentales, mijotent encore et toujours des plans cyniques pour reconquérir voire recoloniser l'Afrique, UN VENT DE JUGEMENT DIVIN va s'abattre sur l'univers. Les hommes sauront, aussi « puissants » soient-ils, que nous sommes tous des « pèlerins » sur terre, et qu'il n'est pas possible de manifester autant d'arrogance et si longtemps, sans qu'il n'y ait de facture à payer. Derrière ce JUGEMENT, vient le vrai « SIECLE DES LUMIERES », qui verra l'Afrique sur le toit du monde. C'est un processus irréversible. Prenons date !

Pour vous, nous remuerons encore ciel et terre !

CONSEILLERS SPÉCIAUX DU
GOUVERNEUR

Ambassadeur Jacques ADANDE
Professeur Benoît AWAZI MBAMBI
KUAGUA
Jean SADRAQUE CIUS
Judith CARDIN HOUEDJISSIN

CHARGÉS DE MISSIONS DU
GOUVERNEUR

Jean Chardène Ronce TAHOUENAKOU
Fortune HOUNDEFA
Sophia LOUIS-JEAN
Elom Arnaud NOUDEGBESSI
Arsène Mikelange KOUDEDJI
Agossou Damien BANON
Opportune Laetitia SADELER
AKAKPO

DIRECTRICE COMMERCIALE

Anne Chantal ADJOVI YEVIDE

DIRECTEUR ARTISTIQUE

Rodrigue W. YEVIDE

DIRECTRICE DES RELATIONS
PUBLIQUES

Elisabeth ASEN SOMO

RÉDACTEURS EN CHEF

Emmanuel MAYEGA (Français)

Maurice KPADONOU (Anglais)

GRANDS REPORTERS

Joël Samson BOSSOU

Dr Eileen C. ZUBERI

Marcelle CHAGAS GONTIJO

Jannette LUMLEY

Felipe M. NOGUERA

EDITEUR

Rapidprint

SITE WEB

www.lelabeldiplomatie.com

CONTACT

+229 9586 6391

GOUVERNEUR



Elisée
Héribert-Label ADJOVI

MON INTIME CONVICTION

L'HEURE DE LA RENAISSANCE ! 04

UN CLIN D'OEIL

GENERAL DE BRIGADE FRUCTUEUX GBAGUIDI,
LE SENS DU DEVOIR ! 08

ZOOM

DIPLOMATIE BÉNINOISE REMISE DE LETTRES DE CRÉANCE
AU PRÉSIDENT PATRICE TALON 12

TOURNÉE OUEST-AFRICAINE DE MARIE-ANGE THEBAUD
LA MINISTRE DU PATRIMOINE SUR LES TRACES DES
PROJETS DE LA SOAD 14

EVENEMENT

EMMANUEL MACRON RÉÉLU : QUID DES RELATIONS
FRANCE AFRIQUE ? / EMMANUEL MAYEGA 20

IMPRESSIONS 24

ANALYSE D'ABDÈRAMANE BAGUIDI SEIDOU
INGÉNIEUR ET ÉCRIVAIN BÉNINOIS 30

DIASPORA AFRICAINE

LES ECHOS DE LA PRIMATURE / DR LOUIS-GEORGES TIN 38

CINQ (5) QUESTIONS À MME KETURAH AMOAKO,
PREMIER VICE-PREMIER MINISTRE DE LA SOAD 46

ECLAIRAGE DE MONSIEUR SALEM AYENAN, AMBASSADEUR
ET DOYEN DE LA FACULTÉ DE DIPLOMATIE ET DES RELATIONS
INTERNATIONALES DE L'ETAT DE LA DIASPORA AFRICAINE 50

RÉTRO-ACTU

2ÈME FORUM D'ANTALYA SUR LA DIPLOMATIE
TURQUIE - AFRIQUE, LA SOLIDARITÉ ET LE PARTENARIAT 58

TRÔNE D'HONNEUR

MME EUZHAN PALCY, UNE FIÈRE GUERRIÈRE À HOLLYWOOD 64

HOMMAGE À NOS SENIORS

L'HISTOIRE D'UN ANCIEN COMBATTANT DE L'APRÈS-GUERRE
104 ANS RÉVOLUS, ABIOLA ABIMBOLA EST SON NOM ! 78

SOMMAIRE

GOVERNOR'S SPECIAL
ADVISERS

Ambassadeur Jacques ADANDE
Professeur Benoît AWAZI MBAMBI
KUAGUA
Jean SADRAQUE CIUS
Judith CARDIN HOUEDJISSIN

GOVERNOR'S
REPRESENTATIVES

Jean Chardène Ronce
TAHOENAKOU
Fortune HOUNDEFA
Sophia LOUIS -JEAN
Elom Arnaud NOUDEGBESSI
Arsène Mikelange KOUDEDJI
Agossou Damien BANON
Opportune Laetitia SADELER
AKAKPO

COMMERCIAL DIRECTOR

Anne Chantal ADJOVI YEVIDE

ARTISTIK DIRECTOR

Rodrigue W. YEVIDE

DIRECTOR OF PUBLIC
RELATIONS

Elisabeth ASEN SOMO

EDITORS-IN-CHIEF

Emmanuel MAYEGA (Français)

Maurice KPADONOU (Anglais)

SENIORS REPORTERS

Joël Samson BOSSOU

Dr Eileen C. ZUBERI

Marcelle CHAGAS GONTIJO

Jannette LUMLEY

Felipe M. NOGUERA

PUBLISHER

Rapidprint

SITE WEB

www.lelabeldiplomatie.com

PHONE

NUMBER

+229 9586 6391

GOVERNOR



Elisée
Héribert-Label ADJOVI

MY DEEP CONVICTION

TIME FOR A RENAISSANCE ! 05

A WINK OF THE EYE

BRIGADIER GENERAL FRUCTUOUS GBAGUIDI,
THE SENSE OF DUTY! 09

ZOOM

BENINESE DIPLOMACY PRESENTATION OF
CREDENTIALS TO PRESIDENT PATRICE TALON 13

WEST AFRICAN TOUR OF MARIE-ANGE THEBAUD
MINISTER OF HERITAGE ON THE TRAIL OF SOAD'S PROJECTS 15

EVENT

EMMANUEL MACRON RE-ELECTED : WHAT ABOUT FRANCE-
AFRICA RELATIONS ? / EMMANUEL MAYEGA 21

IMPRESSIONS 25

ANALYSIS ABDÈRAMANE BAGUIDI SEIDOU
BENINESE ENGINEER AND WRITER 31

AFRICAN DIASPORA

ECHOES FROM THE PRIME MINISTER'S OFFICE
DR LOUIS-GEORGES TIN 39

FIVE (5) QUESTIONS TO MRS KETURAH AMOAKO,
FIRST VICE PRIME MINISTER OF SOAD 47

INSIGHTS FROM MR SALEM AYENAN, AMBASSADOR AND
DEAN OF THE FACULTY OF DIPLOMACY AND INTERNATIONAL
RELATIONS OF THE AFRICAN DIASPORA STATE 51

RETRO-ACTUED

2ND ANTALYA FORUM ON DIPLOMACY
TURKEY - AFRICA, SOLIDARITY AND PARTNERSHIP 59

THRONE OF HONOR

MME EUZHAN PALCY, A PROUD WARRIOR IN HOLLYWOOD 65

TRIBUTE TO OUR SENIORS

THE STORY OF A POST-WAR VETERAN
104 YEARS OLD, ABIOLA ABIMBOLA IS HIS NAME ! 79

SUMMARY



Toute l'équipe du magazine panafricain «*Le Label Diplomatique*», LLD, remercie le **President** de la Commission des Finances et des Échanges de l'Assemblée Nationale du Bénin, **Gérard GBÉNONCHI** pour son soutien en tant que Parrain de son troisième anniversaire

Le label Diplomatique

11/12/2022

UNIR L'AFRIQUE ET SES DIASPORAS

Le label Diplomatique

Trimestriel

Magazine panafricain de DRI édité par "Votre Label Com"



VOS IMPRESSIONS intérieur & extérieur



Kouhounou von Peace and Love
Tél. : 21 38 03 44 & 94 32 73 86 / Mail : rapidpriint9@gmail.com

IMPRESSION NUMÉRIQUE PETIT FORMATS

Affiches, Flyers, En-tête;
Cartes de visite, Factures,
Magazines, Faire-part
etc.

IMPRESSION NUMÉRIQUE GRANDS FORMATS

Banderoles, Bannières,
Vinyles, Microperforés,
Bâches, Roll-UP, Toile
etc.



TROIS ANS DE LLD, UNE VISION DÉJÀ AFFERMIE ET UNE VOIX DE CHOIX POUR LE NARRATIF AFRICAIN

Si l'on s'en tient à un proverbe celtique, « Trois bougies repoussent les ténèbres ; la vérité, la connaissance et les lois de la nature. » Au moment où LLD (« Le Label Diplomatique », Ndlr) souffle les siennes, gageons fortement qu'en s'éteignant, ces chandelles auront été la preuve qu'il a contribué à répandre la vérité, le savoir et les nouvelles normes, malgré son jeune âge.

Tel un grand bébé, désormais, le magazine LLD porte les ambitions de ses géniteurs : véhiculer le vrai visage d'une nouvelle Afrique conquérante, où le chasseur n'est plus le seul à raconter l'Histoire, son histoire. Travelling arrière sur trois ans d'un bon combat, livré par l'équipe, son initiateur en tête, Mr le Gouverneur, Elisée-Héribert-Label ADJOVI.

Il me souvient encore, comme si c'était hier, des premiers gazouillements de ce beau bébé. La première année, nul ne vendait cher sa peau. Pourtant fidèle héritier de ses parents pour le moins... grandes gueules, LLD, à peine dans les bacs, interpelle déjà des injustices ici et là, rappelant à cor et à cri que le continent est avant tout, aux Africains, même si nous sommes, à la différence des « Autres », suivez mon regard, qui ont failli dans leur prétendue mission civilisatrice. Nous, nous sommes partageurs, humanistes, mais pas orgueilleux ! Mais disons « y'en a marre » !

Car en lieu et place de cette pseudo-mission civilisatrice, les masques sont tombés, révélant, pardon, relayant, les vrais messages non avoués de l'ex-colon : « Nous reconnaissons votre supériorité, mais ne pouvons vous le signifier officiellement » se le disent-ils. « Pour autant, nous ferons tout pour vous freiner. » Toutes ces confessions silencieuses mais fortement ourdies, devant le regard puissamment coupable, car passivement complice de l'Union Africaine (UA) et de la horde des présidents piteusement soutenus à bout de bras par le colon, France-Afrique en tête. Préoccupant mon fils LLD, du monde que tu hérites. Je comprends ta volonté de dénoncer ; car à défaut, tu seras dans le camp de ceux qui ont trahi tes grands-parents et tes parents.

Un traitement de l'info sans concession

Oui, ce regard-là, ce ne sont pas des journaux à la solde du ...Vieux Monde qui vont le relayer. Mais une seule feuille de choux, j'ai nommé « Le Label Diplomatique ». On aurait dit une mission taillée sur mesure, sur un roc, pour une cause africaine inexorablement (re)naissante. Enfin, nous disons ce qui est, appelons chat un chat, voleur un voleur. A ce titre, avec la bénédiction de la SOAD, dernier Etat africain dûment reconnu par l'U.A., l'extorsion des objets culturels exhibés par le colon dans ses musées sera soulignée exclusivement dans nos colonnes. Quelle fierté



EMMANUEL MAYEGA

Three years of LLD, a vision already solidified and a voice of choice for African storytelling

According to a Celtic proverb, «Three candles push back the darkness; truth, knowledge and the laws of nature. As LLD blows out its candles, let us strongly bet that by extinguishing them, these candles will have been the proof that he contributed to spread the truth, knowledge and new standards, despite his young age.

Like a big baby, LLD magazine now carries the ambitions of its founders: to convey the true face of a new conquering Africa, where the hunter is no longer the only one to tell the story, his story. Travelling back over three years of a good fight, delivered by the team, its initiator at the head, Mr. Governor, Elisée-Héribert-Label ADJOVI.

I still remember, as if it were yesterday, the first chirps of this beautiful baby. The first year, no one was selling his skin for much. However, faithful heir of his parents, who were, to say the least, loudmouths, LLD, barely in the stores, is already questioning injustices here and there, reminding us loudly that the continent belongs above all to Africans, even if we are, unlike the «Others», follow my gaze, who have failed in their alleged civilising mission. We are sharers, humanists, but not proud! But let's say «enough is enough»!

Because instead of this pseudo civilising mission, the masks have fallen, revealing, pardon me, relaying the real unconfessed messages of the ex-colonist: «We recognise your superiority, but we can't tell you officially», they say. We recognise your superiority, but we can't tell you officially,» they say. «However, we will do everything we can to slow you

down. All these silent but strongly wrought confessions, before the powerfully guilty, because passively complicit gaze of the African Union (AU) and the horde of presidents piteously supported at arm's length by the colonist, France-Africa in the lead. Concerned my son LLD, about the world you are inheriting. I understand your desire to denounce; because if you don't, you will be in the camp of those who betrayed your grandparents and your parents.

An uncompromising treatment of the news

Yes, it is not newspapers in the pay of the ...Old World that are going to relay this look. But a single sheet of paper, I named «Le Label Diplomatique». It was like a mission tailored to a rock for an African cause that is inexorably (re)emerging. Finally, we say what is, let's call a spade a spade, a thief a thief. As such, with the blessing of SOAD, the last African state duly recognised by the U.A., the extortion of cultural objects exhibited by the colonist in its museums will be highlighted exclusively in our columns. How proud we are to know that multiple treasures such as Queen Bana (Cameroon), or even part of the «Treasure of Behanzin» (Benin), have been celebrated on this side of the Mediterranean, before all the newspapers. Our child can, at his young age, claim to be the only medium to talk about these particular kinds of abductions. Let me take out my sword and raise a flute of Ruinart and then at dinner enjoy a Gevrey-Chambertin, in honour of the Prime Minister of

the State of the African Diaspora (SOAD), an immensely wise man as only Africa can produce. If it comes to the mind of a bad spirit to contest my allegations, there is only one argument: the restitution of the objects is the work of his government and his ministers, him in the lead. Cheers, Mr Louis-Georges TIN, thank you for your intellectual sagacity. Africa celebrates you, even if France and its ilk do not see it as a good thing. A word of advice to you Westerners: save your energy, knowing that you need it to face the new breed of African leaders of which Louis-Georges is the paragon, a foretaste of what awaits you, in fact!

The Voice of Free Africa

As such, the voice of free Africa, just that, will denounce your dirty tricks. France may use the subtlety of «soft skills» to return to an old game that it has lost in Africa, but the whole continent will know it. For LLD will shout it to anyone who will listen. Thanks to our seasoned analyses and our correspondents present in all corners of the land of our ancestors, you, the gentle reader, will be fed on African grain. We denounced our exogenous food dependence when the Russia/Ukraine war broke out. On the other hand, we will unreservedly applaud the



de savoir que des Trésors multiples à l'image de la Reine Bana (Cameroun), voire une partie du « Trésor de Béhanzin » (Bénin), ont été fêtés de ce côté-ci de la Méditerranée, avant tous les journaux. Notre enfant peut, à son jeune âge, revendiquer d'être le seul support à parler de ces raptés d'un genre particulier. Permettez-moi de sortir mon sabre et de lever une flûte de Ruinart puis au dîner, de savourer un Gevrey-Chambertin, en l'honneur du Premier ministre de l'Etat de la Diaspora Africaine (la SOAD, ndlr), homme immensément sage comme seule l'Afrique peut produire. S'il vient à l'idée d'un mauvais esprit de contester mes allégations, un seul argument : la restitution des objets, c'est l'œuvre de son gouvernement et de ses ministres, lui en tête. Cheers, mr Louis-Georges TIN, merci pour votre sagacité intellectuelle. L'Afrique vous célèbre, même si la France et ses semblables ne voient pas cela d'un bon œil. Un conseil, à vous autres Occidentaux : gardez vos énergies, sachant que vous en avez besoin pour faire face à la nouvelle race de dirigeants africains dont Louis-Georges est le parangon, un avant-goût de ce qui vous attend, en fait !

La voix de l'Afrique libre

A ce titre, la voix de l'Afrique libre, rien que cela, dénoncera vos basses manœuvres. La France a beau utiliser la subtilité de la « Soft skills » pour revenir dans un vieux jeu qu'elle a perdu en Afrique, tout le continent le saura. Car, LLD le criera à qui veut l'entendre. Grâce à nos analyses aguerries et nos correspondants présents dans tous les coins de la terre de nos ancêtres, vous, tendre lecteur, nous vous nourrirons au grain africain. Nous avons dénoncé notre dépendance alimentaire exogène, quand a éclaté la guerre Russie/Ukraine. En revanche, nous applaudirons sans rompre la position courageuse de certains pays africains ayant refusé de s'aligner derrière l'Union Européenne (UE).

Elle supporte à coup de milliards l'Ukraine, alors qu'elle est incapable de mobiliser, ne serait-ce que la dixième partie de cette aide au G5-Sahel qui vise à juguler la lutte contre le Djihadisme sur un territoire pillé comme jamais par les mêmes Européens. C'est à se demander si ces derniers n'ont pas perdu la tête. Mais on le sait depuis la nuit des temps, l'Afrique ne vaut rien aux yeux des Occidentaux. C'est à nous d'organiser notre aggiornamento. Pour l'avoir pensé, nos frères (Thomas SANKARA, du Burkina Faso) et avant lui (Kwameh NKRUMAH du Ghana), ont payé de leur vie cette noble cause.

Quand vient l'heure de souffler les trois bougies de LLD, bien entendu, même le papa maudit (comme ne dit pas la chanson d'Aznavour), tout le monde est là, la flamme du panafricanisme à la main. L'occasion de me rendre compte que nous sommes en plein dans un combat quelque peu politique. Pourtant, tous mes confrères, sans exception, sont de vrais journalistes, après des études dans une école de journalisme et appartiennent à une rédaction inscrite régulièrement dans une corporation professionnelle locale. A ce titre, nous faisons notre métier. Dès lors, même si vous ne partagez pas notre point de vue, faites comme l'aurait dit Voltaire, en substance : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'à la mort pour que vous le disiez. » Indépendamment de cela, donc de nous, LLD continuera sa vocation. Et pour cause, ce projet, quasi divin, dépasse la vision d'une personne et porte celle d'un continent renaissant. Quand l'Afrique s'éveillera, qu'on se le dise, LLD sera à ses côtés, toujours pour une marche haute en couleur. Pour une Afrique aux Africains et par les Africains.

Vive LLD, vive l'Afrique, vive tous nos lecteurs !

courageous position of certain African countries that have refused to align themselves with the European Union (EU). The EU is supporting Ukraine with billions of dollars, while it is unable to mobilise even the tenth part of the aid to the G5-Sahel, which aims to curb the fight against jihadism in a territory plundered as never before by the same Europeans. One wonders if they have lost their minds. But we have known since the dawn of time that Africa is worthless in the eyes of the West. It is up to us to organise our aggiornamento. Our brothers (Thomas SANKARA of Burkina Faso) and before him (Kwameh NKRUMAH of Ghana) paid with their lives for this noble cause.

When the time comes to blow out the three candles of LLD, of course, even the cursed father (as the Aznavour song says), everyone is there, the flame of pan-Africanism in hand. This is an opportunity to realise that we are in the midst of a somewhat political struggle. However, all my colleagues,

without exception, are real journalists, having studied at a school of journalism and belonging to an editorial office that is regularly registered with a local professional association. As such, we are doing our job. Therefore, even if you do not share our point of view, do as Voltaire would have said, in substance: «I do not agree with what you say, but I will fight to the death for you to say it. Independently of this, and therefore of us, LLD will continue its vocation. And for good reason, this almost divine project goes beyond the vision of one person and carries the vision of a reborn continent. When Africa awakens, let it be known, LLD will be at its side, always for a colourful march. For an Africa for Africans and by Africans.

Long live LLD, long live Africa, long live all our readers!

TÉMOIGNAGES



**SEMme Lauria NGAYINO
NGUELE MAKOUelet**

Je voudrais avant tout, vous remercier pour l'intérêt porté à mon humble personne... Je souhaite également vous féliciter pour le magazine LLD qui est une initiative contribuant à la visibilité et au rayonnement de la diplomatie africaine à travers le monde.

La vision du magazine est en bonne voie. À travers ce magazine,

Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de la République du Congo près la Namibie

les peuples d'Afrique, surtout ceux de la Diaspora sont connectés à leurs capitales.

Compte tenu de la vision du magazine, je suggérerai son élargissement pour l'obtention d'un statut d'observateur auprès de l'UA.

Humblement vôtre !



**Ivan da SILVA POLI Osunfemi
Elebuibon**

Parler de la diaspora africaine, c'est parler de la renaissance africaine. Parler d'unir l'Afrique et sa diaspora, c'est parler du panafricanisme. C'est une question de décolonisation. Donc, «Le Label Diplomatique» est un outil pour la décolonisation de l'Afrique et des peuples opprimés. «Le Label Diplomatique» est l'héritier de tous

les mouvements de libération qui ont jaloné l'histoire du monde. C'est un outil de résistance, un outil de pensée décoloniale, afrocentrée, de la renaissance et des changements de rapport, de relation, d'hégémonie culture.

Professeur d'Anthropologie africaine de l'Université de Sao Paolo, le seul auteur brésilien de la renaissance africaine



Fabrice MBOSSA ITOUA

Trois (03) ans déjà ! Que ça passe vite !

Mon regard sur le parcours du Magazine LLD est marqué par un seul mot : Espérance. L'espérance que dorénavant nous avons un magazine qui révèle l'Afrique de son sein. On ne parlera plus de l'Afrique comme la partie du monde mise à la marge. LLD fait la promotion des valeurs intellectuelles, économiques, culturelles et politiques de notre terre mère Afrique, berceau de l'humanité. L'espérance que le blason de notre chère Afrique sera redoré.

Les détracteurs ne s'en prendront qu'à eux-mêmes. L'espérance que les détracteurs de notre chère Afrique vont se raviser. L'espérance que les générations futures diront l'Afrique telle que décrite par les Africains où qu'ils se trouvent. L'espérance que LLD se répande sur toute l'Afrique et les autres continents. En fait, LLD est une vraie révolution. Des voix s'élèvent, les encres coulent pour dire, écrire et présenter l'Afrique en son sein et pour le commun des mortels.

Longue vie au LLD !

Vérificateur des Finances / Brazzaville - Congo

IMPRESSIONS



**Ms Lauria NGAYINO
NGUELE MAKOUelet**

I would like first of all to thank you for the interest shown in my humble person... I would also like to congratulate you on the LLD magazine which is an initiative contributing to the visibility and influence of African diplomacy throughout the world.

The vision of the magazine is well underway. Through this magazine, the people of Africa, especially those

Extraordinary and Plenipotentiary's Ambassador of the Republic of Congo to Namibia

in the Diaspora are connected to their capitals.

Given the vision of the magazine, I would suggest its expansion to obtain observer status at the AU.

Humbly yours!



**Ivan da SILVA POLI Osunfemi
Elebuibon**

Three (03) years already! How quickly it passes!

My view of the LLD Magazine's journey is marked by a single word: Hope. Hope that from now on we have a magazine that reveals Africa from its bosom. Africa will no longer be referred to as the part of the world that is left out. LLD promotes the intellectual, economic, cultural and political values of our motherland Africa, the cradle of humanity. The hope that the image of our beloved Africa will be restored. The detractors

will only blame themselves. The hope that the detractors of our beloved Africa will come around. The hope that future generations will tell the story of Africa as described by Africans wherever they are. The hope that LLD will spread throughout Africa and the other continents. In fact, LLD is a real revolution. Voices are being raised, inks are flowing to say, write and present Africa within itself and for the common man.

Long live LLD!

Auditor of Finance / Brazzaville - Congo



Fabrice MBOSSA ITOUA

marked the history of the world. It is a tool of resistance, a tool of decolonial, Afrocentric thinking, of rebirth and of changes in relationship, relation, cultural hegemony.

TÉMOIGNAGES



Sédik ABBA
Journaliste - écrivain

Le Cid de Corneille nous enseigne avec pertinence qu'« aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années. » Cette assertion peut être vérifiée avec « Le Label Diplomatique ». En 3 années seulement d'existence, ce magazine est devenu une référence en matière de diplomatie et de relations internationales en Afrique et dans la diaspora.

La qualité des articles et des analyses qui y sont contenus en fait aujourd'hui, une sorte de phare de la presse format magazine sur notre continent. Quand vous prenez le contenu, la mise en page, le design, tout cela concourt à faire du magazine « Le Label Diplomatique », une fierté pour la presse panafricaine.

J'adresse mes sincères félicitations

ancien Rédacteur en Chef central de l'hebdomadaire « Jeune Afrique » / Paris - France

Au cours des trois dernières années, le magazine panafricain « Le Label Diplomatique » a remarquablement réussi à mettre en lumière la valeur historique de l'Afrique et à promouvoir l'héritage du continent. Il a également multiplié les appels à l'émancipation des femmes et veillé à ce que les Occidentaux restituent les objets volés par l'Afrique. Depuis sa création, le magazine ne laisse rien au hasard, comme en témoigne son intérêt pour la sensibilisation et la promotion de l'éducation auprès de la population jeune qui devrait prendre le contrôle du continent dans un avenir proche. Ce magazine, qui n'a que trois ans d'existence, a fait preuve d'un

engagement considérable pour faire en sorte que le continent soit uni, retrouve son indépendance et soit respecté au niveau international, ce qui a permis d'impliquer tout le monde, y compris les diasporas, dans la campagne « Une seule Afrique ».

Je crois fermement que, même si des améliorations sont possibles, la vision et l'objectif de ce grand magazine, « Le Label Diplomatique », seront un jour pleinement réalisés. L'Afrique que nous désirons nécessite des efforts collectifs ; une idée que je vois être poussée par le magazine panafricain « Le Label Diplomatique ».

Journaliste - Co-fondatrice de « The Stage Media » / Coordinatrice - pays du Libéria pour le Caucus panafricain des journalistes

IMPRESSIONS



Sédik ABBA -
Journalist - writer

Corneille's Cid aptly teaches us that «to a well-born soul, value does not await the number of years. This assertion can be verified with «Le Label Diplomatique». In only 3 years of existence, this magazine has become a reference in diplomacy and international relations in Africa and the Diaspora.

The quality of the articles and analyses contained in it makes it today a sort of beacon of the magazine format press on our continent. When you look at the content, the layout, the design, all this contributes to make «Le Label Diplomatique» magazine a pride for the pan-African press.

My sincere congratulations go to all those who run it, to the leadership of my young colleague who is the promoter, and who gives us the

guarantee and reassures us that the next generation of the press in general and the magazine press in particular, on our continent, is assured.

I hope that this quality work will continue for as long as possible. I bring all my personal and fraternal support to the team of the magazine «Le Label Diplomatique» and to its promoter. Continue to work for a quality pan-African press, continue to make us more proud, and may you inspire other young people, so that other magazines of the quality of «Le Label Diplomatique» can be created on the continent.

former Editor-in-Chief of the weekly «Jeune Afrique» / Paris - France



Hannah N. Geterminah



Hannah N. Geterminah

The Pan-Africa magazine « Le Label Diplomatique » over the last three years has done remarkably well by highlighting the historical value of Africa, as well as promoting the legacy of the continent. It has also increased the call for women empowerment, and ensured the return of Africa's stolen artifacts by Westerners. The magazine since its establishment is not leaving any stone unturned, evidenced by its interest in raising awareness, as well as promoting education among the youthful population who are expected to take over the continent in the near future. As a three-year-old magazine, it has shown huge commitment in

ensuring that the continent is united, and regains its independence and respect internationally; thereby getting everyone, including diasporans involved in the one Africa campaign.

I strongly believe, as that there is room for improvement; the vision and goal of this great magazine, « Le Label Diplomatique » will someday be fully achieved. The Africa we desire requires collective efforts; and idea which I see is being pushed by the Pan-Africa Magazine « Le Label Diplomatique ».

Journalist - Co-founder of « The Stage Media » / Liberia's Country Coordinator Pan-African journalists caucus

TÉMOIGNAGES



Sé Antéditeste NIRAGIRA

Partant et s'inspirant de sa mission d'unir l'Afrique et ses diasporas, « Le Label Diplomatique » devient progressivement un canal par excellence de transmission des valeurs africaines, de défense des intérêts du continent, le « berceau de l'humanité » face au reste du monde. Dans cette lancée, les diasporas africaines restent à jour, informées et conscientes du dynamisme des réalités de leurs origines qui ne cessent de se consolider. Ainsi Le Label Diplomatique contribue à influencer la défense des valeurs africaines, vis-à-vis du monde occidental.

« Quand le soleil de l'Afrique se lèvera, la paix et la sécurité internationales auront un contenu », dicit Élisée Héribert-Label ADJOVI à « La Voix du Centre » en 2019 au lancement du premier numéro du magazine panafricain bilingue Le Label Diplomatique. A son troisième anniversaire, le magazine panafricain entièrement dédié à la diplomatie et

aux Relations internationales, permet d'influencer la levée du soleil africain en produisant des informations fiables et équilibrées sur l'Afrique pour lui permettre d'occuper sa place méritée dans le concert des nations. Son appellation originale de « Berceau de l'humanité » doit rester à l'honneur en tout et partout.

... Un parcours de combattant

Depuis trois ans, « Le Label Diplomatique » fait un travail noble. Il doit davantage investir dans le renforcement de la coopération nord-sud « gagnant-gagnant », revisiter certaines terminologies diplomatiques dont « aide au développement de l'Afrique » vers « coopération pour le développement » qui déshonorent l'Afrique. C'est pour redorer l'image de l'Afrique longtemps souillée aux yeux du reste du monde par ses détracteurs. L'Afrique n'est pas pauvre du tout! C'est seulement son leadership qui fait défaut!

*Journaliste indépendant, Consultant en médias & communication /
Bujumbura - Burundi*

IMPRESSIONS

Based on and inspired by its mission to unite Africa and its Diasporas, «Le Label Diplomatique» is progressively becoming a channel par excellence for the transmission of African values and the defence of the continent's interests, the «cradle of humanity» vis-à-vis the rest of the world. In this way, the African diasporas remain up to date, informed and aware of the dynamism of the realities of their origins, which continue to consolidate. In this way, Le Label Diplomatique contributes to influencing the defence of African values vis-à-vis the Western world.

«When the sun of Africa rises, international peace and security will have a content», said Élisée Héribert-Label ADJOVI to «La Voix du Centre» in 2019 at the launch of the first issue of the bilingual pan-African magazine Le Label Diplomatique. On its third anniversary, the pan-African magazine, entirely dedicated to diplomacy and international relations, will influence the rise of the African sun by producing reliable and

balanced information on Africa to enable it to occupy its deserved place in the concert of nations. Its original name of «Cradle of Humanity» must remain in honour in all and everywhere.

... A struggle

For three years, «Le Label Diplomatique» has been doing a noble job. It must invest more in strengthening «win-win» North-South cooperation, and revisit certain diplomatic terminologies such as «development aid to Africa» and «development cooperation», which dishonour Africa. It is to restore Africa's image, which has long been sullied in the eyes of the rest of the world by its detractors. Africa is not poor at all! It is only its leadership that is lacking!



Sé Antéditeste NIRAGIRA

Freelance Journalist, Media & Communication Consultant / Bujumbura - Burundi

13ÈME CÉRÉMONIE DES PRIX « GOVERNORS AWARDS » À LOS ANGELES

L'Oscar d'honneur qui couronne la brillante carrière d'Euzhan PALCY !

Recevoir l'Oscar de son exceptionnelle « d'honneur est une récompense suprême. » Déclaration de la réalisatrice martiniquaise Euzhan Palcy, émue lors de la cérémonie de reconnaissance

EVENEMENTS



Le samedi 19 novembre 2022, la réalisatrice martiniquaise Euzhan Palcy monte sur le podium de la gloire à Hollywood, le temps de recevoir un Oscar d'honneur en tant que "cinéaste dont l'importance révolutionnaire dans le cinéma international est inscrite dans l'histoire du cinéma" ainsi que l'exprima le Président du Conseil des Gouverneurs de l'Académie des Arts et des Sciences du Cinéma, David RUBIN. Une récompense cinématographique aussi exceptionnelle ne peut être remise que par une personnalité d'exception de Hollywood, à l'image de l'heureuse du jour. Pour la circonstance, c'est à Viola DAVIS - première actrice afro-américaine à avoir décroché un Oscar, un Tony et un Emmy, récompensant respectivement une interprétation exceptionnelle au cinéma, au

théâtre et à la télévision -, qu'est revenue la lourde et exaltante mission de remettre la célèbre statuette à Euzhan Palcy. Devant un parterre d'illustres personnages de la production cinématographique d'Hollywood (Jordan Peele, Angela Bassett, Ruth Carter, Danai Gurira, etc.), Viola DAVIS a tenu à célébrer une « pionnière » dont la mission consacrée à la restauration de l'image des Noirs à travers le 7ème art a été sans faille : « ... avec ses films et tout son travail, Euzhan a été une inspiration pour moi, pour les cinéastes, les scénaristes, et autres artistes contemporains. » Elle n'est pas seule. Au nombre des cinéastes et actrices noires inspirées par son parcours, il y a aussi Ava DuVernay, Amma Asante, Regina King ou encore Gina Prince-Bythewood.

Dans son discours de circonstance d'une quinzaine de minutes, Euzhan Palcy, d'abord et avant tout, a rendu grâce à DIEU qui rend « l'impossible possible ». Emue, elle a rendu un vibrant hommage ensuite à ses parents, puis à « sa marraine et ses parrains Maya Angelou, Aimé Césaire ainsi que François Truffaut, son mentor Robert Redford ». Sans oublier son public du monde entier. Militante dans ses films, elle l'a également été dans son speech, en crachant quelques vérités. A commencer par la question que tout le monde se pose : « Si je n'ai pas fait de films pendant quelques années, c'est parce que j'ai décidé de me taire, et j'ai gardé le silence parce que j'étais épuisée, tellement fatiguée qu'on me dise que j'étais une pionnière. J'en avais assez d'entendre des louanges pour avoir été la première

EVENEMENTS

On Saturday, November 19, 2022, Martinique director Euzhan Palcy stepped onto the podium of glory in Hollywood to receive an honorary Oscar as « a filmmaker whose revolutionary importance in international cinema is inscribed in the history of cinema » as expressed by the Chairman of the Board of Governors of the Academy of Motion Picture Arts and Sciences, David Rubin. Such an exceptional cinematographic award can only be presented by an exceptional Hollywood personality, just like the lucky one of the day. For the occasion, it was Viola Davis - the first African-American actress to win an Oscar, a Tony and an Emmy for outstanding performance in film, theatre and television respectively - who had the heavy and exciting task of presenting the famous statuette to Euzhan Palcy. In front of an audience of illustrious figures from the Hollywood film industry (Jordan Peele, Angela Bassett, Ruth Carter, Danai Gurira, etc.), Viola Davis was keen to celebrate a « pioneer » whose mission to restore the image of black people through the 7th art has been flawless: « ... with her films and all her work, Euzhan has been an inspiration to me, to filmmakers, screenwriters, and other contemporary artists. She is not alone. Among the black filmmakers and actresses inspired by her career are Ava DuVernay, Amma Asante, Regina King and Gina Prince-Bythewood.

In her fifteen-minute speech, Euzhan Palcy, first and foremost, gave thanks to GOD who makes « the impossible possible ». Emotional, she then paid a vibrant tribute to her parents, then to « her godmother and godparents Maya Angelou, Aimé Césaire as well as François Truffaut, her mentor Robert Redford ». Without forgetting her audience all over the world. Militant in her films, she was also militant in her speech, spitting out some truths. Starting with the question everyone asks: « If I didn't make films for a few years, it's because I decided to keep quiet, and I kept quiet because I was exhausted, so tired of being told I was a pioneer. I was tired of being praised for being the first of

13TH GOVERNORS AWARDS CEREMONY IN LOS ANGELES

Receiving the honorary Oscar is « a supreme reward ». Statement by Martinique director Euzhan Palcy, moved at the ceremony recognizing her outstanding career by the Board of Governors of the Academy of Motion Picture Arts and Sciences in Los Angeles.



THE HONORARY OSCAR THAT CROWNS EUZHAN PALCY'S BRILLIANT CAREER!

d'un trop grand nombre de premières ». L'assistance est médusée. Elle poursuit : « J'avais perdu ma volonté d'entendre ces mots : les Noirs ne sont pas rentables. Les femmes ne sont pas rentables. Noir et femme ne sont pas rentables. Allons les gars ! Regardez ma sœur (ndlr : l'actrice Viola Davis) qui se tient à côté de moi. Les Noirs sont rentables ! Les femmes sont rentables ! » Tonnerre d'applaudissements. On a encore là, la preuve que celle que Hollywood a adoptée à la veille des années 1990 à travers « Une saison blanche et sèche » - un drame réalisé au paroxysme de l'Apartheid, qui a fait d'Euzhan Palcy la première femme noire à réaliser un film pour un grand studio hollywoodien (en l'occurrence Metro Goldwyn Mayer) et guidant Marlon Brando vers sa dernière nomination aux Oscars - a définitivement conquis le cœur de l'Amérique cinématographique.

Euzhan Palcy et l'envie de réinvestir le septième art !

« Ce soir, vous m'avez donné du crédit pour ce que j'ai toujours dit : l'impossible est possible ! Et vous faites jaillir en moi le désir et la joie de crier à nouveau : Caméra ! Son ! Action ! C'est mon cri ce soir, un cri d'inclusion, de fierté, de bonheur. Je félicite l'Académie de mener la charge pour faire évoluer notre industrie et d'avoir ouvert les portes qui étaient fermées aux idées et à la vision que j'ai défendues pendant si longtemps. Cela m'encourage à élever à nouveau ma voix pour vous offrir des films de tous les genres, que j'ai toujours voulu faire à ma façon sans que ma voix ne soit censurée ou réduite au silence. Et, très important, mes histoires ne sont pas noires, mes histoires ne sont pas blanches, mes histoires sont universelles. » Euzhan Palcy estime que cet Oscar lui redonne de l'énergie, celle de reprendre sa vie de réalisatrice mise entre parenthèse il y a plus d'une décennie. « Je n'étais pas derrière la caméra, en train de faire ce pour quoi Dieu m'a mise sur cette terre : utiliser ma caméra, mon arme miraculeuse, comme je l'appelle, pour mettre en lumière notre humanité collective sur l'écran. Avec ma caméra, je ne filme pas, je répare... J'essaye modestement de guérir les blessures créées par l'histoire. » La cinéaste conclut son discours par des remerciements : « Merci à tous. Et merci, Monsieur Oscar, mon Oscar, si lumineux. Vous êtes un symbole qui donne de l'espoir à toutes les jeunes filles comme ERINNE et SALOME* et à tous les petits garçons et petites filles de toutes les couleurs de peau, qui rêvent qu'un jour ils vous portent fièrement. » *Euzhan Palcy a tenu à inviter à la cérémonie des Oscars, deux adolescentes de la Martinique dont l'une, Salomé Pourtout Vovol, vient du collège qui porte son nom et l'autre, Erinne Goudot, du Lycée Victor Schoelcher qui a eu pour élève Aimé Césaire, et à les faire applaudir par toute la salle de la cérémonie des Oscars. Une première dans l'histoire de l'Académie.

Euzhan Palcy a frappé à la porte du cinéma avec «Rue Cases-Nègres», qui avait obtenu le César de la meilleure première œuvre en 1984, le Lion d'Argent et le prix d'interprétation pour Darling Legitimus, à la Mostra de Venise. Elle avait 26 ans. C'est une adaptation d'un roman de Joseph Zobel, qui l'a profondément marquée. C'était son livre de chevet quand elle était adolescente. Le film est un retour à la Martinique des années 30. Une grand-mère pousse son petit-fils de 11 ans à travailler à l'école, pour qu'il échappe au dur labeur dans les plantations de canne à sucre. Le réalisateur François Truffaut l'a soutenue. Ce film lui a ouvert les portes d'Hollywood, où elle a adapté le best-seller anti-

apartheid « A Dry White Season » (Une saison blanche et sèche) de l'écrivain sud-africain André Brink. La réalisatrice donne la parole aux Sud-Africains, dénonce la ségrégation liée à l'apartheid, et le racisme qui règne dans le pays. Dans le casting, de grands noms, y compris Donald Sutherland, Susan Sarandon, Zakes Mokae et Marlon Brando. C'est l'unique fois où l'acteur américain apparaîtra dans un film réalisé par une femme. Elle l'a convaincu, lui qui n'avait plus tourné depuis neuf ans. L'acteur sera nommé aux Oscars. En sortant de prison, Nelson Mandela a demandé à rencontrer la réalisatrice, reconnaissant pour ce film qu'il avait apprécié. La rencontre se fera en 1995, cinq ans après la libération de l'homme d'État.

Rappelons que le prix honorifique, une statuette de l'Oscar, est décerné « pour honorer une distinction extraordinaire dans l'accomplissement de toute une vie, une contribution exceptionnelle à l'état des arts et des sciences du cinéma, ou pour des services exceptionnels rendus à l'Académie. » La 13e édition des « Governors Awards » a eu comme sponsor officiel Rolex, la montre exclusive de l'Académie des Arts et des Sciences du Cinéma.

Elisée Héribert-Label ADJOVI



too many firsts. The audience was stunned. She continued: «I had lost my will to hear the words: Black people are not profitable. Women are not profitable. Blacks and women are not profitable. Come on guys! Look at my sister (editor's note: actress Viola Davis) standing next to me. Black people are profitable! Women are profitable!» Thunderous applause. Here again we have proof that the woman whom Hollywood adopted on the eve of the 1990s with «A Dry White Season» - a drama made at the height of Apartheid, which made Euzhan Palcy the first black woman to direct a film for a major Hollywood studio (in this case Metro Goldwyn Mayer) and guided Marlon Brando to his last Oscar nomination - has definitively conquered the heart of cinematic America.

Euzhan Palcy and the desire to reinvest in the seventh art!

«Tonight you have given me credit for what I have always said: the impossible is possible! And you give me the desire and the joy to shout again: Camera! Sound! Action! That is my cry tonight, a cry of inclusion, of pride, of happiness. I congratulate the Academy for leading the charge to evolve our industry and for opening doors that were closed to the ideas and vision I have championed for so long. It encourages me to raise my voice again to bring you films of all genres,



which I have always wanted to do in my own way without my voice being censored or silenced. And, very importantly, my stories are not black, my stories are not white, my stories are universal.» Euzhan Palcy feels that this Oscar gives her energy to resume her life as a filmmaker, which was put on hold more than a decade ago. «I was not behind the camera, doing what God put me on this earth to do: using my camera, my miracle weapon, as I call it, to bring our collective humanity to light on the screen. With my camera, I don't film, I repair... I modestly try to heal the wounds created by history. The filmmaker concluded her speech with a word of thanks: «Thank you all. And thank you, Mr Oscar, my Oscar, so bright. You are a symbol that gives hope to all the young girls like ERINNE and SALOME* and to all the little boys and girls of all skin colours, who dream that one day they will wear you proudly.» *Euzhan Palcy was keen to invite to the Oscars ceremony two teenagers from Martinique, one of whom, Salomé Pourtout Vovol, comes from the school that bears her name and the other, Erinne Goudot, from the Lycée Victor Schoelcher, whose pupil was Aimé Césaire, and to have them applauded by the entire room at the Oscars ceremony. A first in the history of the Academy.

Euzhan Palcy frappe à la porte du cinéma avec «Rue Cases-Nègres», qui remporte le César de la meilleure première œuvre en 1984, le Lion d'argent et le prix d'interprétation de Darling Legitimus à la Mostra de Venise. Elle avait 26 ans. Il s'agit de l'adaptation d'un roman de Joseph Zobel, qui l'a profondément marquée. C'était son livre de chevet lorsqu'elle était adolescente. Le film est un retour en Martinique dans les années 30. Une grand-mère pousse son petit-fils de 11 ans à travailler à l'école, afin qu'il puisse échapper au dur labeur des plantations de canne à sucre. Le réalisateur François Truffaut la soutient. Ce film lui ouvre les portes d'Hollywood, où elle adapte le best-seller anti-apartheid «A Dry White Season» de l'écrivain sud-africain André Brink. La réalisatrice donne la parole aux Sud-Africains, dénonçant la ségrégation liée à l'apartheid et le racisme qui règne dans le pays. Le casting comprend quelques grands noms, dont Donald Sutherland, Susan Sarandon, Zakes Mokae et Marlon Brando. C'est la seule fois que l'acteur américain apparaîtra dans un film réalisé par une femme. Elle l'a convaincu, lui qui n'avait pas joué depuis neuf ans. L'acteur a été nommé pour un Oscar. Lorsque Nelson Mandela est libéré de prison, il demande à rencontrer la réalisatrice, reconnaissant pour le film qu'il a apprécié. La rencontre a eu lieu en 1995, cinq ans après la libération de l'homme d'État.

Le prix honorifique, une statuette de l'Oscar, est décerné «pour une distinction extraordinaire dans l'accomplissement de toute une vie, une contribution exceptionnelle à l'état des arts et des sciences du cinéma, ou pour des services exceptionnels rendus à l'Académie». La 13e édition des Governors Awards avait pour sponsor officiel Rolex, la montre exclusive de l'Academy of Motion Picture Arts and Sciences.

Elisée Héribert-Label ADJOVI

DOSSIER D'ACTUALITÉ

La démocratie africaine, 32 ans après, manque de souffle. Les coups d'Etat et autres tentatives de 3ème mandat sont des sujets de grande préoccupation passés au scanner dans notre « DOSSIER D'ACTUALITE ».

LE SYNDROME DU 3ÈME MANDAT INTERROGE LA PLACE DE LA DÉMOCRATIE COMME MODE DE GOUVERNANCE EN AFRIQUE

L'histoire se répète. Et se montre même rétive, parfois : Alassane Ouattara, Président de la Côte d'Ivoire, vitrine économique et politique de l'Afrique, s'il en est décidé en mars dernier, de ne pas briguer de 3ème mandat. Applaudissements nourris dans la population et à l'étranger ; c'était sans compter avec ce qu'il convient désormais d'appeler le syndrome du 3ème mandat, tant il reste révélateur du mal dont souffre la gouvernance de pays africains, importé de nos « chers » colons, qui prétendent, à l'instar de Winston Churchill, qu'« il reste le moins mauvais des régimes de gouvernance d'un pays. » C'est oublier la réalité économique et socio-culturelle de notre continent. La preuve, le même Ouattara, rattrapé par ces « vieux démons africains » fait volte-face et ne surprend personne, décide de se représenter. A défaut d'un coup d'Etat constitutionnel, il va effectuer, sans le dire, un coup d'Etat électoral aux conséquences structurelles. Voilà un Président de l'un des plus grands pays africains, qui, à défaut de montrer l'exemple du respect constitutionnel, va privilégier l'intérêt personnel à l'intérêt général ; portant, si besoin était, l'interrogation du bien-fondé de la démocratie comme système de gouvernance idoine pour les Etats africains, sur fond de soutien de ses

amis impérialistes, tapis derrière ces pratiques.

L'exemple de Ouattara est répété à tout-va. Macky Sall, oui Macky Sall, sapant toute considération de l'avancée démocratique capitalisée par son peuple depuis Sédar Senghor, va étaler sur plusieurs mois le faux nœud de l'intrigue qui consiste à savoir s'il briguera ou pas un troisième mandat ! Celui qui reste à la tête de l'un des exemples d'avancée démocratique le plus disant du continent avec le Bénin, va finalement céder aux démons du troisième mandat, au risque de plonger le pays dans une chienlit qu'il n'a plus vu avant l'ascension d'Abdoulaye Wade au pouvoir. L'on se souvient comment durant son premier mandat, il modifia la constitution et établit le quinquennat en 2001. Réélu pour un mandat de cinq ans en 2007, il rétablit le septennat l'année suivante. Chassez le naturel, il revient au galop : de nouveau candidat pour un troisième mandat pour l'élection présidentielle de 2012, il est battu par son ancien Premier ministre, Macky Sall, qui lui succède. Et cède, lui aussi, à la tentation d'un troisième mandat, non sans avoir fait durer le suspense pour ce qui était devenu un secret de polichinelle.

Emmanuel Mayéga

CURRENT ISSUES

African democracy, 32 years on, is still in a state of limbo. Coups d'état and other attempts at a third mandate are subjects of great concern that are examined in our «CURRENT ISSUES».

Emmanuel Mayéga

VISA LLD

THE 3RD MANDATE SYNDROME QUESTIONS THE PLACE OF DEMOCRACY AS A MODE OF GOVERNANCE IN AFRICA

History repeats itself. And sometimes it even proves to be reluctant: Alassane Ouattara, President of Côte d'Ivoire, the economic and political showcase of Africa, decided last March not to run for a third term. This was without counting on what should be called the syndrome of the 3rd mandate, as it reveals the evil from which the governance of African countries suffers, imported from our «dear» colonists, who claim, following the example of Winston Churchill, that «it remains the least bad regime of governance of a country. This is to forget the economic and socio-cultural reality of our continent. The proof is that the same Ouattara, caught up in these «old African demons», has done an about-face and, to no one's surprise, has decided to run again. In the absence of a constitutional coup d'état, he will carry out, without saying so, an electoral coup d'état with structural consequences. Here is a President of one of the largest African countries, who, failing to set an example of constitutional respect, is going to privilege personal interest over general interest; bringing, if need be, the questioning of

the validity of democracy as an ideal system of governance for African states, against the background of the support of his imperialist friends, lurking behind these practices.

The example of Ouattara is repeated over and over again. Macky Sall, yes Macky Sall, undermining all consideration of the democratic progress capitalized by his people since Sédar Senghor, will spread over several months the false knot of intrigue that consists in knowing whether he will run for a third term or not! The man who remains at the head of one of the continent's best examples of democratic progress, along with Benin, will finally give in to the demons of a third term, at the risk of plunging the country into a mess that it has not seen since the rise of Abdoulaye Wade to power. We remember how during his first term he modified the constitution and established the five-year term in 2001. Re-elected for a five-year term in 2007, he reinstated the seven-year system the following year. He was defeated by his former Prime Minister, Macky Sall, who succeeded him in the 2012 presidential election. He

Le troisième mandat sort les bidasses des casernes

Le syndrome du troisième mandat s'est quelque peu propagé telle d'une traînée de poudre dans toutes les sous-régions où il a entraîné des coups d'Etat multiples, les bidasses désertant les casernes, poussés par des hommes politiques empilant à tout-va : voulez-vous des exemples, en voilà ! : au Mali ; au Burkina Faso, en Guinée-Equatoriale, au Tchad, l'on a observé parfois l'arrivée de Juntas, lasses de voir des hommes politiques rempiler, souvent au grand dam d'une constitution qui n'accepte pas de troisième mandat. Mais un simple toilettage et le tour est joué. Oubliant l'interventionnisme de l'armée qui sort des casernes et impose une loi d'exception ! Un tel scénario ne vous rappelle-t-il pas quelqu'un ? Je vous le donne en mille : Alpha Condé. Oui, l'homme perdra la présidence après avoir sollicité un troisième mandat, au profit d'une junte, dirigée par Mamadi Doumbouya. Pire, il est poursuivi après une plainte du Front national de défense de la Constitution, un collectif qui a mené pendant des mois la contestation contre un troisième mandat de sa part. Selon Le Pays, média Burkinabè, « s'il avait accepté, à l'issue de ses deux mandats constitutionnels, de faire valoir ses droits à la retraite, Alpha Condé serait en train de se la couler douce actuellement auprès de ses petits-enfants, loin des fourches caudines de la justice où l'ont conduit malheureusement ses propres errements. Il l'a cherché et il l'a trouvé. Qu'il s'assume donc pleinement ! C'est la rançon de la boulimie du pouvoir. » Rien que cela !

Cette « frénésie pouvoiriste » comme le taxe le journal, s'est emparé de toute l'Afrique noire. Oubliant, si besoin était, que le modèle de gouvernance des Etats africains, entités devenues artificielles après la colonisation, étaient, en général, des royautes avant l'impérialisme. Avec des pratiques de gouvernances bien différentes. Celles-ci ont été abandonnées, pour suivre un modèle qui a fait ses preuves en occident : la démocratie. Avons-nous les mêmes réalités culturelles de ce modèle ? A l'épreuve, non. Ce n'est pas en soixante ans que les Africains vont faire le leur un système qualifié comme le moins mauvais. On a vu certes ses points forts mais également ses points faibles, notamment la frustration des perdants qui ont du mal à comprendre qu'il faudrait accepter les règles du jeu, et tout particulièrement le Fait majoritaire. Bien même quand il est accepté, ce fait est souvent en Afrique, porté par une entité familiale. Ce qui peut très rapidement fausser le jeu et entraîner des abus. D'autant que les Africains n'ont pas été à l'école de la démocratie. Au vu des bavures et autres abus, l'heure est à explorer d'autres rationalités de gouvernances. Une démocratie saupoudrée de quelques zestes de royauté permettrait probablement d'atténuer la vision linéaire de la démocratie qui joue des sales tours y compris au pays qui émerveilla, Alexis de Tocqueville, j'ai nommé l'Amérique. Nul n'a oublié les conditions d'arrivée au pouvoir de George Bush Junior, ou encore de Donald Trump !

Pour autant, en attendant, est-on en droit de briguer un troisième mandat quand on sait que la Constitution ou Loi Fondamentale, limite les normes à deux mandats ? Je crois, à mon humble avis que l'Afrique gagnerait, à travers, l'Union Africaine, voir les organisations faïtières régionales, gagneraient à publier, sous l'égide des pays, un code de bonne conduite : il peut y avoir pêle-mêle, l'interdiction formelle à l'armée de briguer le pouvoir, le nombre de mandats à respecter, quoi qu'il en coûte, et l'âge maximum pour concourir à une élection présidentielle.

Sur ce dernier point, cela éviterait des abus tel la présence illimitée d'un seul homme au pouvoir, fût-il vieux. En Afrique centrale, et plus précisément dans le Golfe de Guinée, les Présidents ont manifestement confondu leurs palais à des Maisons de retraite. Même si ce concept n'est pas courant sur le continent, il rappelle clairement ce modèle. Sauf qu'ironie du sort, de ce côté-ci de la Méditerranée, l'heure est au rajeunissement des Présidents. Comment et pourquoi nos pays, prompts à copier la moindre extravagance, peine à s'aligner sur cette tendance ?

Toujours est-il qu'ils ne sont pas encouragés par le colon qui a tout intérêt à garder des pratiques sénescences, sources de laisser aller et d'aberrations parmi lesquelles leurs enfants pressentis pour les remplacer comme en RDC, au Gabon, en Guinée-Équatoriale un moment. Drôle de façon d'en appeler à une succession qui tient davantage de la rationalité royaliste que démocratique.

A ce rythme, les troisièmes mandats et leurs corollaires, les coups d'Etat électoraux et l'avènement de Juntas ont de beaux jours devant eux en Afrique. Autant dire qu'il s'éloigne, le rêve d'une Afrique unie, mieux gouvernée. Devinez à qui profite le crime ! Suivez mon regard.

Emmanuel Mayega

too gave in to the temptation of a third term, not without having kept the suspense alive for what had become an open secret.

The third mandate takes the troops out of the barracks

The third mandate syndrome has spread like wildfire in all the sub-regions where it has led to multiple coups d'état, with soldiers deserting the barracks, pushed by politicians piling on: you want examples, here they are! In Mali, Burkina Faso, Equatorial Guinea and Chad, we have sometimes seen the arrival of juntas, tired of seeing politicians reappointed, often to the great displeasure of a constitution that does not accept a third term. But a simple grooming and the trick is done. Forgetting the interventionism of the army, which leaves the barracks and imposes a law of exception! Doesn't such a scenario remind you of someone? I'll give you one for the record: Alpha Condé. Yes, the man will lose the presidency after seeking a third term, to a junta led by Mamadi Doumbouya. Worse, he is being prosecuted after a complaint from the National Front for the Defence of the Constitution, a collective that has led the protest against a third term for months. According to Le Pays, a Burkinabe media, «if he had accepted, at the end of his two constitutional mandates, to exercise his right to retirement, Alpha Condé would be taking it easy at the moment with his grandchildren, far from the forks of justice where his own mistakes have unfortunately led him. He sought it and he found it. Let him take full responsibility for himself! This is the price of the bulimia of power. That's all there is to it!

This 'power frenzy', as the newspaper calls it, has taken hold of the whole of black Africa. Forgetting, if need be, that the governance model of African states, entities that became artificial after colonisation, were, in general, royalties before imperialism. With very different governance practices. These have been abandoned in favour of a model that has proven itself in the West: democracy. Do we have the same cultural realities of this model? To the test, no. It is not in sixty years that Africans will make their own a system qualified as the least bad. We have certainly seen its strong points but also its weak points, notably the frustration of the losers who find it difficult to understand that they have to accept the rules of the game, especially the Majority Fact. Even when it is accepted, this fact is often in Africa carried by a family entity. This can very quickly distort the game and lead to abuse. Especially since Africans have not been taught democracy. In view of the blunders and other abuses, the time has come to explore other ways of governing. A democracy sprinkled with a few zests of royalty would probably make it possible to mitigate the linear vision of democracy that plays dirty tricks even in the country that amazed Alexis de Tocqueville, I named America. No one has forgotten the conditions under which George Bush Junior or Donald Trump came to power!

However, in the meantime, is one entitled to run for a third term when one knows that the Constitution or Fundamental Law limits the norms to two terms? I believe, in my humble opinion, that Africa would gain, through the African Union, or even the regional umbrella organisations, by publishing, under the aegis of the countries, a code of good conduct: there could be, in no particular order, a formal prohibition on the army running for power, the number of terms of office to be respected, whatever the cost, and the maximum age for running in a presidential election.

On this last point, this would avoid abuses such as the unlimited presence of one man in power, even if he is old. In Central Africa, and more specifically in the Gulf of Guinea, presidents have obviously confused their palaces with retirement homes. Although this concept is not common on the continent, it is clearly reminiscent of this model. Except that, ironically, on this side of the Mediterranean, the time has come to rejuvenate presidents. How and why are our countries, quick to copy the slightest extravagance, struggling to follow this trend?

It is always the case that they are not encouraged by the colonial power, which has every interest in keeping senescent practices, sources of slackness and aberrations among which their children, who are expected to replace them, as in the DRC, Gabon and Equatorial Guinea for a while. This is a strange way of calling for a succession that is more royalist than democratic.

At this rate, third mandates and their corollaries, electoral coups and the advent of juntas, have a bright future ahead of them in Africa. The dream of a united and better governed Africa is becoming increasingly remote. Guess who benefits from the crime! Follow my gaze.

Emmanuel Mayega

IMPRESSIONS



Pr Faustin AISSI - Docteur ès-Sciences Physiques, Professeur émérite de l'Université du Littoral Côte-d'Ivoire (ULCO), ancien Vice-président de Lille Métropole en charge de la Recherche et des Universités de Lille (ULille) / Lille - France

Pour avoir été un délégué à la conférence nationale, il conviendrait de dire plutôt que le vent démocratique a rattrapé l'Afrique en 1990 consécutivement aux grands mouvements sociaux des années 1980 qui ont secoué les pays occidentaux et conduit aux grandes manifestations en France et en Allemagne avec la chute du mur de Berlin fin 1989.

L'Afrique demeure toujours en panne de développement économique et d'industrialisation depuis 1960, la misère sévit et les luttes sociales enflent. Au Bénin, le gouvernement militaire révolutionnaire (GMR) perdant le soutien de l'allié communiste soviétique et confronté aux fortes revendications soutenues par le PCB, des grèves incessantes paralysent le pays et les fonctionnaires restent des mois sans salaires. Le GMR se rapproche de la France qui lui propose d'abandonner le communisme et d'accepter la tenue d'une Conférence nationale pour former un nouveau gouvernement en l'ouvrant à des opposants diasporiques après adoption d'une nouvelle constitution à multipartisme intégral.

Parce que radiotélévisée, ces dix jours de débats démocratiques déclenchèrent en Afrique francophone les mêmes revendications qui ont obligé le président Mitterrand à proposer quatre mois plus tard le même schéma à ses anciennes colonies. Une décennie plus tard, cette démocratie tropicalisée à multipartisme intégral conduit à des centaines de partis politiques dans les ex-colonies et la remise en cause de l'ordre constitutionnel permettant aux émules de s'éterniser au pouvoir démontre ainsi que l'objectif recherché par la francafrique n'était nullement l'alternance démocratique. La preuve, après trois décennies, le « virus » du troisième mandat est diversement apprécié selon qu'on est ou pas du bon côté du manche, (ivoirien, malien, burkinabé, centrafricain, tchadien ou togolais), les jugements macroniens vous rendront blanc ou noir. Je conclus tout simplement que le problème de l'Afrique n'est pas une question de démocratie ou de mandat mais de saisir l'actuelle opportunité de réorganisation des alliances mondiales pour aller du côté où sont ses intérêts.

anticonstitutionnel presque partout sur le continent. Un goût prononcé pour la longévité au pouvoir, qui ne favorise pas la culture démocratique, avec des Présidents qui sont au pouvoir depuis plus de 40 ans. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour tous ceux qui travaillent à enraciner la démocratie sur le continent, surtout avec le retour des coups d'État. On pensait que la période des coups d'État était totalement derrière nous. Mais non ! On a eu deux coups d'État au Mali, au Burkina-Faso et un autre coup d'État en Guinée, et en moins de deux ans. Si on ajoute à cela, la prise de pouvoir par des moyens non constitutionnels, comme au Tchad, nous sommes presque revenus à 40 ans en arrière. Nous sommes de sérieuses raisons de nous inquiéter de ce recul de l'expérience démocratique en cours dans les pays africains. Ça doit nous interpeller et nous amener à prendre des initiatives, afin de redonner ses lettres de noblesse à la démocratie africaine.

Ces dernières années, nous assistons à un reflux de l'expérience démocratique amorcée au début des années 1990, avec la toute première conférence nationale organisée au Bénin. Une conférence nationale dupliquée dans d'autres pays - en République du Congo, en République Démocratique du Congo, au Togo, etc. -. Cette période s'est accompagnée des alternances à la tête de l'État. Au Bénin, on a eu le Président SOGLO pour un mandat de cinq ans, ensuite le retour du Général KEREKOU pour deux mandats, puis les Présidents YAYI et TALON. En dehors du Bénin, beaucoup d'autres pays ont connu des alternances au pouvoir. Tout cela a donné une grande espérance de la démocratie sur le continent et d'autres régions.

Mais aujourd'hui, on constate, avec beaucoup de regret, qu'il y a un reflux de cette expérience démocratique. Un recul même, avec des tentations de 3ème mandat



Sédik ABBA - Journaliste - écrivain, ancien Rédacteur en Chef central de l'hebdomadaire « Jeune Afrique » / Paris - France

IMPRESSIONS



Pr Faustin AISSI - Doctor of Physical Sciences, Professor Emeritus of the University of Littoral Côte d'Ivoire (ULCO), former Vice-President of Lille Métropole in charge of Research and Universities of Lille (ULille) / Lille - France

Having been a delegate to the national conference, it would be more appropriate to say that the democratic wind caught up with Africa in 1990 following the great social movements of the 1980s that shook Western countries and led to the great demonstrations in France and Germany with the fall of the Berlin Wall in late 1989.

Africa still lacks economic development and industrialisation since 1960, poverty is rampant and social struggles are on the rise. In Benin, the revolutionary military government (GMR) lost the support of the Soviet communist ally and was confronted with strong demands supported by the PCB. The GMR approached France, which offered to abandon communism and to accept the holding of a national conference to form a new government, opening it up to diasporic opponents after the adoption of a new constitution with a full multi-party system.

Because they were broadcast on radio and television, these ten days of democratic debate triggered the same demands

in French-speaking Africa that forced President Mitterrand to propose the same scheme to his former colonies four months later. A decade later, this tropicalised democracy with a full multiparty system has led to hundreds of political parties in the former colonies, and the questioning of the constitutional order that allows its emulators to remain in power shows that the objective sought by Francafrique was not at all democratic alternation. The proof is that after three decades, the 'virus' of the third mandate is appreciated differently depending on whether you are on the right side of the stick (Ivoirian, Malian, Burkinabe, Central African, Chadian or Togolese), and Macron's judgements will make you white or black. I simply conclude that Africa's problem is not a question of democracy or mandate but of seizing the current opportunity to reorganise global alliances to go where its interests lie.

In recent years, we have witnessed a decline in the democratic experience that began in the early 1990s with the very first national conference organised in Benin. A national conference duplicated in other countries - in the Republic of Congo, in the Democratic Republic of Congo, in Togo, etc. -. This period was accompanied by alternations at the head of state. In Benin, we had President SOGLO for a five-year term, then the return of General KEREKOU for two terms, then Presidents YAYI and TALON. Apart from Benin, many other countries have experienced alternations in power. All this has given great hope to democracy on the continent and other regions.

But today, we note, with much regret, that this democratic experience is ebbing away. A retreat even, with temptations of unconstitutional third mandates almost everywhere on the continent. A pronounced taste for longevity in power, which does

not favour the democratic culture, with presidents who have been in power for more than 40 years. This is not good news for all those working to entrench democracy on the continent, especially with the return of coups. We thought that the period of coups was totally behind us. But no! There have been two coups in Mali and Burkina Faso and another coup in Guinea, and this in less than two years. If we add to that the seizure of power by unconstitutional means, as in Chad, we are almost back to 40 years ago. We are back before the 1990s. We have serious reasons to be concerned about this setback to the democratic experience in African countries. It should challenge us and lead us to take initiatives to restore African democracy to its rightful place.



Sédik ABBA - Journalist - writer, former Editor-in-Chief of the weekly « Jeune Afrique » / Paris - France



Célestin ADJOVI -
Professeur à la retraite /
Porto-Novo - Bénin

Le renouveau démocratique de 1990 n'a pas comblé les espoirs. Chemin faisant, les succès et retombées économiques dont on disait qu'un tel régime apporterait n'ont été que du leurre, de l'utopie. Le pluralisme politique intégral à engendrer des rivalités sans fin, le népotisme, la prévarication et la mal gouvernance et, cerise sur le gâteau, le non-respect des

limitations des mandats présidentiels et la modification des constitutions. D'où le retour en Afrique des coups d'État pour mettre fin au bordel civil des soi-disant démocrates. Les juntes militaires sont-ils la solution aux anomalies et aux tares de la démocratie sous les tropiques ?



Hannah N. Geterminah
- Journaliste &
Cofondatrice de «
The Stage Media » /
Coordonnatrice -Pays
du Caucus panafricain
des journalistes au
Liberia

S'il est vrai que de nombreuses nations du continent africain ont connu le vent de la démocratie depuis le Bénin en 1990, la région lutte toujours pour maintenir la démocratie sous divers aspects, notamment la passation du pouvoir, la corruption endémique, les défis économiques et bien d'autres encore. De nombreux dirigeants qui arrivent au pouvoir n'ont qu'une seule mission : « voler, s'emparer et partir ». Avec cet objectif en tête, ils sont incapables de faire respecter l'État de droit et l'absence de responsabilité devient la marque de fabrique de leurs dirigeants, tandis que les électeurs vivent dans une pauvreté abjecte.

Trente-deux ans après que le vent de la démocratie a soufflé sur l'Afrique, il est triste de constater que nombre de ses dirigeants sont toujours des « dictateurs déguisés ». En conséquence, le continent connaît de nombreuses prises de pouvoir militaires ; par exemple, les récents coups d'État en Guinée, au Burkina Faso, au Tchad, en Guinée-Bissau, au Mali et au Soudan, entre autres. Ces prises de pouvoir militaires sont principalement le résultat d'une mauvaise gouvernance, d'élections truquées, de l'absence de responsabilité, du non-respect des règles de droit et de nombreux actes anticonstitutionnels de la part des dirigeants à qui l'on a confié des fonctions publiques. Plus frustrant encore, ceux qui prennent généralement le pouvoir par la force militaire ou par un coup d'État deviennent généralement pires que leurs prédécesseurs.

Un autre problème auquel l'Afrique est

confrontée est que la plupart des dirigeants manquent de respect pour la dignité humaine et sont politiquement intolérants. Ils utilisent leur pouvoir pour opprimer les leaders de l'opposition et ceux qui ont des opinions critiques ou contraires. Un bon exemple est la récente manifestation en Sierra Leone contre la hausse des prix, qui a fait de nombreux morts, dont des policiers, et des blessés graves. Un autre cas s'est présenté lors de la célébration du jour de l'indépendance du Liberia, lorsqu'un étudiant a été grièvement blessé par un groupe pro-gouvernemental, uniquement parce qu'il participait à une manifestation qui demandait au gouvernement dirigé par George Weah de rendre des comptes et de respecter les règles de droit.

Pour ce qui est des politiciens africains qui s'accrochent et refusent de céder le pouvoir, les cas de l'ancien président gambien Yahya Jammeh et de Robert Mugabe en sont de bons exemples. En décembre 2016, après avoir régné pendant 22 ans, Jammeh a été battu à l'élection présidentielle du pays. Il a refusé le résultat et a demandé une nouvelle élection parce que les résultats ne lui étaient pas favorables. Son refus du résultat de l'élection a été condamné par les Nations unies et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et il a reçu le mandat de quitter le pays immédiatement. Quant à Mugabe, qui a dirigé le Zimbabwe pendant 30 ans, il a également été démis de ses fonctions par la force lorsqu'il a tenté de confier la gouvernance du pays à sa femme, car il était jugé trop vieux pour rester président.



Célestin ADJOVI -
Retired Professor /
Porto-Novo - Bénin

The democratic renewal of 1990 did not fulfil hopes. Along the way, the economic successes and benefits that it was said such a regime would bring have been nothing more than a delusion, a utopia. Full political pluralism has given rise to endless rivalries, nepotism, prevarication and bad governance and, as the icing on the cake, the non-respect of presidential

term limits and the modification of constitutions. Hence the return of coups in Africa to put an end to the civil mess of the so-called democrats. Are military juntas the solution to the anomalies and defects of democracy in the tropics?



Hannah N. Geterminah
- Journalist - Co-
founder of « The Stage
Media » / Liberia's
Country Coordinator
Pan-African journalists
caucus

While it is true that many nations within the continent of Africa have experienced the wind of democracy from Benin since 1990, the region still struggles to maintain democracy in various aspects, which includes; turning over of power, rampant corruption, economic challenges, and many more. Many leaders who come to power has a single mission; 'steal, grab, and go.' With said goal on their mind, they are unable to uphold the rule of law; and lack accountability becomes the hallmark of their leadership, while the electorates live in adject poverty.

Thirty-two years after the wind of democracy blew across Africa, it is sad that many of its leaders are still 'dictators in disguise.' As a result, the continent is experiencing many military take-overs; for instant, the recent coupes in Guinea, Burkina Faso, Chad, Guinea Bissau, Mali, and Sudan among others. These military takeovers are primarily the result of poor governance, rigging of elections, the lack of accountability, disrespect for the rules of law, and many unconstitutional acts by those leaders who were entrusted with public offices. Even more frustratingly, those that usually take over through military force, or coup d'etat usually become worse than their predecessors.

Another problem confronting Africa is, most leaders lack respect for human dignity, and are politically intolerant. They used their power to oppressed opposition leaders and those with critical or contrasting views. A good example is the recent protest in Sierra Leone against

rising prices that left many people dead including police officers while others were seriously injured. Another case was during Liberia's Independence Day celebration, when a protesting student was critically injured by pro-government group only because he was involved into a protest that called for the George Weah led government to be accountable and respect the rules of law.

In the instant of African politicians holding on and refusing to turn over power, the cases of former Gambia president Yahya Jammeh and Robert Mugabe are great example. In December of 2016, after ruling for 22 years, Jammeh was defeated in the country's presidential election. He refused the result and called for a new election because the results did not favor him. His refusal of the election result was condemned by both the United Nations and Economic Community of West African States, and was mandated to leave the country immediately. For Mugabe who ruled Zimbabwe for 30 years, he was also forcibly removed from office when he tried to turn the governance of the country to his wife because he was deemed too old as to continue as president.



Fabrice MBOSSA
ITOUA - Vérificateur
des Finances /
Brazzaville - Congo

La force de l'Afrique, ses victoires et son émancipation doivent être dictées par ce qu'elle a pensé en son for intérieur. La vague de la démocratie que nous avons connu au début des années 90 a été un conseil du rusé à l'ignorant.

En Afrique, nous avons nos valeurs intrinsèques telles que le respect dû au Chef, la solidarité, le règlement des différends par le dialogue (le mbongui), la dignité, le respect de l'autre et de ce qui est à lui. Toutes ces choses et d'autres encore que je n'ai pas pu citer ici, nous les avons perdues à l'avènement de la "Démocratie", tout au moins selon le style européen. Nous avons notre forme de démocratie participative avec le mbongui, sous l'arbre à palabres des solutions jaillissaient ! Le Grec Solon (640-558 av. -JC) que l'on reconnaît comme Père de la Démocratie, a été inspiré au cours d'un voyage en Egypte (Afrique), où il eût conscience pour la première fois de la notion d'égalité entre les êtres humains.

Moralité : l'égalité, la fraternité a toujours fait partie de nos valeurs Africaines. Ce n'est pas à la démocratie Occidentale de nous l'apprendre, nous y étions déjà. Les violences que nous connaissons depuis cette histoire, les changements de constitution et autres ne sont, pour moi, que des réclamations de nos anciennes valeurs. J'estime qu'un jour on parlera de démocratie à l'Africaine.

Nos ancêtres ont été aussi violents par moments, mais en essayant d'en connaître les raisons, on peut affirmer sans trop de risques de se tromper qu'ils essayaient de ramener l'ordre par tous les moyens et même par la violence lorsqu'il le fallait. Reconnaissons que nous avons troqué nos valeurs Africaines avec celles de l'Occident. Il est temps que l'on scrute tous les principes démocratiques de l'Occident afin de se prononcer sur ce qui converge avec nos valeurs Africaines. Ce sera ça la Démocratie à l'Africaine.



Sé Antéditeste
NIRAGIRA
- Journaliste
indépendant,
Consultant en médias
& communication /
Bujumbura - Burundi

La démocratie en Afrique est un système politique venu d'ailleurs. Elle a mis fin au système politique d'alors en Afrique où le Roi (équivalent du président actuel) était désigné par le conseil des anciens et pouvait être renversé en cas de grave erreur ou de violation de l'ordre préétabli par les anciens.

Les années 1990 ont été un tournant pour la politique africaine. Partant du Bénin avec l'instauration d'une conférence nationale réunissant les forces sociales, politiques, religieuses d'autres pays surtout francophones ont suivi le processus. Aux yeux de certains observateurs, l'instauration de la démocratie a donc été un produit de luttes propres au continent africain pour mettre fin aux mouvements citoyens qui se battaient depuis des années à l'interne.

Des espoirs douchés

Trois décennies plus tard, le «virus» du mandat remet en cause l'ordre constitutionnel. Au lieu de deux mandats

constitutionnels, certains présidents africains vont jusqu'à quatre décennies au pouvoir. C'est le cas de l'Ouganda, le Zimbabwe, le Cameroun, la Guinée équatoriale, etc. D'autres se font renverser par les coups d'Etat militaires ou des mouvements insurrectionnels suite à la colère des citoyens minés par la pauvreté.

C'est parce que la longévité au pouvoir des dictatures se caractérise souvent par la paupérisation, les violations des droits humains, la corruption le favoritisme de l'élite politique qui, à un certain moment, ne se soucie plus des problèmes du bas peuple. Ce qui est dommage, c'est que, que ce soit le coup d'Etat ou la révision constitutionnelle après deux mandants pour s'éterniser au pouvoir, aucun de ces procédés n'est démocratique. Ce qui fragilise et hypothèque les acquis de la démocratisation en Afrique, trois décennies après le début du multipartisme et de la démocratie.



Fabrice MBOSSA
ITOUA - Auditor of
Finance / Brazzaville -
Congo

Africa's strength, its victories and its emancipation must be dictated by what it has thought within itself. The wave of democracy that we experienced in the early 90s was advice from the cunning to the ignorant.

In Africa, we have our intrinsic values such as respect due to the Chief, solidarity, settling disputes through dialogue (mbongui), dignity, respect for the other and what is his. All these things and others that I have not been able to mention here, we lost with the advent of 'Democracy', at least in the European style. We had our form of participatory democracy with the mbongui, under the palaver tree solutions sprang up! The Greek Solon (640-558 BC), who is recognised as the Father of Democracy, was inspired during a trip to Egypt (Africa), where he first became aware of the notion of equality between human beings. Morality: equality, fraternity has always been part of our African values. It

is not for Western democracy to teach us this, we were already there. The violence we have experienced since then, the changes in the constitution and so on are, for me, only claims to our old values. I believe that one day we will talk about African-style democracy.

Our ancestors were also violent at times, but if we try to find out why, it is safe to say that they tried to bring order by all means, even by violence when necessary. Let's face it, we have traded our African values for those of the West. It is time we looked at all the democratic principles of the West in order to decide on what converges with our African values. That will be African-style democracy.



Sé Antéditeste
NIRAGIRA - Freelance
Journalist, Media
& Communication
Consultant /
Bujumbura - Burundi

Democracy in Africa is a political system that came from elsewhere. It put an end to the political system in Africa at that time where the King (equivalent to the current president) was appointed by the council of elders and could be overthrown in case of a serious mistake or violation of the pre-established order by the elders.

The 1990s were a turning point for African politics. Starting in Benin with the establishment of a national conference bringing together social, political and religious forces, other countries, especially francophone ones, followed the process. In the eyes of some observers, the establishment of democracy was therefore a product of the African continent's own struggles to put an end to the citizens' movements that had been fighting internally for years.

Dashed hopes

Three decades later, the mandate 'virus' is challenging the constitutional order. Instead of two constitutional terms, some

African presidents are in power for up to four decades. This is the case in Uganda, Zimbabwe, Cameroon, Equatorial Guinea, etc. Others are toppled by military coups or insurgency out of anger by poverty-stricken citizens.

This is because the longevity in power of dictatorships is often characterised by impoverishment, human rights violations, corruption and favouritism of the political elite, which at a certain point no longer cares about the problems of the ordinary people. The pity is that, whether it is the coup d'état or the constitutional revision after two terms in office to stay in power, none of these processes is democratic. This undermines and mortgages the gains of democratisation in Africa, three decades after the beginning of multiparty politics and democracy.

Le troisième mandat en Afrique face à la démocratie de la rue !

Introduction :

Après l'acquisition des indépendances des pays africains, les actualités qui ont marqué ce continent étaient tellement riches, entre autres les différents mouvements qui ont permis à un rapprochement fondamental, voire la mise en place des institutions républicaines, le tripatouillage constitutionnel, puis les coups d'État militaires.

Au regard de ces dérives totalitaires, il me paraît essentiel de s'interroger, si le tripatouillage constitutionnel est devenu un mode de gouvernance en Afrique, et plus particulièrement en République centrafricaine où les coups d'État sont devenus un moyen de désignation des autorités politiques ?

En effet, la moralisation de la vie politique est un ensemble de pratique institutionnelle qui repose sur la justice sociale. C'est pourquoi, l'application des valeurs démocratiques dépendront de l'interprétation rationnelle du contrat social. La mise en œuvre de l'alternance a semblé jusqu'alors plutôt bien servir à une stratégie de limitation de mandats présidentiels afin d'éviter la monopolisation du pouvoir public. Le constat de non-respect des règles du jeu démocratique dans les années 90 seront à l'origine des nouvelles revendications politiques et sociales.

De ce fait, les constitutions africaines qui agonisaient sous la violence des armes et de la dictature politique vont pouvoir instaurer des nouvelles règles de gouvernance. Pour éviter la pérennité de ces actes de violences, les tributaires du pouvoir public et les représentants de l'opposition démocratique, la société civile ont trouvé un consensus d'aller vers la constitutionnalisation des normes juridiques permettant désormais au juge de régularité de trancher les litiges qui opposent les citoyens au sein de la cité.

C'est pourquoi, les institutions politiques sont tenues de protéger le caractère sacré de la norme constitutionnelle pour éviter de basculer vers l'autocratie.



TRIBUNE

**Dr Godfroy-Luther
GONDJE- DJANAYANG**

A- Le présidentielisme totalitaire institutionnalisé

Les constitutions africaines dites post 1990 qui ont permis la revalorisation des institutions et l'accessibilité au pluralisme politique continuent de prouver à quel point la trajectoire constitutionnelle des états africains reste dominée par des régimes autoritaires. Cependant, la non-limitation du mandat présidentiel débouche sur des crises de gouvernance.

A titre d'illustration, le constat de la politique centrafricaine dans les années quatre-vingt-dix a été marqué par le grand bouleversement sociopolitique et économique.



OPINION COLUMN

**Dr Godfroy-Luther
GONDJE- DJANAYANG**

This is why political institutions are obliged to protect the sanctity of the constitutional norm in order to avoid falling into autocracy.

A- Institutionalised totalitarian presidentialism

The so-called post-1990 African constitutions, which have allowed for the revalorisation of institutions and the accessibility of political pluralism, continue to prove the extent to which the constitutional trajectory of African states remains dominated by authoritarian regimes. However, the non-limitation of the presidential mandate leads to governance crises.

By way of illustration, Central African politics in the 1990s was marked by major socio-political and economic upheaval. The consequences of these movements led to the fall of certain totalitarian regimes, which were based on single parties.

The advent of democratic renewal was marked by the restoration of a multiparty system and the resurgence of free and competitive elections. The protest movements of the single-party regimes met within huge national conferences bringing together 'peasants, workers of all kinds, administrative executives, political parties and sensitivities, development associations, non-governmental organisations, representatives of cults, not forgetting personalities who had held leading positions at national or international level'.

If the issue of extending the presidential term of office is a common practice in the Central African Republic, allowing dictators to impose their power, this rationally explains why democracy in this African country no longer respects the sovereign will of the people.

Consequently, the observation of a mismatch between the norm and practice invites concern about the vagueness of constitutionalism.

In view of the many violations of the constitution, one may wonder about African democracy, particularly in the Central African Republic: can it enforce the constitutional texts that are the legal guardians of presidential mandates?

Fundamentally speaking, democracy is the embodiment of abandoning all recourse to force in favour of dialogue in political competitions, the renewal of ruling elites and the resolution of social problems.

Coups d'état have resumed, armed conflicts persist, although the winds of democracy continue to blow in Africa. So, from the outset, just by looking at the institutional life of this country, which has been marked by several coups d'état, it would be inadmissible to admit that the Central African fundamental law is respected in its quasi-totality. It is for this reason that the limitation of the presidential mandate is only

Les conséquences de ces mouvements ont permis la chute de certains régimes totalitaires, issus des partis uniques.

L'avènement du nouveau démocratique est jalonné par la restauration du multipartisme et la résurgence des élections libres et compétitives. Les mouvements contestataires des régimes de parti unique se sont réunis au sein d'immenses conférences nationales regroupant « paysans, travailleurs de tous ordres, cadres de l'administration, partis et sensibilités politiques, associations de développement, Organisations non Gouvernementales, représentants de cultes, sans oublier des personnalités ayant exercé sur le plan national ou international des fonctions de premier plan ».

Si la question de déplaçonnement du mandat présidentiel est une pratique courante en République centrafricaine permettant aux dictateurs d'imposer leur pouvoir, ceci explique rationnellement que la démocratie dans ce pays africain ne respecte plus la volonté souveraine du peuple.

Par voie de conséquence, le constat d'une inadéquation entre la norme et la pratique invite à s'inquiéter sur le flou du constitutionnalisme.

Vu les multiples violations de la constitution, on peut se permettre de s'interroger sur la démocratie africaine plus particulièrement en République centrafricaine : peut-elle rendre exécutoire les textes constitutionnels qui sont les gardiens juridiques des mandats présidentiels ?

Fondamentalement parlant, la démocratie est l'incarnation de l'abandon de tout recours à la force au profit du dialogue dans les compétitions politiques, le renouvellement des élites dirigeantes et la résolution des problèmes sociaux.

Les coups d'État ont repris, les conflits armés perdurent bien que le vent de la démocratie continue de souffler en Afrique. Alors d'emblée, rien qu'à la lecture de la vie institutionnelle de ce pays marqué par plusieurs coups d'États, il sera inadmissible d'admettre que la loi fondamentale centrafricaine est respectée dans sa quasi-totalité. C'est pour cette raison que, la limitation du mandat présidentiel n'est qu'une fiction constitutionnelle.

B- Le troisième mandat face à la démocratie de la rue

Dans sa doctrine opérationnelle, la culture de coup d'État met en collusion la légitimité populaire et la manipulation opportuniste. De ce fait, pour combattre les régimes totalitaires et le fléau des coups d'État constitutionnels et militaires qui ravagent le continent africain, l'Union Africaine s'est dotée d'un arsenal juridique normatif (soft law et hard law). Cet arsenal s'est mis en place dans la deuxième moitié des années 90 étant comme la réponse de l'OUA puis de l'UA contre la pratique des coups d'État.

En effet, les transitions démocratiques africaines sont confrontées à de nombreuses difficultés impactant surtout la qualité du processus de la démocratie enclenchée. Les manipulations opportunistes des règles démocratiques sont soumises à une variabilité constante.

On constate que dans les pratiques récurrentes relatives aux mécanismes d'ouverture politique qui ont permis de faire la marche vers la démocratie permettent de légitimer de nombreux gouvernants, dont l'image est négativement marquée par une nouvelle configuration dictatoriale. C'est

pourquoi, les soldats ont fait des intrusions violentes dans l'arène politique avec des conséquences diverses.

Les États africains sont entrés dans un cycle de troubles politiques incessant par l'incursion des militaires dans la vie politique. La puissance de feu de l'armée et notamment la relation qui règne entre les autorités civiles et les détenteurs du pouvoir public constitue les caractéristiques du mauvais fonctionnement des États africains. La désobéissance hiérarchique et la mutinerie, sur le plan politique, les intimidations, la théorie du complot, ont permis de renforcer le climat de la dictature en Afrique.

L'armée qui traditionnellement a une mission de défense des valeurs républicaines a transformé son activité à des coups d'État par la puissance des armes dans l'intérêt de rendre plus attractif le débat, il est important de se questionner, si le coup d'État militaire est différent des coups d'État constitutionnels ?

L'émanation d'un nouveau paradigme de la démocratie de la rue en Afrique qui n'est autre que la contestation populaire est une réponse appropriée aux multiples pratiques récurrentes des coups d'État sur le continent africain.

Pour lutter contre le phénomène de galvaudage constitutionnel, la nouvelle Société civile africaine se lance comme défi de combattre la dictature par les mouvements citoyens à l'exemple du Collectif « Touche pas à ma Constitution », le Mouvement Balai citoyen, Y en a marre, G-16 et autres... sans exclure la démocratisation des débats politiques par les réseaux sociaux, ce qui démontre à quel point l'Afrique est en train de se diriger incontestablement vers un cycle révolutionnaire.

Malgré la leçon chaotique du 3^{ème} mandat tirée par le Professeur Alpha KONDÉ en Guinée Conakry, son collègue le Professeur Faustin-Archange TOUADÉRA de la République centrafricaine en train de déployer toute une stratégie lui permettant d'obtenir un 3^{ème} mandat. Le Président Macky SALL du Sénégal affiche également sa volonté de briguer un 3^{ème} mandat, certainement, la leçon de la maturité démocratique infligée par le peuple sénégalais à l'ex-président Abdoulaye WADE servira de nouveau à ce peuple de barrer la route de ce macabre projet.

En tout état de cause, la Constitution n'est pas l'ennemi de la démocratie, mais ce sont les « princes africains » qui se sont transformés en ennemis de la démocratie. Dans ce cas, il appartiendra désormais au peuple souverain de déloger pacifiquement les dirigeants africains qui s'accrochent au pouvoir par la théorie de la démocratie de la rue.

Dr Godfroy-Luther GONDJE-DJANAYANG
Enseignant-Chercheur à l'Université Toulouse 1 Capitole
Expert-Analyste en gestion des crises militaro-politiques.

a constitutional fiction.

B- The third mandate in the face of the democracy of the street

In its operational doctrine, the culture of coup d'état puts in collusion popular legitimacy and opportunistic manipulation. Therefore, in order to combat totalitarian regimes and the scourge of constitutional and military coups that ravage the African continent, the African Union has equipped itself with a normative legal arsenal (soft law and hard law). This arsenal was put in place in the second half of the 1990s as the OAU's and then the AU's response to the practice of coups d'état.

Indeed, African democratic transitions are confronted with numerous difficulties that have an impact on the quality of the democratic process. The opportunistic manipulation of democratic rules is subject to constant variability.

It can be seen that in the recurrent practices relating to the mechanisms of political openness that have made it possible to march towards democracy, many rulers are legitimised, whose image is negatively marked by a new dictatorial configuration. This is why soldiers have made violent intrusions into the political arena with various consequences.

African states have entered a cycle of unending political unrest through the incursion of the military into political life. The firepower of the military, and in particular the relationship between it and the civilian authorities and the holders of public power, is characteristic of the malfunctioning of African states. Hierarchical disobedience and mutiny, on the political level, intimidation and conspiracy theory have served to reinforce the climate of dictatorship in Africa.

The army, which traditionally has a mission of defending republican values, has transformed its activity into coups d'état through the power of arms in the interest of making the debate more attractive, it is important to ask whether the military coup is different from constitutional coups?

The emanation of a new paradigm of street democracy in Africa, which is none other than popular contestation, is an appropriate response to the multiple recurrent practices of coups on the African continent.

To fight against the phenomenon of constitutional abuse, the new African civil society is taking up the challenge of fighting dictatorship through citizen movements such as the Collective «Touche pas à ma Constitution», the Mouvement Balai citoyen, Y en a marre, G-16 and others, without excluding the democratisation of political debates through social networks, which demonstrates the extent to which Africa is undoubtedly heading towards a revolutionary cycle.

Despite the chaotic lesson of the 3rd term drawn by Professor Alpha KONE in Guinea Conakry, his colleague Professor Faustin-Archange TOUADÉRA of the Central African Republic is deploying a strategy that will enable him to obtain a 3rd term. President Macky SALL of Senegal is also showing his willingness to run for a third term, certainly, the lesson of democratic maturity inflicted by the Senegalese people on ex-president Abdoulaye WADE will again serve

this people to block the road to this macabre project.

In any case, the Constitution is not the enemy of democracy, but it is the 'African princes' who have turned into the enemies of democracy. In this case, it will now be up to the sovereign people to peacefully dislodge African leaders who cling to power through the theory of street democracy.

Dr Godfroy-Luther GONDJE-DJANAYANG
Lecturer and researcher at the University of Toulouse 1 Capitole
Expert-Analyst in military-political crisis

Et si la guerre en Ukraine était une opportunité pour l'Afrique ? La question fait débat. « Le Label Diplomatique » remet le couvert.

La guerre en Ukraine : Une fenêtre d'opportunités pour l'Afrique

Contrairement à ce que beaucoup pourraient penser et loin de ce qu'on pourrait imaginer, la crise Russo-ukrainienne en cours est une opportunité pour l'Afrique. Elle offre en effet une occurrence de déconstruction de l'ordre géopolitique mondial actuel, et partant, se présente malgré tout comme une circonstance plutôt favorable pour l'Afrique entière.

Coup de projecteur sur le monde

L'humanité, depuis les origines, est demeurée un espace travaillé par des bouleversements très souvent inattendus et insoupçonnés qui en ont régulièrement modifié la trajectoire. Le destin de nombre de peuples a ainsi souvent été perturbé, voire réorienté, négativement ou positivement.

Si en réalité, les hommes, en dépit de leur prétention à pouvoir manipuler l'art de la géostratégie, savaient toujours où leurs plans et décisions les mèneraient, certains peuples se garderaient de poser des actes qui ont souvent conduit à leur perdition.

Le Japon n'aurait pas attaqué Pearl Harbour, l'Allemagne hitlérienne n'aurait pas promu le nazisme, etc.

Si l'Afrique, berceau de l'humanité, perdit son statut de première puissance mondiale aux origines pour être supplantée par d'autres puissances à l'instar de la Grèce, Rome, Babylone, Constantinople, l'empire Ottoman..... et, beaucoup plus récemment, le Royaume-Uni, les USA et peut-être la Chine demain, c'est que des circonstances imprévues s'étaient accomplies, des planètes furent alignées pour que chacune desdites puissances perde son statut hégémonique.

Au moment où l'homme croit manipuler ces circonstances, il ignore, qu'il y a infiniment plus fort que lui dans cet exercice.

S'agissant de ce qui se passe actuellement dans le monde, il est bon de savoir que le bouton rouge du déboulonnement d'un certain ordre mondial a été clairement actionné. Il a pour effet de mettre directement en scène un scénario nouveau dans lequel les hommes, qui qu'ils soient et où qu'ils se trouvent, sont irréversiblement mis en mouvement en vue de l'accomplissement du film conçu par le Scénariste et Metteur en scène Suprême.

Noyés dans l'illusion cartésienne de pouvoir toujours orienter les vecteurs de la géopolitique et de la géostratégie

What if the war in Ukraine was an opportunity for Africa? The question is being debated. «Le Label Diplomatique» does it again.

Contrary to what many might think and far from what one might imagine, the ongoing Russo-Ukrainian crisis is an opportunity for Africa. It offers an opportunity to deconstruct the current world geopolitical order, and therefore presents itself as a rather favourable circumstance for the whole of Africa.

Spotlight on the world

Since the beginning of time, humanity has been a place of upheavals, often unexpected and unsuspected, which have regularly modified its trajectory. The destiny of many peoples has thus often been disrupted, or even reoriented, negatively or positively.

If, in reality, people, despite their claim to be able to manipulate the art of geostrategy, always knew where their plans and decisions would lead them, certain peoples would be wary of taking actions that have often led to their perdition.

Japan would not have attacked Pearl Harbour, Hitler's Germany would not have promoted Nazism, etc.

If Africa, the cradle of humanity, lost its status as the world's leading power in the early days, only to be supplanted by other powers such as Greece, Rome, Babylon, Constantinople, the Ottoman Empire and, much more recently, the UK, the USA and perhaps China tomorrow, it is because unforeseen circumstances had come to pass, planets were aligned for each of these powers to lose its hegemonic status.

At the moment when man believes he is manipulating these circumstances, he is unaware that there is something infinitely stronger than him in this exercise.

With regard to what is currently happening in the world, it is good to know that the red button of the debunking of a certain world order has clearly been pressed. The effect is to directly set in motion a new scenario in which people, whoever they are and wherever they are, are irreversibly set in motion for the fulfilment of the film conceived by the Supreme Scriptwriter and Director.

Drowned in the Cartesian illusion of always being able to direct the vectors of geopolitics and geostrategy to their benefit, the powers of this world are unaware that this time the trajectory of the mutation of the world system towards a different direction has begun. The divine algorithm is so well hidden that it is indeed difficult to perceive and understand.

Africa in the world order

Over the past five centuries, Africa has been, after slavery, the slave trade, colonialism and persistent neo-colonialism, the main victim of the world geopolitical order established by the Western powers to give them an undeserved and exorbitant advantage.

The war in Ukraine : A window of opportunity for Africa

By Pr Olivier BILE / President of the Movement for the Emancipation and Monetary Integration of Africa (MEIMA)



Par Pr Olivier BILE / Président du Mouvement pour l'Emancipation et l'Intégration Monétaire de l'Afrique (MEIMA)

à leur bénéfice, les puissances de ce monde ignorent que cette fois-ci, la trajectoire de mutation du système mondial vers une autre direction est engagée. L'algorithme divin est si bien masqué qu'il est en effet difficile de le percevoir et le comprendre.

L'Afrique dans l'ordre mondial

L'Afrique de ces cinq derniers siècles aura été, après l'esclavage, la traite, le colonialisme et le néocolonialisme persistant, la principale victime de l'ordre géopolitique mondial instauré, en vue de leur conférer un avantage toujours exorbitant et immérité, par les puissances occidentales.

Aujourd'hui, elle est l'objet d'une marginalisation, d'une mise en coupe réglée et d'un mépris considérables, souvent en complicité avec des siens. L'esclavage contemporain des Dubaï Porta potty, des sales boulots de domestiques, éboueurs et autres en Occident, des condamnés à la mort en escapade d'émigration en Méditerranée et ailleurs ainsi que toutes ces misérables conditions auxquelles les enfants d'Afrique sont parfois voués sur le continent et à travers le monde parce que sans perspectives d'une existence digne chez eux, représentent autant de facteurs de tragédie humaine insupportables au XXI^e siècle.

Les logiques d'injustices, d'inégalités, d'iniquité et d'inéquité consubstantielles du système de globalisation néolibérale en vigueur a atteint ses limites. La mécanique des avantages abusivement exorbitants, profitables à une minorité au détriment du reste du monde, ne peut clairement plus prévaloir.

Exigence de multipolarisation du monde

L'attelage mondial à base de la suprématie bretton-woodienne du dollar ou de l'euro; de l'hégémonie des valeurs libérales occidentales pourtant si controversées voire décadentes ; d'un ordre économique, financier et social si défavorable aux pays en soif d'émergence, est en train de se cabrer et ne peut plus avancer en l'état.

L'émergence des Brics et d'autres nations telles que le Pakistan, le Mexique, l'Indonésie, le Nigéria, la Corée du Sud, certains États du golfe persique comme l'Arabie Saoudite et autres, manifeste leur aspiration généralisée à un autre ordre mondial, plus juste et plus équilibré. L'Afrique adhère globalement et clairement à cette dynamique nouvelle qui, en dépit des apparences, me semble en voie de triompher.

Dans cette optique, l'espace global a vocation à s'acheminer vers un processus de multipolarisation équilibrée au sein duquel les différentes régions du monde seront représentées par une ou plusieurs entités de poids dotées du statut de membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU avec droit de veto.

Éléments d'intelligence géostratégique

Par-delà la puissance géopolitique, la condition physique d'essence géo-économique et géo-financière la plus robuste possible doit être l'objectif stratégique le plus recherché par nos États. La mise en valeur intelligente de son immense potentiel naturel et humain devrait, à cet égard, être la clé de voûte de construction de cette émancipation stratégique à l'instar de celle proposée par le penseur et politicien panafricaniste Cheikh Anta Diop. La crise inflationniste

mondiale actuelle devrait aussi être l'occasion de promouvoir et développer des alternatives endogènes en matière de production, toutes choses permettant de renforcer sa position extérieure, et partant, son autonomie stratégique. Cela passera, indéniablement, par une importante révolution culturelle dans les habitudes de consommation locales.

Pour ce faire, il est en conséquence urgent pour l'Afrique de se fixer sur une orbite de puissance à la faveur de la stimulation d'une robuste et véritable conscience panafricaniste et foiiste.

Dans cet inéluctable scénario, l'Afrique entière doit donc se tenir prête à s'emparer de toute opportunité d'émancipation, tant il est vrai qu'elle est souvent encore l'objet de systèmes de captivité multiformes.

L'Afrique dans la crise actuelle

L'actualité au Mali, en Centrafrique, au Burkina Faso constitue des prémices pertinentes de cette évolution. Au lieu d'hésiter ou de trembler devant les intimidations, nos États ainsi en première ligne doivent considérer et intégrer les épreuves auxquelles ils sont et vont être chaque jour confrontés, comme autant d'opportunités d'affranchissement décisives et de possibilités d'orientation vers l'émergence géo-économique et l'affirmation géopolitique. « L'homme se découvre quand il se mesure à l'obstacle », dit le penseur Antoine de Saint-Exupéry.

Nos États doivent se souvenir que rien de valable ni de crédible ne se construit sans souveraineté. D'où l'impératif catégorique de promouvoir le parachèvement de nos processus de Libération sur les plans spirituel et philosophique, politique et démocratique, monétaire et économique, social et culturel. Et comme par hasard, c'est bien cette puissance russe, fidèle à la doctrine d'antan de l'ex URSS en faveur de l'émancipation des peuples opprimés, qui est encore aux côtés de ces pays frères dans ces moments tumultueux....

Il est tout de même heureux aujourd'hui de constater, en dépit du caractère parfois confus et cachottier de leur démarche, que même des régimes africains naguère portés par l'ordre néocolonial lui font de bruyantes infidélités pour épouser le désir d'affranchissement géopolitique. C'est dire que le Maître des temps et des circonstances est à l'œuvre.

Que faire ?

Les Africains doivent-ils pour autant rester couchés ? Non, bien au contraire. La foi sans les œuvres est vaine disent les Écritures. Les Africains doivent se lever, promouvoir et soutenir courageusement toute opportunité politique de Libération et d'émancipation stratégique.

Le processus courageux enclenché par la Russie doit être saisi au rebond par nos États africains. Il n'est pas coutumier qu'un pays, fût-il de cette taille, décide de faire un tel pied-de-nez à un conglomérat aussi puissant que l'OTAN. Cette bravade est, incontestablement, le produit d'un projet libérateur valable pour le monde entier.

L'Afrique, tout en maintenant les meilleurs rapports possible avec les puissances occidentales qui respecteront ses légitimes aspirations à un mieux-être, doit se saisir de ce moment comme cette opportunité décisive qui transformera sa destinée et sa condition géopolitiques. Les

Today, it is the object of considerable marginalisation, cutting off and contempt, often in complicity with its own people. The contemporary slavery of the Dubai Porta Potty, the dirty jobs of domestic servants, garbage collectors and others in the West, the condemned to death in emigration escapades in the Mediterranean and elsewhere, as well as all these miserable conditions to which the children of Africa are sometimes doomed on the continent and throughout the world because they have no prospects of a dignified existence at home, represent so many factors of unbearable human tragedy in the 21st century.

The logic of injustice, inequality, unfairness and inequity that is consubstantial with the current system of neoliberal globalisation has reached its limits. The mechanics of exorbitantly exorbitant advantages, benefiting a minority at the expense of the rest of the world, can clearly no longer prevail.

The need for multipolarisation of the world

The global system based on the Bretton-Wood supremacy of the dollar or the euro; the hegemony of Western libertarian values, which are so controversial and even decadent; and an economic, financial and social order that is so unfavourable to countries thirsting for emergence, is in the process of buckling and can no longer move forward as it is.

The emergence of the Brics and other nations such as Pakistan, Mexico, Indonesia, Nigeria, South Korea, some Persian Gulf states such as Saudi Arabia and others, manifests their widespread aspiration for a different, fairer and more balanced world order. Africa adheres globally and clearly to this new dynamic which, despite appearances, seems to me to be on the way to triumphing.

From this perspective, the global space is destined to move towards a process of balanced multipolarisation within which the different regions of the world will be represented by one or more powerful entities with the status of permanent member of the UN Security Council with the right of veto.

Elements of geostrategic intelligence

Beyond geopolitical power, the physical condition of the most robust geo-economic and geo-financial essence possible must be the most sought-after strategic objective for our states. The intelligent development of its immense natural and human potential should, in this respect, be the keystone of the construction of this strategic emancipation following the example of the pan-Africanist thinker and politician Cheikh Anta Diop. The current global inflationary crisis should also be an opportunity to promote and develop endogenous alternatives in terms of production, all of which will help to strengthen its external position, and therefore its strategic autonomy. This will undoubtedly require a major cultural revolution in local consumption habits.

To achieve this, it is therefore urgent for Africa to establish itself in a power orbit through the stimulation of a robust and genuine pan-Africanist and faith-based consciousness.

In this inescapable scenario, the whole of Africa must therefore be ready to seize any opportunity for emancipation, as it is true that it is often still the object of multiform systems of captivity.

Africa in the current crisis

Current events in Mali, the Central African Republic and Burkina Faso are relevant precursors to this development. Instead of hesitating or trembling in the face of intimidation, our states in the front line must consider and integrate the trials with which they are and will be confronted every day, as decisive opportunities for emancipation and possibilities of orientation towards geo-economic emergence and geopolitical affirmation. « Man discovers himself when he confronts the obstacle », said the thinker Antoine de Saint-Exupéry.

Our states must remember that nothing valid or credible can be built without sovereignty. Hence the categorical imperative to promote the completion of our liberation processes at the spiritual and philosophical, political and democratic, monetary and economic, social and cultural levels. And as if by chance, it is this Russian power, faithful to the former USSR's doctrine of emancipation of oppressed peoples, which is still at the side of these brotherly countries in these tumultuous moments....

It is nevertheless fortunate today to note, despite the sometimes confused and secretive nature of their approach, that even African regimes that were once supported by the neo-colonial order are making noisy infidelities to it in order to embrace the desire for geopolitical emancipation. This means that the Master of times and circumstances is at work.

What is to be done?

Does this mean that Africans should stay down? No, on the contrary. Faith without works is vain, as the Scriptures say. Africans must stand up and courageously promote and support every political opportunity for liberation and strategic emancipation.

The courageous process initiated by Russia must be seized upon by our African states. It is not usual for a country, even one of this size, to decide to thumb its nose at a conglomerate as powerful as NATO. This bravado is undoubtedly the product of a liberating project for the whole world.

Africa, while maintaining the best possible relations with the Western powers that will respect its legitimate aspirations for a better life, must seize this moment as a decisive opportunity that will transform its geopolitical destiny and condition. Westerners who love justice and equity in today's world are naturally welcome to support such a dynamic, because injustice is always a factor of imbalances that are highly destructive and damaging for the whole of the inhabited space.

What is currently happening in the world is an irreversible and inescapable process of restoration of the dignity of Africans, which has been so violated. Africans must be aware that this advantageous dynamic of revision of the world order will not be reversed until its strategic objectives have been achieved.

The time for sterile and stupid political quarrels, the time for cowardice and pusillanimity, the time for tribalist and irredentist confrontations without a future, the time for unproductive inaction and chatter, the time for vain and destructive lamentations and jeremiads, the time for

occidentaux épris de justice et d'équité en faveur du monde d'aujourd'hui sont naturellement bienvenus pour soutenir une telle dynamique car l'injustice est toujours facteur de déséquilibres lourdement crisogènes et dommageables pour l'ensemble de l'espace habité.

Ce qui se passe actuellement dans le monde relève d'un processus irréversible et incontournable de restauration de la dignité si bafouée des Africains. Ces derniers doivent savoir que cette avantageuse dynamique de révision de l'ordre mondial ne s'inversera pas aussi longtemps que ses objectifs stratégiques n'auront pas été atteints.

Le temps des querelles politiciennes, stériles et stupides, celui de la lâcheté et de la pusillanimité habituelles, celui des affrontements tribalistes et irrédentistes sans lendemain, celui des inactions et du bavardage improductifs, celui des lamentations et jérémiades vaines et destructrices,

celui des mentalités rétrogrades et immobilistes dont se nourrissent les prédateurs et ennemis de l'Afrique, doit être considérablement révolu et voué aux orties sur ce continent. Le temps est à la construction d'un horizon d'autodétermination totale aujourd'hui et de puissance demain, à travers la mutualisation stratégique des capacités et ressources du continent pour accomplir ce que Joseph Tchundjang Pouemi nomme « l'organisation de la résistance commune ».

Africains, levons-nous !!!!

Voici venu le temps de l'action !!!

Dieu libère et bénisse l'Afrique.

retrograde and immobilist mentalities which feed the predators and enemies of Africa, must be considerably over and done with on this continent. The time has come to build a horizon of total self-determination today and power tomorrow, through the strategic mutualisation of the continent's capacities and resources to achieve what Joseph Tchundjang Pouemi calls «the organisation of common resistance».

Africans, let us rise up !!!!

The time for action has come!

God liberate and bless Africa



Séidik ABBA - Journaliste - écrivain, ancien Rédacteur en Chef central de l'hebdomadaire « Jeune Afrique » / Paris - France

La crise en Ukraine a révélé la très grande capacité de l'Afrique à avoir son propre point de vue, dans une analyse autonome et assumée de la situation internationale. Les Etats-Unis d'Amérique et l'Union européenne reprochent au continent de ne pas s'aligner mécaniquement derrière les sanctions contre la Russie, ou derrière le boycott de la Russie, ou derrière le bannissement de la Russie de certaines instances internationales. Pour ma part, c'est une fausse querelle. Aujourd'hui, il n'y a pas de raison que l'Afrique s'aligne derrière les positions occidentales, puisqu'elle n'a pas été associée à leur définition. Quand on voit la mobilisation de l'Occident en faveur de l'Ukraine, elle est sans commune

mesure avec la solidarité manifestée à l'endroit des pays du continent, en particulier ceux du Sahel. Les pays sahéliens avaient besoin de 400 millions de dollars pour lancer la force conjointe du G5-Sahel. Mais, ils ne l'ont jamais eu. Aujourd'hui, l'Occident a déversé des dizaines de milliards de dollars en faveur de l'Ukraine, pour une guerre qui n'a encore duré que neuf mois. Comme on le sait, l'Union européenne avait promis 100 millions d'euros aux pays du G5-Sahel. Ce qu'elle a acheté en armes pour l'Ukraine dépasse 750 millions d'euros au début de la crise. Vous voyez donc qu'on ne peut pas reprocher à l'Afrique de défendre ses intérêts.

Chaque acteur de la scène internationale apprécie la situation en fonction de ses intérêts et de ses considérations. A mon humble avis, cette posture d'indépendance et de non alignement est favorable à la construction d'un nouvel ordre international qui ne serait pas dicté par un camp ou par un autre. Cette conjoncture créée par la crise en Ukraine doit permettre de rebâtir les relations internationales, de faire en sorte que l'Afrique ait une place de membre permanent au Conseil de sécurité - comme elle l'a toujours réclamée - ou d'abolir le droit de veto, pour un nouvel ordre mondial plus équitable, plus juste et plus égalitaire puisse se créer.



Fabrice MBOSSA ITOUA, Vérificateur des Finances / Brazzaville - Congo

Nous pouvons aujourd'hui, au regard des événements en cours, affirmer sans considérablement nous tromper que l'impérialisme est entrain de déménager de l'Afrique pour rentrer en Occident. La guerre entre l'Occident et la Russie n'est pas la nôtre. Cependant, compte tenu des impacts socio-économiques que nous endurons en Afrique, il me semble que les dispositions suivantes sont inéluctables : 1. Ne prendre partie pour aucun camp, se constituer en médiateur à l'africaine : le «mbongui» c'est-à-dire en mettant en avant le dialogue ; 2. Travailler pour régler notre dépendance en

produits et aliments importés ; 3. Mettre l'accent sur la production des biens et services que les pays en conflit consomment sans pour autant pouvoir en produire ; 4. Réviser toutes nos politiques publiques en intégrant ce choc Russie-Occident ; 5. Renforcer la sécurité au niveau de nos frontières pour éviter que les armes utilisées en zone de conflit se retrouvent sur notre continent, comme suite à la guerre Lybie-Occident ; 6. Saisir là une opportunité de pouvoir renégocier la dette extérieure qui n'est en réalité qu'un processus de multiplication des fonds

impérialistes en Afrique, même si nous ne souhaitons pas le pire aux belligérants. De la même manière qu'ils se sont servis de l'ignorance de ceux qui nous ont précédé pour nous exploiter, saisissons leur temps de faiblesse pour renégocier les termes du marché ; 7. Inviter la diaspora africaine de communiquer sur les opportunités qui se dégagent pour l'Afrique, suite à ce conflit.

Il est peut-être temps que l'Afrique joue sa partition dans le Concert des Nations. En Dieu nous croyons !

Séidik ABBA - Journalist - writer, former Editor-in-Chief of the weekly «Jeune Afrique» / Paris - France



The crisis in Ukraine has revealed the great capacity of Africa to have its own point of view, in an autonomous and assumed analysis of the international situation. The United States of America and the European Union reproach the continent for not aligning itself mechanically behind the sanctions against Russia, or behind the boycott of Russia, or behind the banning of Russia from certain international bodies. As far as I am concerned, this is a false quarrel. Today, there is no reason for Africa to align itself behind Western positions, since it was not involved in defining them. When we see the West's mobilisation in favour of Ukraine, it is out of all proportion to the solidarity

shown towards the countries of the continent, in particular those of the Sahel. The Sahelian countries needed \$400 million to launch the G5-Sahel joint force. But they never got it. Today, the West has poured tens of billions of dollars into Ukraine for a war that has only lasted nine months. As we know, the European Union had promised 100 million euros to the G5-Sahel countries. What it bought in arms for Ukraine exceeded 750 million euros at the beginning of the crisis. So you can see that Africa cannot be blamed for defending its interests.

Each actor on the international scene assesses the situation according to his interests and considerations. In my humble opinion, this posture

of independence and non-alignment is favourable to the construction of a new international order that would not be dictated by one camp or another. This situation created by the crisis in Ukraine must allow international relations to be rebuilt, to ensure that Africa has a permanent seat on the Security Council - as it has always demanded - or to abolish the right of veto, so that a new, fairer and more egalitarian world order can be created.

Fabrice MBOSSA ITOUA, Auditor of Finance / Brazzaville - Congo



We can today, in view of the events underway, state without considerable error that imperialism is moving out of Africa and into the West. The war between the West and Russia is not ours. However, given the socio-economic impacts that we are enduring in Africa, it seems to me that the following measures are inescapable: 1. not to take sides with either side, to act as an African-style mediator: the «mbongui», i.e. by putting dialogue first; 2. to work to resolve our dependence on imported

products and food; 3. to focus on the production of goods and services that countries in conflict consume without being able to produce them; 4. Review all our public policies in the light of the Russia-West clash; 5. 5. Strengthen border security to prevent weapons used in conflict zones from ending up on our continent, as in the case of the Libya-West war. 6. Seize the opportunity to renegotiate the external debt, which is in reality a process of multiplying imperialist funds in Africa, even

if we do not wish the worst on the belligerents. Just as they used the ignorance of those who came before us to exploit us, let us seize their time of weakness to renegotiate the terms of the deal; 7. Invite the African diaspora to communicate on the opportunities that are opening up for Africa as a result of this conflict.

Perhaps it is time for Africa to play its part in the Concert of Nations. In God we believe!



Sé Antéditeste NIRAGIRA - Journaliste indépendant, Consultant en médias & communication /

En sa qualité honorable de « Berceau de l'humanité », l'Afrique tout entière, en passant par chacun de ses pays, doit s'ériger en tant qu'entité politique indépendante et prendre sa position claire en défaveur de l'invasion de l'Ukraine par la fédération de . Tous les pays africains ont été proclamés « indépendants » (quoique discutable) depuis les années 60. En cette qualité, Ils doivent de se prononcer, chacun indépendamment des puissances économiques et pour s'opposer à cette guerre. Au contraire, cette indépendance ne signifierait rien. La position africaine commune en défaveur de cette guerre est susceptible de changer la donne et faire valoir et consolider la

Charte des Nations Unies comme instrument constitutif des Nations Unies.

Les droits des pays de jouir pleinement de leurs indépendances et intégrités territoriales et les obligations des puissances de les respecter seront honorés et resteront sacrés comme ils doivent l'être. La situation ukrainienne ressemble à celle de l'Est de la République démocratique du Congo. En cas d'invasion d'une puissance contre un pays x indépendant, inutile d'en discuter avec des tables rondes de négociations et tours dialogues interminables alors que les vies humaines périssent, les droits humains les plus fondamentaux sont bafoués. L'Afrique et le monde

entier doivent se lever et dire non, décourager cette attitude et intervenir diplomatiquement, politiquement voire militairement etc, pour mettre un terme à ce genre de conflits dans le monde.

« L'opprimé et l'opprimeur sont tous deux dépossédés de leur humanité », disait Nelson Mandela. S'opposer à cette invasion est une manière de ramener la Russie à la raison pour mettre fin à cette guerre et ainsi protéger l'Ukraine, les vies et droits humains en péril. C'est ça l'humanité qui doit nous caractériser en tout et partout en tant qu'Africains.



Ousmane Anouh Morba - Directeur de publication du « Le Nouveau Courrier » / Bamako – Mali

La guerre entre la Russie et l'Ukraine a eu des conséquences directes sur l'Afrique au regard de la montée fulgurante des prix des produits de consommation. S'il faut saluer l'initiative des Présidents en exercice de l'Union Africaine (UA) et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), le sénégalais Macky Sall et le bissau-guinéen Umaro Sissoco Embalo, qui se sont rendus successivement en Russie pour prôner la désescalade entre les deux Etats, et solliciter la libération des importations de céréales et d'engrais sur le continent africain, force est de

reconnaître que le moment est venu pour l'Afrique de voir en grand les choses.

Miser sur le savoir créateur de richesse, réévaluer nos relations avec l'extérieur, développer des partenariats gagnant-gagnant..., l'Afrique doit chercher à privilégier les intérêts du continent. Son rôle sera donc, de faire en sorte, qu'avec la perspective du nouvel ordre mondial qui se dessine à l'horizon de remettre notre continent au même pied d'égalité que les autres.

La 31ème session ordinaire du sommet arabe tenue en Algérie,

courant Novembre 2022, est une source d'inspiration pour l'Afrique noire. La déclaration finale de cette rencontre a insisté sur, « la nécessité pour les pays arabes de participer à l'élaboration des contours du nouvel ordre mondial après l'épidémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine », ou encore, rejeté aussi, « l'ingérence étrangère, sous toutes ses formes, dans les affaires intérieures des pays arabes », tout en privilégiant le « principe des solutions arabes aux problèmes arabes ».

Sé Antéditeste NIRAGIRA - Freelance Journalist, Media & Communication Consultant / Bujumbura - Burundi



In its honourable capacity as the «Cradle of Mankind» the whole of Africa, through each of its countries, must set itself up as an independent political entity and take its clear stand against the invasion of Ukraine by the federation of . All African countries have been proclaimed «independent» (albeit questionable) since the 1960s. In this capacity, they must pronounce themselves, each independently of the economic powers and to oppose this war. On the contrary, this independence would mean nothing. The common African position against this war is likely to change the situation and

uphold and consolidate the UN Charter as a constitutive instrument of the United Nations.

The rights of countries to fully enjoy their independence and territorial integrity and the obligations of powers to respect them will be honoured and remain sacred as they should be. The Ukrainian situation is similar to that in the eastern Democratic Republic of Congo. If a power invades an independent country, there is no point in discussing it with endless rounds of negotiations and dialogue while human lives are lost and basic human rights are violated. Africa and

the whole world must stand up and say no, discourage this attitude and intervene diplomatically, politically and even militarily etc, to put an end to this kind of conflicts in the world.

«The oppressed and the oppressor are both robbed of their humanity», said Nelson Mandela. Opposing this invasion is a way to bring Russia to its senses to end this war and thus protect Ukraine, the lives and human rights at risk. This is the humanity that should characterise us in everything and everywhere as Africans.

Ousmane Anouh Morba - Director of publication of « Le Nouveau Courrier » / Bamako - Mali



The war between Russia and Ukraine has had direct consequences on Africa in terms of the meteoric rise in prices of consumer products. While the initiative of the current chairmen of the African Union (AU) and the Economic Community of West African States (ECOWAS), Senegal's Macky Sall and Guinea-Bissau's Umaro Sissoco Embalo, who visited Russia in succession, is to be commended, it is also to be welcomed, who have successively visited Russia to advocate de-escalation between the two states, and to request the liberation of cereal and fertiliser imports to the African

continent, it must be recognised that the time has come for Africa to think big.

Focusing on knowledge that creates wealth, re-evaluating our relations with the outside world, developing win-win partnerships..., Africa must seek to put the continent's interests first. Its role will therefore be to ensure that, with the prospect of the new world order looming on the horizon, our continent is put on an equal footing with others.

The 31st ordinary session of the Arab Summit held in Algeria

in November 2022 is a source of inspiration for Black Africa. The final declaration of this meeting insisted on «the need for Arab countries to participate in the elaboration of the contours of the new world order after the epidemic of Covid-19 and the war in Ukraine», and also rejected «foreign interference, in all its forms, in the internal affairs of Arab countries», while favouring the «principle of Arab solutions to Arab problems».

Si l'Afrique doit jouer un rôle important pour mettre fin à la guerre en cours entre l'Ukraine, qui est fortement soutenue par l'Occident, et la Fédération de Russie, elle doit s'unir et communiquer son point de vue sur la tension avec une force unie. Il n'est pas surprenant, mais décevant, qu'une telle décision n'ait pas été prise aujourd'hui, ni dans le passé.

Depuis la création de l'Union africaine (UA), anciennement l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le continent a toujours été divisé sur les décisions concernant les conflits internationaux et les politiques, en raison des intérêts et des alliances des différentes nations. Les nations africaines ont également été incapables de prendre

des décisions indépendantes sur des questions les concernant ou concernant l'Afrique dans son ensemble. Cela est principalement dû aux différents intérêts et aux alliances historiques que les pays individuels ont avec diverses puissances occidentales, qui peuvent parfois se trouver dans des camps opposés du conflit. Comme lors des précédentes guerres mondiales et de la guerre froide, les pays africains ont réagi en fonction de leurs alliances avec les pays impliqués dans le conflit. Par exemple, lors de la session d'urgence de l'Assemblée générale des Nations unies visant à mettre fin à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Afrique a eu un vote divisé. Alors que 28 pays ont approuvé la résolution des Nations unies, l'Algérie, la Tanzanie

et l'Afrique du Sud ont souligné l'importance de la diplomatie sans condamner les actions de la Russie, ce qui a mis l'UA dans une position difficile pour rédiger une déclaration unique qui aurait communiqué le point de vue uni du continent sur la question.

Les dirigeants africains qui ont voté lors de la session d'urgence ont clairement indiqué que le continent n'est pas prêt à travailler de manière unifiée. Compte tenu de tous ces précédents historiques, il est difficile de voir les Africains jouer un rôle unifié dans le conflit en cours, ce qui est très important et aurait ouvert la voie pour que la voix de l'Afrique soit considérée comme pertinente sur la scène internationale.

« Je suis un NTC ... et toi? »

De l'Éthiopie au Tigré, de la RDC au Rwanda, de l'Europe en Afrique, de la Corée du Nord aux USA, de l'Iran en Irak, de l'Arabie Saoudite au Yémen et de la Russie en Ukraine, pour ne citer que ces exemples, les humeurs ne sont guère au beau fixe. Le spectre d'un monde apocalyptique plane lugubrement au-dessus de nos têtes et d'une génération à une autre, nous frémissons d'inquiétudes. Puis à juste titre, nous nous interrogeons tour à tour. À quand donc un souffle de paix, ne serait-ce qu'une trêve pour un regain de souffle dans ce village planétaire en perpétuelles crises?

Pour un monde plus juste, plus démocratique, plus sécurisé et plus apaisé, la réponse est un « Nouveau Type de Citoyens » (NTC). Cette pensée dont les vagues balaient déjà les côtes au-delà de l'Afrique, irrésistiblement force l'admiration de ceux ainsi que de celles qui la saisissent dans sa globalité. Le

Béninois Romaric Mouftaou qui en est l'auteur, a présenté devant le Conseil Européen sa philosophie qui, souhaite-t-il, pourrait embraser le monde entier. « Connais-toi toi-même! » dira-t-on, avec la complicité de la célèbre citation rapportée par Socrate et gravée sur le fronton du Temple de Delphes. Comme cela se dit en latin, c'est le « nosce te ipsum ». Eh bien, le changement commence par moi et « NTC » dit Romaric, « est une philosophie de vie basée sur cinq piliers. Le premier pilier est que le citoyen doit connaître les textes et les lois de la République. Le deuxième pilier exige que le citoyen connaisse les politiques publiques et les programmes de développement de sa localité et de son pays. Selon le troisième pilier, le citoyen doit collaborer avec les autorités pour s'impliquer et résoudre les problèmes de sa communauté. Le quatrième pilier stipule que le citoyen doit incarner des valeurs patriotiques, morales et éthiques et avoir un profond respect pour le bien public. Quant au cinquième

pilier, le citoyen doit s'évertuer à être un expert dans son domaine de compétences, afin de contribuer à la création de la richesse. Ces cinq piliers, conclut, Romaric, sont « les vecteurs d'une démocratie vivante » qui résulte de l'exécution de deux programmes majeurs : l'éducation à la citoyenneté, d'une part, et la pratique de la citoyenneté, d'autre part.

Pour finir, je voudrais témoigner que la philosophie NTC est au cœur de mon combat quotidien. C'est justement cela qui sous-tend fondamentalement l'émission « Que Fait l'Afrique? » que j'anime à cœur joie et humblement sur Tempo Afric TV, la chaîne de télévision panafricaine par les africains et pour les africains.

Vive la philosophie NTC!

Vive la Renaissance Africaine!

Chacun pour la Patrie!

La Patrie pour tous!

If Africa must play an important role to end the ongoing war between Ukraine, which is heavily backed by the West, and the Russian Federation, they must stand collectively, and communicate their views of the tension with a united force. Unsurprisingly, but, yet disappointingly, such decision has not been taken now, or in time past.

Since the establishment of the African Union (AU), formerly the Organization of African Unity (OAU), the continent has always been divided on decisions that involve international conflicts, and policies, due to individual nations' interests, and alliances. African Nations have also been unable to make independent decisions about issues affecting them, or Africa as

a whole. This has been primarily because of the different interests and historical alliances individual countries have with various Western powers, that at times may be on opposing sides of the conflict. Like in the previous World wars, and the Cold War, African countries have reacted based on their alliances with countries involved in the conflict. For example, during the United Nations General Assembly emergency session to end Russia's invasion on Ukraine, Africa had a divisive vote. While 28 countries endorsed the UN resolution, Algeria, Tanzania and South Africa underscored the importance of diplomacy without condemning Russia's actions; this put the AU in a difficult position to come up with a single statement

that will have communicated the continent's united view on matter.

African leaders who voted at the emergency session clearly communicated that the continent is not ready to work as a unified front. Considering all those historical precedents, it is difficult to see the Africans playing a unified role in the ongoing conflict, which is very important and would have paved the way for Africa's voice to be considered relevant on the international stage.

« I am an NTC ... and you? »

From Ethiopia to Tigray, from the DRC to Rwanda, from Europe to Africa, from North Korea to the USA, from Iran to Iraq, from Saudi Arabia to Yemen, and from Russia to Ukraine, to name but a few, moods are hardly upbeat. The spectre of an apocalyptic world hangs gloomily over our heads and from one generation to the next we shudder with worry. And then, with good reason, we take turns to wonder. When will there be a breath of peace, even if it is only a truce, to breathe new life into this global village in perpetual crisis?

For a fairer, more democratic, more secure and more peaceful world, the answer is a « New Type of Citizen » (NTC). This thought, whose waves are already sweeping the coasts beyond Africa, irresistibly forces the admiration of those who grasp it in its entirety. The Beninese Romaric Mouftaou, who is the author, presented his philosophy to the European

Council, which he hopes could set the whole world on fire. « Know thyself », he said, with the complicity of the famous quote reported by Socrates and engraved on the pediment of the Temple of Delphi. As it is said in Latin, it is the « nosce te ipsum ». Well, change begins with me and « NTC » says Romaric, « is a philosophy of life based on five pillars. The first pillar is that the citizen must know the texts and laws of the Republic. The second pillar requires the citizen to know the public policies and development programmes of his locality and country. The third pillar states that the citizen must collaborate with the authorities to get involved and solve the problems of his/her community. The fourth pillar states that the citizen should embody patriotic, moral and ethical values and have a deep respect for the public good. The fifth pillar states that the citizen should strive to be an expert in his or her field of expertise, in order to contribute to

wealth creation. These five pillars, Romaric concludes, are « the vectors of a living democracy » which results from the implementation of two major programmes: education for citizenship on the one hand, and the practice of citizenship on the other.

Finally, I would like to testify that the NTC philosophy is at the heart of my daily struggle. It is precisely this that fundamentally underpins the programme « Que Fait l'Afrique? » that I humbly and wholeheartedly host on Tempo Afric TV, the pan-African television channel by Africans and for Africans.

Long live the NTC philosophy!

Long live the African Renaissance!

Everyone for the Fatherland!

The Fatherland for all!



Face à la situation de conflit armé et de menaces nucléaires, seules les superpuissances ont et auront voix au chapitre lorsqu'il faudra s'asseoir autour d'une table de négociation entre belligérants. Notre continent africain n'a pas encore un tel arsenal militaire. L'Afrique vogue sur une mer agitée, ballottée de tous côtés témoin d'un drame dont elle ne détient aucune ficelle diplomatique à tirer entre ses mains. Je crains fort que nous soyons absent à une prochaine assise internationale ou si on daigne nous inviter, que nous soyons de simple figurant ou spectateur malgré nos immenses richesses du sol et du sous-sol. Si nous voulons exister, être considéré et avoir voix au chapitre parmi la dizaine de superpuissances, il faut créer pendant que les occidentaux guerroient entre eux et n'ont pas l'attention sur nous, les États-Unis d'Afrique avec le Panafricanisme comme idéologie. Pour ce faire, il faudrait un grand rassemblement des intellectuels africains de la diaspora comme de l'intérieur pour penser et définir ensemble le développement de leur continent dans toutes ses composantes. Une fois que les États-

Unis d'Afrique sont proclamés, nous aurons à nouer des alliances stratégiques avec les superpuissances dans un partenariat gagnant-gagnant. C'est ma vision pour l'Afrique moderne.

Les conditions pour la construction, la renaissance et le rayonnement d'une Afrique digne et moderne à court, moyen et long terme. Une monnaie, une armée, un parlement et une flotte aérienne uniques genre «Air Afrique» pour assurer notre visibilité et la défense de ses intérêts d'une part et d'autre part, un même système éducatif partout avec 20% de théorie et 80% de pratique dans tous les domaines, une ouverture des académies de métiers dans tous les secteurs d'activités pour le développement durable et, la priorité des priorités, l'autosuffisance alimentaire et énergétique tirée de nos potentialités existantes. La jeunesse est largement Panafricaniste et visiblement en ébullition sur le continent est prête et même pressée d'écrire une nouvelle page de la nouvelle Afrique, mais la plupart des dirigeants politiques actuels s'interposent par la ruse et la

répression en attendant d'être rejetés bientôt dans les poubelles de l'histoire. L'hymne national qui exprime le Panafricanisme et la détermination de cette puissante Afrique à bâtir est l'hymne Sud-africain « Nkosi Sikelel' iAfrica », sans même comprendre les paroles, cette chanson envahit l'âme et donne la chair de poule à tout Panafricaniste, donc le temps presse, ne perdons plus de temps à vouloir créer et adopter un nouveau.

Il y a un point et non des moindres. La création un peu partout de laboratoires pharmaceutiques pour développer des produits thérapeutiques « made in Africa », à partir de nos nombreuses et diverses plantes médicinales. Un continent noir qui nourrit ses enfants et qui les soigne, c'est le signe qu'il a levé la tête et s'est mis debout pour foncer sereinement vers un avenir radieux.

QUE DIEU BÉNISSE L'AFRIQUE

!



In a situation of armed conflict and nuclear threats, only the superpowers have and will have a say when it comes to sitting around a negotiating table between belligerents. Our African continent does not yet have such a military arsenal. Africa is sailing on a stormy sea, tossed about on all sides as a witness to a drama from which it has no diplomatic strings to pull in its hands. I am afraid that we will be absent from the next international meeting or, if we are deigned to be invited, that we will be a mere extra or spectator despite our immense wealth of soil and subsoil. If we want to exist, to be considered and to have a voice among the ten or so superpowers, we must create, while the Westerners are fighting among themselves and do not pay attention to us, the United States of Africa with Pan-Africanism as an ideology. To do this, a large gathering of African intellectuals from the diaspora as well as from within the continent is needed to think and define together the development of their continent in

all its components. Once the United States of Africa is proclaimed, we will have to forge strategic alliances with the superpowers in a win-win partnership. This is my vision for modern Africa.

The conditions for the construction, rebirth and influence of a dignified and modern Africa in the short, medium and long term. A single currency, an army, a parliament and an air fleet such as «Air Afrique» to ensure our visibility and the defence of its interests on the one hand, and on the other hand, the same educational system everywhere with 20% theory and 80% practice in all fields, the opening of trade academies in all sectors of activity for sustainable development and, the priority of priorities, self-sufficiency in food and energy from our existing potential. The youth is largely Pan-Africanist and visibly in turmoil on the continent is ready and even eager to write a new page of the new Africa, but most of the current political leaders are interposing themselves by cunning

and repression while waiting to be rejected soon in the dustbin of history. The national anthem that expresses Pan-Africanism and the determination of this mighty Africa to be built is the South African anthem «Nkosi Sikelel' iAfrica», without even understanding the words, this song invades the soul and gives goose bumps to every Pan-Africanist, so time is running out, let us not waste any more time in trying to create and adopt a new one.

There is one point and not the least. The creation everywhere of pharmaceutical laboratories to develop therapeutic products «made in Africa», from our many and diverse medicinal plants. A black continent that feeds and cares for its children is a sign that it has raised its head and stood upright to move serenely towards a radiant future.

MAY GOD BLESS AFRICA!



**"LA CHAÎNE
AU COEUR
DES
DIASPORAS"**



@zianatv



Fcbk/Twitter/Youtube/Insta.



www.zianatv.com

DIASPORA AFRICAINE



En cette fin d'année 2022, votre magazine « Le Label Diplomatique » fait le bilan annuel des activités de l'Etat de la Diaspora Africaine avec le Premier Ministre, Dr Louis-Georges TIN. C'est aussi l'occasion de s'intéresser à d'acteurs de la scène panafricaine.

Entretien exclusif de SEM

Dr Louis-Georges TIN

www.stateofafricandiaspora.com

Premier ministre de l'État de la diaspora africaine

Décembre, c'est le mois du bilan. Celui de l'année 2022, de l'Etat de la Diaspora Africaine, nous le faisons avec son Premier Ministre, le Dr Louis-Georges TIN. Un entretien dense, à la dimension de notre interlocuteur.

Le Label Diplomatique (LLD) : Bonjour Excellence Monsieur Louis-Georges TIN, vous êtes le Premier Ministre de l'État de la Diaspora Africaine. Quatre ans après sa création, beaucoup s'interrogent encore sur la nature et le nom de cet État. Que répondez-vous à ces derniers ?

Louis-Georges TIN (L-G.T) : Il est normal que les gens s'interrogent et soient surpris, car c'est une innovation radicale. Mais nous sommes au 21e siècle, nous sommes à l'heure du numérique. Il y a des journaux numériques, des photos numériques, des monnaies numériques, des banques en ligne, des entreprises en ligne. Pourquoi pas un Etat numérique ?

Cela dit, cette innovation ne vient pas totalement de moi. En 2003, lorsque les chefs d'État de l'Union Africaine, ont adopté une résolution reconnaissant la diaspora comme étant la 6e Région d'Afrique, ils ont posé un geste révolutionnaire. Car normalement, une région, c'est un territoire et des frontières. Or là, ils ont adopté le principe d'une région sans frontières. Donc vous le voyez, en créant un Etat sans frontière, nous ne faisons que suivre la logique adoptée à l'unanimité par les chefs d'État africains il y a 20 ans déjà.

Par ailleurs, j'observe que si nous sommes les premiers, nous ne sommes pas les seuls. Nous avons signé récemment un accord de coopération avec Shrikailasa, l'État de la Diaspora Hindu, qui s'est créé un an après l'État de la Diaspora Africaine. Nous avons ouvert la voie, d'autres s'inspirent de notre modèle, et nous en sommes très fiers.

A l'heure où de grands enjeux internationaux sont discutés à l'ONU, quelle part prenez-vous à ces débats ?

Le plus grand enjeu du 21e siècle, c'est en effet le changement climatique, et plus précisément, la réparation climatique. Comme vous le savez sans doute, l'Afrique contribue à peine à 5 % du réchauffement, mais 2/3 des conséquences climatiques seront et sont déjà en Afrique. Qui va payer pour ces dégâts ? En février 2022, Notre Ambassadeur pour la Jeunesse, Salem Ayenan, et notre Université de l'État de la Diaspora Africaine, ont été choisis par l'ONU pour organiser la conférence africaine pour la jeunesse et l'environnement. La thématique que Salem Ayenan et moi-même avons choisie était précisément la réparation climatique. Il a mobilisé la jeunesse africaine sur cette thématique, et a porté cette cause en Egypte lors de la COP 27. Nous sommes heureux de voir qu'il a participé à cette victoire historique. Comme vous l'avez vu, pour la première fois, la nécessité de réparer les dommages subis par les pays du Sud a été actée par la COP. C'est une avancée majeure, nous sommes fiers d'y avoir contribué.

Mais il y a eu aussi en décembre la Première Session de l'ONU pour les Personnes d'Ascendance Africaine, qui a eu lieu début décembre. L'État de la Diaspora est-il lié à ces discussions ?

Oui. L'année dernière, l'Assemblée Générale des Nations Unies a décidé de créer le Forum Permanent des Personnes d'Ascendance Africaine, pour lutter contre le racisme. En février 2022, 10 personnes ont été désignées, dont Alice Nkom, notre Ministre de l'Intérieur, pour constituer ce Forum. Avant la session du Forum, j'ai plusieurs fois discuté avec elle des priorités à retenir, et elle a aussi échangé avec les députés et les ambassadeurs de l'État de la Diaspora Africaine, pour recueillir leurs suggestions, et répondre à leurs questions. Alice Nkom a dirigé une table ronde du Forum, et à travers elle, nous participons collectivement aux débats et aux décisions de l'ONU sur la lutte contre le racisme.

AFRICAN DIASPORA



At the end of the year 2022, your magazine « Le Label Diplomatique » makes the annual assessment of the activities of the African Diaspora State with the Prime Minister, Dr Louis-Georges TIN. It is also an opportunity to take an interest in the actors of the pan-African scene.

Exclusive interview with HEM



Dr Louis-Georges TIN

www.stateofafricandiaspora.com

Prime Minister of the State of the African Diaspora

December is the month of assessment. That of the year 2022, of the State of the African Diaspora, we do so with its Prime Minister, Dr Louis-Georges TIN. A dense interview, on the scale of our interlocutor.

Le Label Diplomatique (LLD) : Good morning Excellency Mr Louis-Georges TIN, you are the Prime Minister of the African Diaspora State. Four years after its creation, many people are still wondering about the nature and name of this State. How do you respond to these questions?

Louis-Georges TIN (L-G.T) : It is normal for people to wonder and be surprised, because it is a radical innovation. But we are in the 21st century, we are in the digital age. There are digital newspapers, digital photos, digital currencies, online banks, online businesses. Why not a digital state?

That said, this innovation did not come entirely from me. In 2003, when the heads of state of the African Union adopted a resolution recognising the diaspora as the 6th Region of Africa, they took a revolutionary step. Because normally, a region is a territory and borders. But here, they adopted the principle of a

region without borders. So you see, by creating a state without borders, we are simply following the logic adopted unanimously by the African heads of state 20 years ago.

Furthermore, I note that if we are the first, we are not the only ones. We recently signed a cooperation agreement with Shrikailasa, the Hindu Diaspora State, which was created a year after the African Diaspora State. We have led the way, others are inspired by our model, and we are very proud of that.

At a time when major international issues are being discussed at the UN, what part are you taking in these debates?

The biggest challenge of the 21st century is indeed climate change, and more specifically, climate repair. As you probably know, Africa contributes barely 5% of the warming, but 2/3 of the climate consequences will be and are already in Africa. Who will pay for this damage? In February 2022, our Youth Ambassador, Salem Ayenan, and our African Diaspora State University, have been chosen by the UN to host the African Youth and Environment Conference. The theme that Salem Ayenan and I chose was precisely climate repair. He mobilised

Quels étaient vos principaux défis pour 2022, et quel bilan pouvez-vous établir à quelques jours de 2023, et quelles sont les perspectives de la SOAD pour l'année à venir ?

Concernant le bilan pour 2022, j'ai déjà évoqué nos campagnes liées à l'ONU, sur la réparation climatique et sur le Forum des Personnes d'Ascendance Africaine. Ce sont des acquis importants. Notons aussi au niveau diplomatique le fait que nous soyons désormais non seulement membres du CAFRAD, mais membres du bureau exécutif, organisation intergouvernementale, dont le siège est au Maroc, qui rassemble 38 Etats Africains, qui travaillent sur les questions liées à l'administration et à la bonne gouvernance.

Pour ce qui est du bilan, rappelons aussi notre campagne pour la restitution, qui a donné des fruits au Bénin, au Congo, et qui se renforce de plus en plus au niveau international. Nous avons organisé dans ce cadre un sommet international, qui a eu lieu le 7 et le 8 décembre, sous le parrainage de Mme Zuma, ancienne présidente de la Commission de l'Union Africaine. Je lui suis d'autant plus redevable que c'est elle qui, à l'époque où elle était à Addis, m'avait poussé à m'investir pour la 6e Région.

Mais je dois évoquer aussi notre campagne pour créer des smart cities A ce jour, nous avons signé 25 accords de coopération pour accéder à des terrains un peu partout, du Libéria à Madagascar, en passant par le Nigéria, la Tanzanie, la RDC, le Togo, la République Dominicaine, etc. Nous avons établi des relations privilégiées avec les rois, les leaders traditionnels, les municipalités, les autorités locales, etc. Nous sommes maintenant dans la phase de discussion avec les investisseurs, qui est évidemment très importante.

Les smart cities, ce n'est pas juste un enjeu de logement. Cela concerne aussi les écoles et les universités, les hôpitaux, les commerces, les industries, les banques, les nouvelles technologies, et aussi les surfaces agricoles tout autour, sans parler des gens de la diaspora qui pourront s'y établir pour y vivre avec leurs frères et sœurs du continent. Ce sont donc des projets très intégrateurs. Cela nous occupera grandement pour 2023 et pour les années à venir.

De l'avis de bon nombre d'analystes, 2023 s'annonce comme une année de vérité sur la scène internationale. Que compte faire la SOAD, aux côtés de l'Afrique, pour que le

«Berceau de l'humanité» trouve la solution devant éviter le chaos qui se profile à l'horizon dans la géopolitique mondiale ? Que faut-il faire concrètement, pour que l'Afrique arrache sa réelle indépendance vis-à-vis des grandes puissances et connaisse son développement intégral ?

Nous devons changer d'échelle. Très souvent, les leaders africains réfléchissent à l'échelon national, parfois même à l'échelon tribal. Je crois pour ma part que nous devons penser au niveau panafricain, par conséquent international. L'Afrique a la chance d'avoir une diaspora de 350 millions d'habitants, établis dans le monde entier. Elle doit travailler avec sa diaspora, qui doit être son premier partenaire. Selon la Banque mondiale, la diaspora africaine envoie vers le continent chaque année 70 milliards de dollars, environ. C'est deux fois plus que toute l'aide internationale, qui n'est pas une aide, comme nous le savons bien. Mais l'Afrique ne

travaille pas vraiment avec cette diaspora. Il s'agit juste d'une aide privée, aux familles d'origine, pour payer les factures d'électricité et les médicaments, notamment. Mais si nous travaillons ensemble, au lieu simplement de payer les factures d'électricité d'entreprises européennes, nous pourront créer nos propres compagnies d'électricité. Au lieu de payer les médicaments, fabriqués par les autres, et qui sont parfois de faux médicaments, nous pourrions créer nos propres médicaments, enrichis par la pharmacopée traditionnelle. Voilà quelques exemples. C'est la logique qui doit être la nôtre désormais : renforcer l'Afrique par la Diaspora, et la Diaspora par l'Afrique. C'est tout le programme de l'État de la Diaspora Africaine.

Quels messages avez-vous à l'endroit de tous ces jeunes, ces femmes et ces hommes qui n'ont plus aucun espoir en une Afrique nouvelle où il fera bon vivre pour chacun et pour tous ?

A tous les jeunes qui parfois ont des doutes, ou désespèrent, je leur dis : croyez-moi, tous ceux qui nous exploitent le savent bien. L'avenir de la planète est en Afrique. Nous avons toutes les ressources naturelles, et surtout, nous avons les ressources humaines et la jeunesse du monde. A nous de nous saisir de notre destinée manifeste.

La Rédaction

African youth on this theme, and took this cause to Egypt during COP 27. We are happy to see that he participated in this historic victory. As you have seen, for the first time, the need to repair the damage suffered by the countries of the South has been acknowledged by the COP. This is a major step forward, and we are proud to have contributed to it.

But there was also the First UN Session for People of African Descent, which took place in early December. Is the State of the Diaspora linked to these discussions?

Yes, last year the UN General Assembly decided to create the Permanent Forum of People of African Descent to fight racism. In February 2022, 10 people were appointed, including Alice Nkom, our Minister of Home Affairs, to form this Forum. Prior to the Forum session, I had several discussions with her on the priorities to be retained, and she also exchanged with the MPs and State Ambassadors of the African Diaspora, to collect their suggestions, and answer their questions. Alice Nkom led a roundtable discussion at the Forum, and through her we are collectively participating in the UN debates and decisions on the fight against racism.

What were your main challenges for 2022, and what is your assessment as we head into 2023, and what is SOAD's outlook for the coming year?

In terms of the balance sheet for 2022, I have already mentioned our campaigns related to the UN, on climate redress and on the Forum of People of African Descent. These are important achievements. Let us also note at the diplomatic level the fact that we are now not only members of CAFRAD, but members of the executive bureau, an intergovernmental organisation, based in Morocco, which brings together 38 African states, working on issues related to administration and good governance.

As for the balance sheet, let us also recall our campaign for restitution, which has borne fruit in Benin and Congo, and which is becoming increasingly strong at the international level. In this context, we organised an international summit, which took place on 7 and 8 December, under the patronage of Mrs Zuma, former Chairperson of the African Union Commission. I am all the more indebted to her because it was she who, when she was in Addis, pushed me to invest in the 6th Region.

But I must also mention our campaign to create smart cities. To date, we have signed 25 cooperation agreements to access land just about everywhere, from Liberia to Madagascar, via Nigeria, Tanzania, the DRC, Togo, the Dominican Republic, and so on. We have established privileged relationships with kings, traditional leaders, municipalities, local authorities, etc. We are now in the discussion phase with investors, which is obviously very important.

Smart cities are not just about housing. It is also about schools and universities, hospitals, shops, industries, banks, new technologies, and also the agricultural land around them, not to mention the people of the diaspora who will be able to settle there to live with their brothers and sisters on the continent. So these are very inclusive projects. This will keep us very busy for 2023 and for the years to come.

In the opinion of many analysts, 2023 is shaping up to be a year of truth on the international stage. What will

SOAD do, alongside Africa, to ensure that the «Cradle of Humankind» finds the solution to avoid the chaos that is looming on the horizon in global geopolitics? What needs to be done concretely to ensure that Africa gains real independence from the great powers and achieves full development?

We need to change the scale. Very often, African leaders think at the national level, sometimes even at the tribal level. I think we need to think on a pan-African level, and therefore on an international level. Africa is lucky to have a diaspora of 350 million people all over the world. It must work with its diaspora, which must be its first partner. According to the World Bank, the African diaspora sends about \$70 billion to the continent every year. This is twice as much as all international aid, which is not aid, as we well know. But Africa is not really working with this diaspora. It's just private aid, to the families of origin, to pay electricity bills and medicines, for example. But if we work together, instead of just paying electricity bills to European companies, we can create our own electricity companies. Instead of paying for medicines made by others, which are sometimes fake, we can create our own medicines, enriched by traditional pharmacopoeia. These are some examples. This is the logic that must be ours from now on: strengthening Africa through the Diaspora, and the Diaspora through Africa. This is the whole programme of the State of the African Diaspora.

What messages do you have for all these young people, these women and men who no longer have any hope in a new Africa where life will be good for everyone?

To all the young people who sometimes have doubts, or despair, I say: believe me, all those who exploit us know it well. The future of the planet is in Africa. We have all the natural resources, and above all, we have the human resources and the youth of the world. It is up to us to seize our manifest destiny.

The Editorial Board

DIASPORA AFRICAINE



CEREMONIE DE PRESENTATION DES LETTRES DE CREANCE DE SEMME LAURIA NGAYINO, AMBASSADEUR DE LA REPUBLIQUE DU CONGO EN REPUBLIQUE DU BOTSWANA AVEC RESIDENCE A WINDHOEK (NAMIBIE)

L'Ambassade de la République du Congo en Namibie a juridiction sur le Botswana. C'est à ce titre que l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo près la Namibie, Son Excellence Madame Lauria NGAYINO a présenté ses lettres de Créance au Président botswanais, Son Excellence Monsieur MOKGWEETSI Eric KEABESTWE MASISI. Comme il est de coutume, elle en a profité pour remettre les lettres de rappel de son prédécesseur, Mme Thérèse AVE MEKA. Au cours de l'audience solennelle, plusieurs sujets ont été abordés dans le cadre de la coopération entre les deux pays : la formation, la médecine vétérinaire, les mines et énergies, le bois, l'élevage et le tourisme. Toutefois, deux domaines prioritaires ont été retenus à savoir : l'industrie minière, les produits pétroliers et le bois.

Le Botswana, deuxième producteur mondial du diamant et premier producteur mondial en termes de qualité de ses pierres précieuses, a une réelle expérience et expertise dont le Congo pourrait tirer profit. Ceci notamment dans le domaine de la production et de la certification des pierres précieuses.

Concernant le bois et les produits pétroliers, Le Botswana ne produisant pas de pétrole, a opté, à travers la société Botswana Oil, de mettre en place un réseau de stockage et de distribution de carburant, mais aussi de fioul lourd pour l'industrie. Ce pays est donc à la recherche de fournisseurs. Quant au bois, matière aux multiples usages, elle manque cruellement au Botswana, pays semi-désertique.

La signature de l'Accord-cadre de coopération régissant les conditions de coopération entre les deux pays est donc attendue par le Président botswanais

qui s'est une fois de plus réjoui et félicité de la présence congolaise, à travers son Ambassade à Windhoek, au Botswana. Précisons que le Botswana est un pays d'Afrique Australe entouré de l'Afrique du Sud au Sud et au Sud-Est, de la Namibie à l'Ouest, de la Zambie au Nord et du Zimbabwe au Nord-Est.



AFRICAN DIASPORA

CEREMONY OF PRESENTATION OF CREDENTIALS OF SEMME LAURIA NGAYINO, AMBASSADOR OF THE REPUBLIC OF CONGO TO THE REPUBLIC OF BOTSWANA WITH RESIDENCE IN WINDHOEK (NAMIBIA)



The Embassy of the Republic of Congo in Namibia has jurisdiction over Botswana. It is in this capacity that the Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of Congo to Namibia, Her Excellency Mrs Lauria NGAYINO presented her credentials to the President of Botswana, His Excellency Mr MOKGWEETSI Eric KEABESTWE MASISI. As is customary, she took the opportunity to hand over the letters of recall of her predecessor, Mrs Thérèse AVE MEKA. During the formal audience, several subjects were discussed in the framework of the cooperation between the two countries: training, veterinary medicine, mines and energies, timber, livestock and tourism. However, two priority areas were identified: mining, petroleum products and timber.

Botswana, the world's second largest producer of diamonds and the world's largest producer in terms of the quality of its precious stones, has real experience and expertise from which the Congo could benefit. This is particularly true in the field of gemstone production and certification.

Regarding wood and petroleum products, Botswana does not produce oil, and has opted, through the Botswana Oil company, to set up a fuel storage and distribution network, but also heavy fuel oil for industry. The country is therefore looking for suppliers. As for wood, a material with multiple uses, it is cruelly lacking in Botswana, a semi-desert country.

The signing of the Framework Cooperation Agreement governing the conditions of cooperation between

the two countries is therefore awaited by the Botswana President, who once again welcomed and congratulated the Congolese presence, through its Embassy in Windhoek, Botswana. Botswana is a Southern African country surrounded by South Africa in the South and South-East, Namibia in the West, Zambia in the North and Zimbabwe in the North-East.



DIASPORA AFRICAINE

Entretien avec Morgane LAMRANI, Présidente de l'Association « Le Français dans la poche » « Les migrants en France ont besoin de protection, d'informations concernant leurs droits et de la maîtrise de la langue. »



Madame Morgane LAMRANI, votre histoire est celle d'une femme non francophone qui se retrouve en France. Dites-nous, pour quelle raison avez-vous quitté la Kabylie et pourquoi avez-vous choisi la France ?

Je suis arrivée en France à l'âge de 15 ans grâce au regroupement familial, une réforme mise en place par Valéry Giscard d'Estaing en 1976. Avant d'arriver en France, je vivais avec ma mère et mes frères et sœurs dans un très joli village kabyle. En 1982, ma mère a fait les démarches pour rejoindre son mari.

Vous avez eu le courage de reprendre des études en linguistique «tardivement». Racontez-nous votre parcours académique et pourquoi vous avez décidé d'enseigner le Français.

Plus jeune, j'ai suivi un parcours artistique, il n'était donc pas nécessaire de suivre des études supérieures. Passionnée de la langue française, j'ai donc entamé une licence en sciences du langage. Alors que je n'avais pour but qu'un simple enrichissement personnel, je fus très vite animée par l'envie d'aider autrui. Ce sentiment s'est cristallisé lors d'un stage dans une classe d'élèves allophones, une UPE2A. J'ai fini mes études, un Master en Didactique des Langues, en 2018, et je me suis retrouvée face à deux choix : reprendre un nouveau cursus en histoire de l'art et des civilisations ou créer une association à but non lucratif pour aider les migrants. C'est ainsi que « Le Français Dans La Poche » a vu le jour.

De la littérature à l'écriture, il n'y a qu'un pas. Ce pas, vous venez de le franchir avec la sortie de votre livre qui touche des sujets sensibles, dont, entre autres, la place de la femme dans la religion musulmane etc. Avez-vous conscience que cette audace pourrait ne pas plaire à tout le monde ?

Mon livre « Consciences Voilées » aborde plusieurs thématiques, dont l'islam. Je défends les droits des femmes en général. Il est vrai que la femme musulmane est opprimée, que ce soit dans le monde oriental ou dans le monde occidental. C'est ainsi que je vois les choses. La femme est une branche vivante dans l'arbre de la société. Elle est loin d'être un membre mort ou une caricature humaine conçue en une machine reproductrice d'enfants mâles si possible. Encore une fois, cela n'engage que moi.

Qu'est-ce qui a motivé le choix de la forme poétique pour traiter les thèmes de votre ouvrage ?

Plusieurs grands écrivains français ont eu recours à la poésie pour crier leur révolte, comme Baudelaire. Je pense que la poésie est le moyen le plus efficace, après les pamphlets, pour crier et dénoncer l'insoutenable.

Pour avoir plus d'impact, pensez-vous traduire votre livre dans d'autres langues ? Si oui, lesquelles ?

Pour le moment nous nous concentrons sur la distribution du livre en France. Je reste tout de même

ouverte aux propositions de traduction. Ma fille est bilingue anglais et allemand : cela serait peut-être le bon moment pour la solliciter ? *rires*

Vous êtes auteure, mais aussi responsable de l'association «Le Français dans la poche». Quelle est la raison d'être de cette initiative ?

Notre association « Le Français Dans La Poche » donne la possibilité aux primo-arrivants de prendre des cours de français afin de s'intégrer professionnellement en France. Notre mission est d'autant plus importante aujourd'hui quand on regarde le contexte socio-économique du pays. Rappelons les chiffres : il y a 10,3 % d'immigrés en France selon l'INSEE, et beaucoup d'entre eux ont des compétences, mais ne parlent pas notre langue. Nous travaillons donc avec ceux qui veulent s'insérer et qui voient leur avenir en France.

Quel est votre plus grand désir dans la vie ?

C'est de voir toutes les personnes qui sont passées par l'association s'intégrer et vivre une vie calme et stable en France, au même titre que les citoyens français. Les migrants en France ont besoin de protection, d'informations concernant leurs droits et de la maîtrise de la langue. Il faut dire qu'aujourd'hui, 48% de ces migrants sont qualifiés et plus diplômés. Cela est une aubaine pour le pays car il y a un apport d'une main-d'œuvre prête à l'emploi.

AFRICAN DIASPORA

Interview with Morgane LAMRANI, President of the Association «Le Français dans la poche » «Migrants in France need protection, information about their rights and language skills. »

Ms Morgane Lamrani, your story is that of a non-French speaking woman who finds herself in France. Tell us, why did you leave Kabylia and why did you choose France?

I arrived in France at the age of 15 thanks to family reunification, a reform introduced by Valéry Giscard d'Estaing in 1976. Before arriving in France, I lived with my mother, my brothers and sisters in a very lovely village called Kabyle. In 1982, my mother took a step to join her husband.

You had the courage to resume your studies in linguistics «quite late». Tell us about your academic career and why you decided to teach French.

When I was younger, I followed an artistic path, so there was no need to go to university. I had a passion for the French language, so I started a degree in language sciences. Although my aim was simply for personal growth, I was soon driven by the desire to help others. This feeling crystallized during a placement in a class of allophone pupils, a UPE2A. I finished my studies, a Master's degree in Language Didactics, in 2018, and I found myself faced with two choices: to take up a new course in the history of art and civilisations or to create a non-profit association to help migrants. This is how «Le Français Dans La Poche» came into being.

You took a step from literature to writing. You have decided to publish your book, which tackles sensitive issues, including the place of women in the Muslim religion, etc. Have you considered the fact that your boldness may not please everyone?

My book «Consciences Voilées» talks about with different issues, including Islam. I defend women's rights in general. It is true that Muslim women are oppressed, whether in the

Eastern or Western world. This is how I see it. A woman is a living branch in the tree of society. She is far from being a dead limb or a human caricature conceived as a reproductive machine of male children. Again, this is just my point of view..

What inspired you to choose poetry in order to address the themes in your book?

Several great French poets have used poetry to demonstrate the outcry of their revolt, like Baudelaire. I think that poetry is the most effective means, after pamphlets, to voice out and denounce the unbearable acts in society.

5. To have more impact, are you thinking of translating your book into other languages?

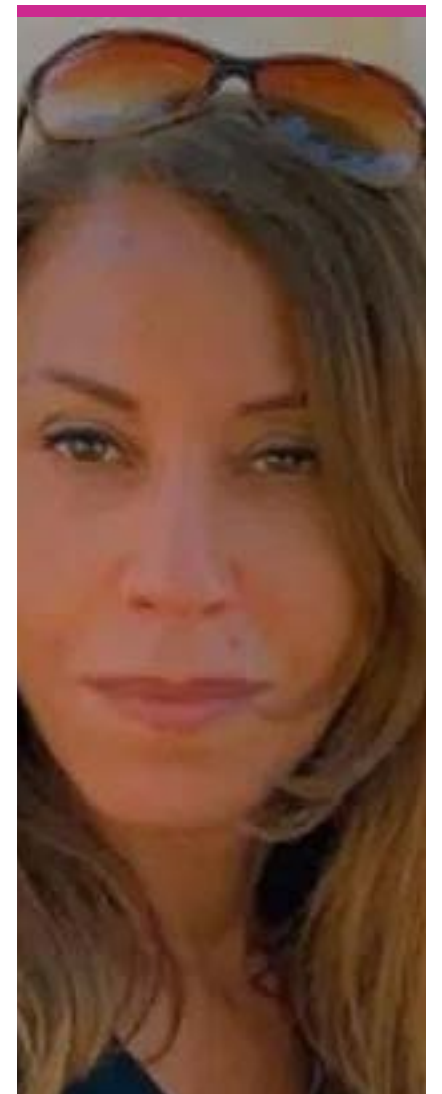
At the moment we are concentrating on the distribution of the book in France. Although I am still open to translation proposals. My daughter is bilingual in English and German: this might be a good time to ask her? *laughs*

You are an author, but you are also responsible for the association «Le Français dans la poche». What is the purpose of this initiative?

Our association «Le Français Dans La Poche» gives newcomers the opportunity to take French courses in order to integrate professionally in France. Our mission is all the more important today when we look at the socio-economic context of the country. Let's remember the figures: there are 10.3% of immigrants in France according to INSEE, and many of them have skills, but do not speak our language. We therefore work with those who want to integrate and who see their future in France.

What is your greatest desire in life?

It is to see all those who have passed through the association integrate and live a calm and stable life in France, in the same way as French citizens do. Migrants in France need protection, information about their rights and language skills. It must be said that today, 48% of these migrants are qualified and more educated. This is a gift for the country because it provides a ready-made workforce.



FRANCOPHONIE

La Francophonie est-elle un frein ou un atout à la construction de l'Union africaine. L'incontournable question qui revient à la faveur du 18ème Sommet de la Francophonie qui s'est tenue du 19 au 20 Novembre 2022 à Djerba en Tunisie. Les avis sont partagés.

FRANCOPHONIE !
VOUS AVEZ BIEN DIT
FRANCOPHONIE ?

EMMANUEL
MAYÉGA

Récemment, le président français affichait sa farouche volonté de reconsidérer la politique de coopération militaire de la France vis-à-vis de l'Afrique. Logique à nos yeux ! On ne change que l'équipe qui ne gagne pas. Clairement, en ces heures de mondial du football, permettez-moi de capitaliser sur la métaphore du ballon rond. Et de constater que l'équipe alignée par le capitaine Macron ne gagnait plus ! Non parce qu'il y'a moins de Noirs, des Africains, encore que. A, l'heure où le rideau tombe sur le 38ème sommet de la Francophonie à Djerba (Tunisie), il est nécessaire de s'interroger sur le fait de savoir si la francophonie constitue un atout ou un frein à l'Union Africaine (UA) ?

Du Mali où la Junte au pouvoir a clairement demandé à la France de déguerpir, elle qui, historiquement s'était donné une mission civilisatrice à l'égard du Noir et des Africains en général, au Cameroun où l'on parle français mais arrête de confier sa sauvegarde militaire à la France, préférée à Wagner propulsant du même coup la russophonie au balcon de la coopération internationale, une page se tourne. Et pour cause, La France semble ne plus faire recette.

Dans le même temps, la mission Barkhane au Mali s'est révélée au grand jour : espionnage, exploitation abusive du sous-sol africain, etc, selon le gouvernement local.

Las ! Assimi Goïta, nouvel homme fort du Mali, s'est montré irréductible : tel un chien indésirable, la mission Barkhane a été obligée de lever l'ancre, malgré elle, poussant la France à revoir sa stratégie, certes de coopération militaire avec l'Afrique, Mais à revisiter toute la copie d'une stratégie jugée néo-colonialiste, qui ne veut pas dire son nom. Car, au-delà de la prétendue co-opération militaire, ce sont les masques qui sont tombés, révélant la véritable face d'une puissance colonisatrice pour le moins ... pillieuse : au lieu d'éduquer et d'aider comme elle le laisse entendre par qui veut l'écouter, l'on découvre avec stupéfaction, une terreur dans tous les sens du terme : l'exploitation du sous-sol à tout va reste le principal, l'accessoire étant l'assistance militaire ! La francophonie, oui la francophonie, hier exploitée comme un outil de compréhension entre la puissance colonisatrice,

la France et les peuples colonisés, se transforme en arme de destruction massive en ce sens qu'elle veut coloniser les esprits (Soft Skill), asseoir une hégémonie sur des peuples africains, et pérenniser sa domination sur une masse qui meurt de faim et de soif alors qu'elle est assise sur des lingots d'or et autres pépites de diamant en RDC, du Cobalt, des barils de pétrole au Cameroun et ailleurs, sans oublier les richesses du Gabon, de la Centrafrique et bien d'autres.

Du spirituel au matériel

A l'instar de la Bible, l'Afrique, continent spirituel s'il en est, sait mieux que quiconque une vérité absolue : toute réalisation prend avant tout corps dans la dimension spirituelle avant de se matérialiser. De ce point de vue, la France, qui a voulu avancer ses pions en Afrique à travers la colonisation des esprits (la jeunesse pense, réfléchit, débat et échange en français) ; de ce point de vue, la place de l'Hexagone pour l'avenir est garantie, se disait-elle, sans doute, oubliant que toute stratégie à l'égard d'une communauté, fut-elle africaine et donc bénie oui-oui devant la France, nécessite un recours à des pincettes. Là où les vieux caciques de la France-Afrique l'avaient cernée avant même de concourir à la présidence de la République française, la dernière vague a multiplié des erreurs historiques. Erreurs qui ont eu pour mérite de réveiller le lion africain qui dort. Clairement, la Francophonie, hier synonyme de fierté en Afrique, est devenue sur la majorité du continent, la langue à abattre. Là où les jeunes et brillants étudiants rêvaient de maîtriser la langue de Molière, ils préfèrent désormais arborer celle de Shakespeare dans les salons et les campus. Ringarde la francophonie ? On dirait.

Shakespeare démode Molière

Et pour cause : la France est vécue comme une pillieuse de richesse qui voyagent sans visa ; quand vient l'heure de distribuer ce sésame (visas) aux jeunes Africains, les Ambassades françaises en Afrique se montrent inflexibles. Oui à vos richesses, et exceptionnellement à votre matière grise, Non à votre peuple poussé, à son corps défendant, dans le plus grand cimetière ouvert du monde : la

FRANCOPHONIE

Is the Francophonie an obstacle or an asset to the construction of the African Union? This is the unavoidable question that came up during the 18th Francophonie Summit held from 19 to 20 November 2022 in Djerba, Tunisia. Opinions are divided.

FRANCOPHONIE!
DID YOU SAY
FRANCOPHONIE?

EMMANUEL
MAYÉGA

Recently, the French president displayed his fierce desire to reconsider France's military cooperation policy towards Africa. Logical in our eyes! We only change the team that does not win. Clearly, in these times of world football, allow me to capitalise on the round ball metaphor. And to note that the team fielded by Captain Macron was no longer winning! Not because there are fewer blacks, Africans, although. As the curtain falls on the 38th summit of the Francophonie in Djerba (Tunisia), it is necessary to ask ourselves whether the Francophonie is an asset or a hindrance to the African Union (AU)?

From Mali, where the ruling junta has clearly asked France to leave, which historically had a civilising mission towards black people and Africans in general, to Cameroon, where French is spoken but France is no longer entrusted with its military protection, preferring Wagner, thereby propelling the Russian-speaking world to the balcony of international cooperation, a page is being turned. And for good reason, France seems to have lost its appeal.

At the same time, the Barkhane mission in Mali has come to light: spying, abusive exploitation of the African subsoil, etc., according to the local government.

Assimi Goïta, Mali's new strongman, proved to be unyielding: like an unwanted dog, the Barkhane mission was forced to pull up anchor, in spite of itself, forcing France to review its strategy, admittedly of military

cooperation with Africa, but to revisit the whole copy of a strategy deemed neo-colonialist, which does not want to say its name. Because, beyond the so-called military cooperation, the masks have fallen, revealing the true face of a colonising power that is, to say the least, plundering: instead of educating and helping as it suggests to those who want to listen, one discovers with astonishment, a terror in every sense of the word: the exploitation of the subsoil at all costs remains the main thing, the accessory being military assistance! The Francophonie, yes the Francophonie, yesterday exploited as a tool of understanding between the colonising power, France, and the colonised peoples, is transformed into a weapon of mass destruction in that it wants to colonise minds (Soft Skill), establish a hegemony over African peoples and perpetuate its domination over a mass that is dying of hunger and thirst while it is sitting on gold ingots and other nuggets of diamonds in the DRC, Cobalt, barrels of oil in Cameroon and elsewhere, without forgetting the riches of Gabon, the Central African Republic and many others.

From spiritual to material

Like the Bible, Africa, a spiritual continent if ever there was one, knows better than anyone an absolute truth: any achievement takes shape in the spiritual dimension before materialising. From this point of view, France, which wanted to advance its pawns in Africa through the colonisation of minds (young people think, reflect, debate and exchange in French); from this point of view, the

Méditerranée. Comment voulez-vous, à ce rythme, garder un rayonnement auprès de la jeunesse africaine, première cible de la francophonie pourtant première frappée par l'ostracisme français.

Ils sont lointains, les figure de proue de la francophonie, Aimée Césaire et autres Sédar Senghor, qui nous ont poussé à aimer le français. En ce temps-là, la fierté de causer le français relevait de notre identité même. Il ne nous venait même pas à l'idée de contester notre attachement à ce bien historique, justement considéré comme le grand frère tuteur. Très vite, à l'instar d'un couple, la vérité du quotidien a fini par prendre le dessus. Le marché de dupes noué par la France pour mieux nous asservir au lieu de nous émanciper est mis à nu, dans toutes les capitales. Le comportement du colon, passé au révélateur, nous révèle enfin son image latente : celle d'une puissance coloniale, prête à tout, je dis bien tout (tueries, mensonges, vols, extorsions en tout genre), pour garder le contrôle d'une Afrique sans laquelle elle n'est qu'un géant aux pieds d'argile, un roi sans couronne.

L'affaire des 46 militaires Ivoiriens, une manigance de trop

C'est dans ce contexte mélodramatique que nous ajoutons une nouvelle pièce au puzzle de la francophonie chancelante en Afrique : l'arrestation des 46 militaires Ivoiriens entrés abusivement au Mali. L'opinion publique africaine y voit la main du Président Ouattara au secours d'une France aux abois, dans ce qui a longtemps été sa chasse gardée. Comment faire confiance à une main extérieure prétendue amicale, qui pourtant joue contre le camp africain ?

En fait, la francophonie et par extension, la France, ne serait-ce que pour cette flopée de raisons, mais c'est déjà beaucoup, ne constitue plus un atout pour la France en Afrique ! Si toute le continent parlait le français, serait-elle plus avancée ? J'entamerais mon débat en répondant par la négative, sur le plan économique. Un seul exemple, si l'on s'en tient à la valeur du Produit Intérieur Brut (PIB), le classement des 10 premiers pays africains reste dominé par des contrées anglophones, selon le FMI : Nigéria, Afrique du Sud, l'Egypte, Angola, etc. En tirant par les cheveux, l'Algérie en fait partie. Aucun pays d'Afrique noire francophone n'y figure. C'est dire. Militairement, c'est pire si l'on prend en compte les soupçons d'espionnages, de manipulations en tout genre.

Pour la Vox populi, cela est lié au modèle colonial anglais. Il a permis au Royaume Uni, au bon moment, de se débarrasser réellement des pays africains, à la différence de la France (Assimilationniste). Celle-ci n'a pas su/voulu couper ses accointances coloniales historiques. Un peu comme un parent qui a du mal à laisser s'émanciper son enfant ; ce dernier peinera à prendre ses marques dans un monde où la loi du plus fort semble la meilleure. Le Mali, le Cameroun, le Benin, le Gabon illustrent cette idée, tant ils peinent à tirer leur épingle du jeu. Et pour cause, Papa a été trop présent, l'enfant insuffisamment mature, a beau parler brillamment français, il reste mal préparé, telle l'Afrique francophone, semble rester le terreau de tous les maux africains.

Normalement, à l'heure du bilan, l'éducateur et l'élève sont convoqués à la barre. L'éducateur, englué dans ses « manoeuvres basses » sur l'Afrique, préfère la fuite en avant au travers d'une énième nouvelle stratégie africaine comme l'a (dé)montré Emmanuel Macron, président de la République Française. Auparavant, il est même allé très loin comme ne l'ont fait ouvertement ses prédécesseurs, en demandant aux journalistes de RFI et de TV5 de porter haut la voix Politique de la France en Afrique. Opposition de fin de non-recevoir des journalistes concernés, lesquels ont justement crié aux scandales. Révélateur d'un Roi qui a perdu sa couronne ? ; D'une France qui ne sait plus à quel saint se vouer. Jésus, la jeunesse veut l'aimer pour ce qu'il est : le juste fils de Dieu. Le Vaudou, trop africain et Panafricaniste au goût de l'Hexagone.

Quoi qu'il en soit, les carottes semblent cuites pour la France et la Francophonie. Même à Djerba où se sont précipités de multiples présidents tenants de la vacillante FrançAfrique. Ce n'est pas à nous d'entonner le chant du cygne, mais à l'heure où le continent africain file enfin à la rencontre de son destin, aucun état d'âme ne sera toléré, tant il y va de la survie des millions d'âmes dont la francophonie a porté le destin sans vouloir/savoir les transformer en FrançAfricains, fiers de l'être. De ce point de vue, la francophonie reste un boulet pour l'Afrique. Le ver est dans le fruit. Le salut viendra certainement d'une langue africaine à promouvoir parmi de multiples idiomes.

Emmanuel Mayega

Journaliste Spécialiste des NTICs, de la Banque et de l'Assurance

place of the Hexagon for the future is guaranteed, it said to itself, no doubt forgetting that any strategy with regard to a community, even an African one, and therefore blessed yes to France, requires the use of tweezers. Where the old caciques of France-Africa had identified her even before running for the presidency of the French Republic, the latest wave has multiplied historical errors. Errors that have had the merit of waking up the sleeping African lion. Clearly, the Francophonie, yesterday synonymous with pride in Africa, has become, on the majority of the continent, the language to be slaughtered. Where young and brilliant students used to dream of mastering the language of Molière, they now prefer to wear Shakespeare's language in their living rooms and on their campuses. Is the French language outdated? It seems so.

Shakespeare goes out of fashion with Molière

And for good reason: France is seen as a plunderer of wealth that travels without a visa; when the time comes to hand out this sesame (visas) to young Africans, the French embassies in Africa are inflexible. Yes to your wealth, and exceptionally to your grey matter, No to your people pushed, unwillingly, into the largest open cemetery in the world: the Mediterranean. How can you, at this rate, maintain your influence with African youth, the primary target of the Francophonie, yet the first to be hit by French ostracism?

The figureheads of the Francophonie, Aimée Césaire and Sédar Senghor, who encouraged us to love French, are long gone. At that time, pride in speaking French was part of our very identity. It did not even occur to us to question our attachment to this historical asset, rightly considered as the big brother. Very quickly, like a couple, the truth of everyday life got the better of us. The fool's bargain made by France to better enslave us instead of emancipating us is exposed in all capitals. The behaviour of the colonial power, when exposed, finally reveals its latent image: that of a colonial power, ready to do anything, and I mean anything (killings, lies, theft, extortion of all kinds), to keep control of an Africa without which it is only a giant with feet of clay, a king without a crown.

The affair of the 46 Ivorian soldiers, one shenanigan too many

It is in this melodramatic context that we add a new piece to the puzzle of the faltering Francophonie in Africa: the arrest of 46 Ivorian soldiers who entered Mali improperly. African public opinion sees in this the hand of President Ouattara to the rescue of a beleaguered France, in what has long been its preserve. How can we trust a supposedly friendly outside hand that is playing against the African side?

In fact, the French-speaking world and by extension France, if only for this many reasons, but it is already a lot, is no longer an asset for France in Africa! If the whole continent spoke French, would it be more advanced? I would start my debate by answering in the negative, economically speaking. Just one example: if we look at the value of the Gross Domestic Product (GDP), the top 10 African countries are still dominated by English-speaking countries, according to

the IMF: Nigeria, South Africa, Egypt, Angola, etc. Algeria is one of them. No French-speaking black African country is included. That's saying something. Militarily, it's worse if we take into account the suspicions of spying and manipulation of all kinds.

For the Vox populi, this is linked to the British colonial model. It allowed the United Kingdom, at the right time, to really get rid of African countries, unlike France (Assimilationist). The latter was unable/willing to cut its historical colonial ties. A bit like a parent who finds it hard to let his child become emancipated; the latter will struggle to find his bearings in a world where the law of the strongest seems to be the best. Mali, Cameroon, Benin and Gabon illustrate this idea, as they are struggling to make their mark. And for good reason: Daddy has been too present, the child is insufficiently mature, and although he speaks French brilliantly, he remains ill-prepared, as French-speaking Africa seems to remain the breeding ground for all African ills.

Normally, at the time of assessment, the educator and the pupil are called to the stand. The educator, bogged down in his 'low manoeuvres' on Africa, prefers to flee forward through yet another new African strategy, as Emmanuel Macron, President of the French Republic, has (un)demonstrated. He even went as far as his predecessors did openly, asking RFI and TV5 journalists to carry France's political voice in Africa. The journalists concerned refused to accept the request, and rightly cried foul. This reveals a King who has lost his crown; a France that no longer knows which saint to follow. Young people want to love Jesus for what he is: the just son of God. Voodoo, too African and Pan-Africanist for the taste of the Hexagon.

In any case, the carrots seem to be cooked for France and the Francophonie. Even in Djerba, where many presidents of the faltering Franco-Africa have rushed to. It is not up to us to sing the swan song, but at a time when the African continent is finally heading towards its destiny, no mood will be tolerated, as the survival of millions of souls whose destiny the Francophonie has carried without wanting/ knowing how to transform them into Franco-Africans, proud to be so. From this point of view, the Francophonie remains a millstone around Africa's neck. The worm is in the fruit. Salvation will certainly come from an African language to be promoted among multiple idioms.

Emmanuel Mayega

Emmanuel Mayéga, Journalist NICT, Banking and Insurance Specialist

RÉACTIONS

«L'Afrique est ravagée par trois grands fléaux, la dictature, l'alcoolisme et la langue française, à moins que ce ne soient trois visages d'un même malheur», Mongo Beti, dans «Perpétua», 1974

Créée en 1970 à Niamey, l'espace francophone (88 Etats et gouvernements) s'est donné pour objectifs de promouvoir : langue française, diversité culturelle, paix, démocratie, droit de l'homme mais également l'économie au service du développement. Pour la mise en œuvre de ses coopérations multilatérales, elle s'est donnée des organes appropriés : assemblée parlementaire (APF) - agence universitaire (AUF) - université Senghor d'Alexandrie - association des maires (AIMF) - presse (TV5 Monde), sous l'autorité de trois instances : sommet - conférence ministérielle (CMF) - conseil permanent (CPF), avec des représentations auprès de l'union africaine, union européenne et ONU.

Le budget 2022 de l'OIF (44k€) et celui du fonctionnement de ses organes (64k€) ne semblent pas être à la hauteur des enjeux comparés au budget d'une université, celle de Lille par exemple (1 Mds€ pour cent mille étudiants), surtout quand on affiche une stratégie économique (2020-2025) et numérique (2022-2026) aussi ambitieuse à Djerba. Dès lors, loin d'être un atout pour

les 60% des 400.000 locuteurs francophones parce que constitutifs d'un vivier d'opportunités pour industrialisations extrêmement diversifiées de développement économique du continent, l'on ne peut s'interdire de penser que les promoteurs de la francophonie restent dans la logique du partage du monde des conférences de Berlin (1885), de Brazzaville (1944) et de Yalta (1945) avec une Afrique essentiellement pourvoyeuse de matières premières.

Cette gestion politique de la francophonie, déjà observée dans le remplacement brutal de Michaëlle JEAN par Louise MUSHIKIWABO dont l'intérêt de son pays d'origine pour la langue française est discutable, ne me semble pas s'inscrire dans une option de développement économique et pourra constituer un frein au rêve des peuples de l'Union Africaine à la transformation de leurs matières premières dans un monde en pleine recomposition intégrant les BRICS avec des équilibres géostratégiques et des réseaux d'approvisionnement énergétique en plein bouleversement.

De prime abord, la Francophonie n'est pas un frein à l'unité africaine. Que la Francophonie soit entendue comme organisation ou culture, elle regroupe les Africains et les connecte à d'autres peuples du monde de façon enrichissante. Parce que regroupant des africains, elle contribue à l'unité continentale, même s'il ne s'agit que partiellement. D'ailleurs, l'unité francophone africaine pour l'Union Africaine me paraît plus avantageuse que les blocs sous-régionaux (Afrique centrale, de l'ouest, du Nord, etc). L'Afrique vue sous l'angle d'une convergence linguistique (français, anglais, arabe, haoussa et portugais) peut marcher plus vite vers son unité qu'une Afrique des ethnies, des Etats, et des blocs géographiques.



PR FAUSTIN AISSI
Docteur ès-Sciences Physiques, Professeur émérite de l'Université du Littoral Côte-d'Ivoire (ULCO), ancien Vice-président de Lille Métropole en charge de la Recherche et des Universités de Lille (ULille) / Lille - France

Je dirais que la Francophonie autant que le Commonwealth est une chance pour l'Afrique. L'enjeu c'est que les africains sachent utiliser les mécanismes avantageux qu'offrent ces organisations pour accélérer son unité en actionnant les leviers économiques, financiers, politiques, sportifs, culturels etc. En réalité, les Africains doivent s'appropriier la Francophonie et le Commonwealth. S'approprier la Francophonie ou le Commonwealth signifie s'affranchir du paternalisme et de l'esprit néocolonial que charrient ces organisations sur certains axes. Francophonisons l'Afrique. D'accord. Mais africanisons la Francophonie pour qu'y prédominent les cultures africaines et les idéaux d'unité de l'Afrique que porte l'Union Africaine (UA).



Dr Henri FOTSO -
Expert en Information et
Communication / Douala-Cameroun

«Africa is ravaged by three great scourges, dictatorship, alcoholism and the French language, unless they are three faces of the same misfortune», Mongo Beti, in «Perpetua», 1974

RÉACTIONS

Created in 1970 in Niamey, the Francophone space (88 States and governments) has set itself the objective of promoting the French language, cultural diversity, peace, democracy, human rights and also the economy for development. For the implementation of its multilateral cooperation, it has set up appropriate bodies: parliamentary assembly (APF) - university agency (AUF) - Senghor University of Alexandria - association of mayors (AIMF) - press (TV5 Monde), under the authority of three bodies: summit - ministerial conference (CMF) - permanent council (CPF), with representations to the African Union, the European Union and the UN.

The 2022 budget of the OIF (44k€) and that of the functioning of its bodies (64k€) do not seem to be up to the challenge compared to the budget of a university, that of Lille for example (1 billion€ for one hundred thousand students), especially when an economic (2020-2025) and digital (2022-2026) strategy is so ambitious in Djerba. Therefore, far from being an asset for the 60% of the 400,000 French speakers

because they constitute a pool of opportunities for extremely diversified industrialisation of the continent's economic development, one cannot help thinking that the promoters of the Francophonie remain within the logic of the division of the world of the Berlin (1885), Brazzaville (1944) and Yalta (1945) conferences with an Africa that is essentially a provider of raw materials.

This political management of the Francophonie, already observed in the brutal replacement of Michaëlle JEAN by Louise MUSHIKIWABO, whose interest in her country of origin for the French language is questionable, does not seem to me to be part of an economic development option and could constitute a brake on the dream of the peoples of the African Union to transform their raw materials in a world in the process of recomposition, integrating the BRICS with geostrategic balances and energy supply networks that are in the midst of a major upheaval.



Pr Faustin AISSI
- Doctor of Physical Sciences, Professor Emeritus of the University of Littoral Côte d'Ivoire (ULCO), former Vice-President of Lille Métropole in charge of Research and Universities of Lille (ULille) / Lille - France



Dr Henri FOTSO
- Expert in Information and
Communication / Douala-
Cameroon

At first glance, the Francophonie is not a brake on African unity. Whether Francophonie is understood as an organisation or a culture, it brings Africans together and connects them to other peoples of the world in an enriching way. Because it brings Africans together, it contributes to continental unity, even if only partially. Moreover, Francophone African unity for the African Union seems to me to be more advantageous than sub-regional blocs (Central, West, North Africa, etc). Africa seen from the angle of linguistic convergence (French, English, Arabic, Hausa and Portuguese) can move faster towards its unity than an Africa of ethnicities, states and geographical blocs.

I would say that the Francophonie as well as the Commonwealth is an opportunity for Africa. The challenge is for Africans to know how to use the advantageous mechanisms offered by these organisations to accelerate its unity by activating the economic, financial, political, sporting and cultural levers, etc. In reality, Africans must take ownership of the Francophonie and the Commonwealth. Taking ownership of the Francophonie or the Commonwealth means freeing oneself from the paternalism and neo-colonial spirit that these organisations carry on certain axes. Let's Francophonise Africa. I agree. But let's Africanise the Francophonie so that African cultures and the ideals of African unity that the African Union (AU) promotes prevail.

À mon humble avis, il n'y a pas de rivalité entre l'appartenance à l'Organisation internationale de la Francophonie, l'OIF, et l'appartenance à l'Union Africaine, l'UA. Bien au contraire ! Les pères fondateurs de l'UA ont décidé d'un processus d'union à deux étapes, par des cercles concentriques. Dans un premier temps, c'est la mise en place de communautés économiques régionales. Dans un second temps ensuite, sur le plan continental, ce sera l'effectivité de l'Union Africaine. Dans le cadre de ce processus, la Francophonie peut être un atout. Elle peut apporter sa contribution à la construction d'une Afrique unie.

Les deux organisations travaillent en bonne intelligence sur beaucoup de dossiers sur le continent. Par exemple, la Francophonie a un savoir-faire en matière d'organisation des élections. L'UA bénéficie de cette expertise pour que s'organisent sur le continent des élections libres et transparentes. D'ailleurs, il y a une accréditation permanente de l'OIF auprès de l'Union Africaine pour développer des synergies d'actions au profit du continent. Ça veut tout dire !



Sédik ABBA
Journaliste - écrivain, ancien
Rédacteur en Chef central de
l'hebdomadaire « Jeune Afrique »
/ Paris - France

In my humble opinion, there is no rivalry between membership of the International Organisation of the Francophonie, the OIF, and membership of the African Union, the AU. Quite the contrary! The founding fathers of the AU decided on a two-stage process of union, in concentric circles. The first stage is the establishment of regional economic communities. In the second stage, at the continental level, it will be the effectiveness of the African Union. Within the framework of this process, the Francophonie can be an asset. It can make its contribution to the construction of a united Africa. The

two organisations work well together on many issues on the continent. For example, the Francophonie has know-how in the organisation of elections. The AU benefits from this expertise so that free and transparent elections are organised on the continent. Moreover, the OIF is permanently accredited to the African Union to develop synergies of action for the continent. This means everything!



Sédik ABBA
- Journalist - writer, former
Editor-in-Chief of the weekly
«Jeune Afrique» / Paris - France



Sé Antéditeste NIRAGIRA -
Journaliste indépendant, Consultant
en médias & communication /
Bujumbura - Burundi

Pour répondre à la question il faut se remémorer de la vision de l'Union africaine à sa naissance en 2002. L'organisation avait un rêve d'émancipation pour tous les africains vivant sur le continent et ceux de la diaspora. Ce rêve n'est toujours pas réalité, à mon avis.

Pourquoi ?

Parce que notre leadership politique a failli à sa mission. Tenez bien : la capacité de la classe politique ne cesse de s'affaiblir. Une fois au pouvoir, les politiques ne cherchent qu'à s'enrichir. Au terme des deux mandants prévus par les constitutions africaines, les lois fondamentales sont révisées pour s'éterniser au pouvoir. Ce qui crée des tensions, des coups d'États incessants, le recours à la force et aux violations des droits humains, etc. Ce qui maintient la plupart des pays africains dans la recrudescence de l'insécurité, la prolifération de mouvement rebelles et le sous-développement s'en suit.

Dans tout ça où est l'OIF ?

Dans toutes ces situations, l'Organisation Internationale de la Francophonie est quasiment absente.

Quand l'UA rêve l'émancipation/l'indépendance des États et qu'elle échoue à cause d'un leadership politique défaillant, l'OIF ne s'érige jamais en atout face au rêve de l'UA car elle-même (OIF) n'est pas indépendante.

L'OIF a été créée par les africains dont Léopold Sédar Senghor, ancien président sénégalais à la tête en 1970. Pourquoi a-t-elle son siège à Paris, alors que Paris est accusé de téléguider les coups d'États dans certains pays africains donc obstacle au rêve de l'UA ? Bref, l'OIF n'est pas un atout au rêve de l'UA. Pour l'être, elle doit être indépendante vis-à-vis de la France. Un autre défis majeur, comment une organisation francophone est dirigée par un pays anglophone et dictateur pourrait-elle promouvoir l'émancipation ? La démocratie ? L'indépendance ? Sans toutefois être exhaustif, ces conditions contribuent au discrédit de l'OIF pour la réalisation du rêve de l'UA.



Sé Antéditeste NIRAGIRA -
Freelance Journalist, Media &
Communication Consultant /
Bujumbura - Burundi

To answer the question, one must recall the vision of the African Union at its birth in 2002. The organisation had a dream of emancipation for all Africans living on the continent and those in the diaspora. This dream is still not a reality, in my opinion.

Why not?

Because our political leadership has failed us. Consider this: the capacity of the political class is getting weaker and weaker. Once in power, politicians only seek to enrich themselves. At the end of the two terms provided for in African constitutions, the fundamental laws are revised in order to remain in power. This creates tensions, incessant coups, use of force and human rights violations, etc. This keeps most African countries in a state of heightened insecurity, proliferation of rebel movements and subsequent underdevelopment.

Where is the IOF in all this?

In all these situations, the International Organisation of the Francophonie is almost absent. When the AU dreams of emancipation/

independence of states and fails because of weak political leadership, the OIF never stands up to the AU's dream because it (OIF) is not independent.

The OIF was created by Africans with Léopold Sédar Senghor, the former Senegalese president, at its head in 1970. Why does it have its headquarters in Paris, when Paris is accused of masterminding coups d'état in certain African countries, thus hindering the AU's dream? In short, the IOF is not an asset to the AU dream. To be an asset, it must be independent of France. Another major challenge is how a Francophone organisation led by an Anglophone country and dictator can promote emancipation? Democracy? Independence? Without being exhaustive, these conditions contribute to the discrediting of the OIF for the realisation of the AU dream.

La francophonie: Ce bal masqué ou vernissage hégémonique

Le XVIII^e sommet de la francophonie les 19 et 20 Novembre 2022 à Djerba, en Tunisie, était un sommet de plus bien que le thème central, le numérique, soit d'une importance capitale. En effet, il faut avoir l'audace d'avouer que soixante ans de pseudo-indépendance n'ont été que des années d'errance et d'égarement dans un monde en perte de vitesse sous la pression fasciste des intrus envahisseurs d'antan. Hier brutalement asservis, aujourd'hui nominalement libérés, nous avons la latitude de choisir entre la fatalité dans la servitude et la détermination dans nos élans inéluctablement irréversibles de forger notre propre destin.

Oui, il nous faut sortir de la brouille et savoir qui nous sommes, d'où nous venons et où nous devons aller pour notre propre émancipation et surtout pour le bonheur de nos peuples dont les souffrances n'ont que trop duré. «Le développement, ça y est!» est le slogan en vogue dans certains milieux politiques africains, mais comment un peuple peut-il se développer dans la langue et dans la culture d'un autre peuple en abandonnant sa propre civilisation, son identité ainsi que ses valeurs morales endogènes? Nos sages l'ont déjà dit : le bois sec dans la rivière ne deviendra jamais un caïman. La

colonisation nous a plongés dans la marée et le marasme culturel de la France. Cependant, nous demeurons africains, inséparables de notre identité originelle. Si nous ne nous libérons pas, nous serons comme un arbre sans racines ou comme une graine déposée sur un rocher. Un tel arbre ne portera ni feuilles ni fruits et une telle graine aura du mal à germer.

Comme j'aime souvent le dire, la tortue ne saurait s'abriter dans la coquille du colimaçon ou de l'escargot. Nous devons alors rester fiers et jaloux de qui nous sommes. Nous devons comprendre que nous ne prospérerons jamais mieux qu'avec nos racines et dans nos cultures africaines.

En conclusion, il nous échoit le devoir de dénoncer la francophonie qui, du reste, n'est qu'une stratégie hégémonique et expansionniste. Elle sert seulement à utiliser les anciennes colonies de la France comme des appendices ou des arrière-cours pour combler le déficit de puissance de l'ancienne métropole. Nous devons sortir de ce club de vernissage qui ne profite qu'à la France. Nous devons rompre définitivement la chaîne de l'esclavage moderne que représente la francophonie et porter la belle perle qui est la nôtre, l'africaphonie qui nous conduira inexorablement à la terre promise, c'est-à-dire la Renaissance Africaine.



Prof Désiré BALOUBI
- Norfolk State University / Virginia, USA

Nous savons tous la réponse et donc au total, cette institution est un frein au rêve de l'Union Africaine à moins qu'elle soit réformée de fond en comble, et oui.

Elle n'est rien ni moins ni plus qu'un instrument de domination et de propagande de la langue française et de la politique française administrée par des technocrates à l'ombre dans des bureaux feutrés. Combien d'industrie du livre la Francophonie a ouvert dans chacun des États membres pour promouvoir la science, la technologie, l'art et la littérature francophone?



Célestin ADJOVI -
Professeur de Français / Porto-Novo
- Bénin

The Francophonie: A Masked Ball or Hegemonic Opening

The XVIIIth summit of the Francophonie on 19 and 20 November 2022 in Djerba, Tunisia, was just another summit, even though the central theme, the digital, is of paramount importance. Indeed, we must have the audacity to admit that sixty years of pseudo-independence have been nothing but years of wandering and bewilderment in a world that is losing speed under the fascist pressure of the invading intruders of yesteryear. Yesterday brutally enslaved, today nominally liberated, we have the latitude to choose between fatality in servitude and determination in our inescapably irreversible drive to forge our own destiny.

Yes, we must get out of the muddle and know who we are, where we come from and where we must go for our own emancipation and above all for the happiness of our peoples whose suffering has lasted too long. «Development, that's it!» is the slogan in vogue in certain African political circles, but how can a people develop in the language and culture of another people by abandoning its own civilisation, its identity and its endogenous moral values? Our sages have already said: dry wood in the river will never become a

cayman. Colonisation has plunged us into the tide and cultural stagnation of France. However, we remain African, inseparable from our original identity. If we do not free ourselves, we will be like a rootless tree or a seed placed on a rock. Such a tree will not bear leaves or fruit and such a seed will have difficulty germinating.

As I often like to say, the turtle cannot take shelter in the shell of the snail. We must then remain proud and jealous of who we are. We must understand that we will never thrive better than with our roots and in our African cultures.

In conclusion, it is our duty to denounce the Francophonie, which is nothing but a hegemonic and expansionist strategy. It only serves to use France's former colonies as appendages or backyards to make up for the power deficit of the former metropolis. We must get out of this varnishing club that only benefits France. We must definitively break the chain of modern slavery that the Francophonie represents and wear the beautiful pearl that is ours, the Africaphonie that will inexorably lead us to the promised land, that is to say the African Renaissance.



Prof Désiré BALOUBI
- Norfolk State University / Virginia, USA



Célestin ADJOVI
- Professor of French / Porto-Novo - Benin

It is nothing less or more than an instrument of domination and propaganda of the French language and French politics administered by technocrats in the shadows in hushed offices. How many book industries has La Francophonie opened in each of its member states to promote Francophone science, technology, art and literature?

We all know the answer and so all in all, this institution is a brake on the dream of the African Union unless it is reformed from top to bottom, and yes.

Littéralement l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Union Africaine (UA) sont deux organisations distinctes de par leurs objectifs. L'OIF a pour objectif de promouvoir la langue française dans son évolution, sa diversité culturelle et linguistique, et valoriser les différentes cultures qui s'expriment sur l'ensemble des territoires de la francophonie. Par contre, l'UA vise à défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de ses Etats membres, accélérer l'intégration politique et socio-économique du continent, promouvoir et défendre les positions africaines communes sur les questions d'intérêt pour le continent et ses peuples.

Le thème : « La place du numérique au sein de la francophonie », pour le 18ème sommet de la Francophonie, tenu du 19 au 20 Novembre à Djerba, en

Tunisie, explique davantage la vocation réelle de l'OIF, qui englobe tout l'espace francophone au-delà de l'Afrique. Mieux, l'ambition exprimée à l'issue de ce sommet par la secrétaire générale de l'OIF, Louise Mushikiwabo, pour les années à venir, trace tout son agenda. Il s'agit pour elle, de renforcer la présence de la langue française sur Internet en apportant plus de découvrabilité aux contenus numériques en français.

Intégrant des pays africains non membres de l'UA en son sein, ouvert au dialogue, à la concertation et à la solidarité mutuelle, l'Organisation internationale de la Francophonie peut être un atout important d'intégration politique et socio-économique des Etats d'Afrique, un vœu cher à l'Union Africaine.



Ousmane Anouh Morba,
Journaliste Directeur de
publication du « Le Nouveau
Courrier » / Bamako - Mali

Literally, the International Organisation of La Francophonie (OIF) and the African Union (AU) are two distinct organisations in terms of their objectives. The OIF aims to promote the French language in its evolution, its cultural and linguistic diversity, and to enhance the value of the different cultures that are expressed throughout the territories of the Francophonie. On the other hand, the AU aims to defend the sovereignty, territorial integrity and independence of its member states, accelerate the political and socio-economic integration of the continent, promote and defend common African positions on issues of interest to the continent and its peoples.

The theme: «The place of digital technology in the Francophonie», for the 18th summit of the Francophonie, held from 19 to 20 November in Djerba, Tunisia, further explains the real vocation of the OIF, which encompasses the entire Francophone space beyond

Africa. Better still, the ambition expressed at the end of this summit by the Secretary General of the OIF, Louise Mushikiwabo, for the years to come, outlines its entire agenda. For her, it is a question of strengthening the presence of the French language on the Internet by making digital content in French more discoverable.

By integrating African countries that are not members of the AU, open to dialogue, consultation and mutual solidarity, the International Organisation of La Francophonie can be an important asset for the political and socio-economic integration of African states, a wish that is dear to the African Union.



Ousmane Anouh Morba,
Journalist, Director of
Publication of «Le Nouveau
Courrier» / Bamako -Mali

SEM PENG JINGTAO

A CŒUR OUVERT

AMBASSADEUR DE LA
REPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE PRES LA
REPUBLIQUE DU BENIN

Au nombre des grands événements d'Octobre 2022 à l'international, il y a indubitablement le 20ème Congrès du Parti communiste chinois. Pour en savoir plus sur les conclusions de ces assises, nous sommes allés à la rencontre de l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Populaire de Chine près le Bénin, SEM PENG Jingtao. Voici ce qu'il en dit...

Excellence Monsieur l'Ambassadeur, le 20ème Congrès du Parti communiste chinois (PCC) a eu lieu fin Octobre à Beijing. Au nombre des grandes décisions dudit Congrès, le Rapport politique ou le Programme politique des cinq prochaines années, les nominations au sein des instances du pays et les révisions à la Charte du Parti. Quel regard portez-vous sur cet événement majeur de la vie politique de votre pays ?

Le XXe Congrès du Parti communiste chinois (PCC) s'est tenu avec succès du 16 au 22 octobre 2022 à Beijing. Tous les pays du monde ont attaché une grande attention à ce congrès en raison de son importance historique et de son influence profonde. C'est un congrès extrêmement important qui a lieu au moment clé où la Chine s'engage dans la nouvelle marche de l'édification intégrale d'un pays socialiste moderne et s'achemine vers la réalisation de l'objectif du deuxième centenaire. Le Congrès a passé en revue le travail mené pendant les cinq dernières années extraordinaires ainsi que les réalisations historiques et les grandes transformations accomplies au cours de la première décennie de la nouvelle ère. Il a

MOMENT DE VERITE



adopté des dispositions stratégiques pour le développement de la Chine dans l'avenir et montré la voie pour la réalisation du grand renouveau de la nation chinoise, en injectant une énergie positive de stabilité, de certitude dont a besoin le monde d'aujourd'hui plein de bouleversements.

Dans le Rapport politique, il est notamment question de «tenir haut la bannière du socialisme aux caractéristiques chinoises, et travailler ensemble à la construction complète d'un pays socialiste moderne». Qu'en est-il concrètement et que contient exactement ce rapport de 72 pages ?

Le thème du congrès montre clairement l'identité et la mission du PCC, la voie empruntée et le drapeau porté, ainsi que l'état d'esprit dans lequel il se trouve. Le rapport fait par le Secrétaire général XI Jinping saisit la tendance de l'Histoire, répond aux questions de l'époque, dirige le développement de l'époque et fait preuve de la haute aspiration au renouveau de la nation chinoise de ce grand parti centenaire, de son dévouement de servir le peuple chinois, de son sens de responsabilité pour apporter des bénéfices au monde entier. A la fois riche et profond, le rapport a fait un bilan des expériences réussies dans le passé et fixé les grandes orientations du développement du pays, en couvrant les domaines politique, économique, social, militaire, diplomatique et d'édification du parti. Je voudrais présenter brièvement une nouvelle formulation, soit la modernisation à la chinoise.

MOMENT OF TRUTH



SEM PENG JINGTAO

WITH AN OPEN HEART

AMBASSADOR OF THE
PEOPLE'S REPUBLIC
OF CHINA TO THE
REPUBLIC OF BENIN

The 20th Congress of the Chinese Communist Party is undoubtedly one of the major international events of October 2022. To find out more about the conclusions of these meetings, we went to meet the Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the People's Republic of China to Benin, HE PENG Jingtao. Here is what he had to say...

Your Excellency, the 20th Congress of the Chinese Communist Party (CCP) took place at the end of October in Beijing. Among the major decisions of this Congress were the Political Report or the Political Programme for the next five years, the appointments to the country's authorities and the revisions to the Party Charter. How do you view this major event in the political life of your country?

The 20th Congress of the Chinese Communist Party (CCP) was successfully held from 16 to 22 October 2022 in Beijing. All countries in the world paid great attention to this congress because of its historical importance and far-reaching influence. It is an extremely important congress that takes place at a key time when China is embarking on the new march of building a modern socialist country in its entirety and moving towards the goal of the second centenary. The Congress reviewed the work done during the past five extraordinary years and the historic achievements and great transformations accomplished in the first decade of the new era. It adopted strategic provisions for China's future development and showed the way for the realisation of the great renewal of the Chinese nation, injecting positive energy of stability and certainty needed in today's turbulent world.

In the Political Report, it is mentioned that we should «hold high the banner of socialism with Chinese characteristics, and work together for the complete construction of a modern socialist country». What does this mean in practice and what exactly does the 72-page report contain?

Le rapport du XXe Congrès du PCC indique qu'à partir de maintenant, le PCC a pour tâche centrale d'unir et de conduire le peuple chinois pour réaliser l'objectif du deuxième centenaire, soit de faire de la Chine un grand pays socialiste moderne dans tous les domaines, et pour promouvoir de manière exhaustive le grand renouveau de la nation à travers une modernisation à la chinoise. Cette modernisation partage non seulement des points communs avec la modernisation des autres pays, mais possède aussi, et surtout, des caractéristiques chinoises basées sur les réalités concrètes du pays. Elle peut être résumée en 5 points. Premièrement, la modernisation chinoise se caractérise par la grande taille de sa population. La population chinoise représente 18% de la population mondiale, avec 1.4 milliard d'habitants, soit 3 fois plus élevée que l'Union européenne et 4 fois plus élevée que les Etats-Unis. Actuellement, le total des populations des pays et des régions du monde entier qui ont déjà réalisé leur modernisation ne dépasse pas 1 milliard d'habitants. La modernisation de la Chine va complètement réécrire la carte mondiale de la modernisation. Deuxièmement, la prospérité commune du peuple tout entier. Placer le peuple au-dessus de tout et réaliser la prospérité commune constituent l'exigence essentielle du système socialiste de Chine, et de la nature même de ce modèle de modernisation. Troisièmement, l'équilibre entre la civilisation matérielle et spirituelle. Cela met l'accent sur l'intensification parallèle des forces pour promouvoir l'abondance matérielle globale et l'épanouissement général de l'individu. Quatrièmement, une coexistence harmonieuse entre l'homme et la nature. Cinquièmement, la réalisation de la modernisation par une voie de développement pacifique. Nous ne suivons pas l'ancienne route de modernisation des puissances mondiales à travers la guerre, la colonisation et le pillage.

La modernisation à la chinoise n'est pas l'occidentalisation. Elle a créé une nouvelle forme de civilisation humaine. De "l'usine mondial" au "marché mondial", la Chine fournit sans cesse de nouvelles opportunités au monde avec son propre développement et offert une nouvelle possibilité aux pays désireux d'accélérer leur développement en toute indépendance.

A la première partie du rapport le Président Xi Jinping a passé en revue « les grandes transformations réalisées au cours des dix années de la nouvelle ère ». Selon vous, quel bilan du PCC durant les dix dernières années ?

Les grandes transformations réalisées au cours des dix années depuis le 18e congrès national du PCC constituent un jalon dans les histoires du PCC, de la Chine nouvelle, du développement du socialisme ainsi que du développement de la nation chinoise. Nous avons connu 3 événements importants: le centenaire de la fondation du PCC, l'entrée du socialisme aux caractéristiques chinoises dans la nouvelle ère, l'accomplissement de la tâche historique qui consiste à éradiquer la pauvreté absolue et à réaliser l'objectif du premier centenaire, soit le parachèvement de l'édification intégrale de la société de moyenne aisance. Le PIB et le PIB par habitant de Chine ont doublé, l'économie chinoise est devenue la deuxième du monde, ce qui représente 18,5 % de l'économie mondiale, avec une augmentation de 7,2 points. La valeur ajoutée de son industrie de manufacturière, la production de céréales se sont classés à la première place

du monde. La Chine a obtenu d'importants progrès dans les domaines tels que le vol spatial habité, l'exploration lunaire et martienne, la navigation par satellite, l'information quantique etc. La Chine a établi les plus grands systèmes du monde en matière de protection sociale et dans les domaines éducatif, médical et sanitaire, reconnue comme l'un des pays les plus sûrs au monde. L'espérance de vie de la population chinoise a augmenté à 78.2 ans. De tel sorte d'exemples et de chiffres sont nombreux. Les succès et les transformations historiques que la Chine a ainsi connu, nous ont permis de nous engager dans la nouvelle marche vers l'édification intégrale d'un pays socialiste moderne. La réalisation du grand renouveau de la nation chinoise est entrée dans un processus historique irréversible.

L'autre acteur majeur du 20ème Congrès du PCC, ce sont les nominations au sein de l'appareil d'Etat. Beaucoup de surprises à l'arrivée, avec la nomination d'un Comité central majoritairement composé d'ingénieurs et de scientifiques et la levée de la limitation d'âge de 69 ans. À votre avis, qu'est-ce qui motive ce choix stratégique du Président Xi Jinping pour son 3ème mandat ?

La première session plénière du 20e Comité central du PCC a élu la nouvelle direction du Comité central et le camarade Xi Jinping a été réélu Secrétaire général du Comité central du PCC. C'est l'aspiration commune de plus de 96 millions de membres du PCC et de plus de 1,4 milliard de Chinois. On dit que les politicards préparent la prochaine élection, alors que les hommes politiques préparent la prochaine génération. Ce qui attire l'attention du Congrès du PCC sont les objectifs, les missions, et les stratégies de développement pour les prochaines décennies. Quelles sont les raisons des succès remportés au cours des 10 dernières années C'est le leadership du secrétaire général Xi Jinping comme le noyau du Comité central du PCC, et le navigateur de l'ensemble du Parti, c'est grâce à la conduite de la pensée de Xi Jinping sur le socialisme aux caractéristiques chinoises de la nouvelle ère. L'histoire de cent ans du PCC démontre que plus le voyage est magnifique, plus il a besoin de la force de navigation. Un collectif de direction du PCC qualifié, solide, et unis autour du Secrétaire général du PCC, est nécessaire pour le PCC de relever les défis et d'accomplir les missions importantes dans le processus historique de maintien et de développement du socialisme aux caractéristiques chinoises. Le peuple chinois s'unira plus étroitement autour du Comité central du PCC avec le camarade Xi Jinping au centre, adhèrera à la ferme croyance dans le marxisme, à la ferme croyance dans le socialisme aux caractéristiques chinoises, afin de travailler ensemble pour construire un pays socialiste moderne et réaliser le grand renouveau de la nation chinoise.

À chaque nouvelle mandature, il est de coutume que le Secrétaire Général du Parti communiste chinois emmène son Comité permanent en études. Le 27 Octobre 2022, les sept dirigeants de la Chine sont allés à Yan'an, base du PCC durant la guerre contre le Japon, précisément sur les lieux du 7ème Congrès du Parti, celui où, d'après l'historien GAO Hua, le fondateur de la République Populaire de Chine, MAO Zedong, a définitivement triomphé de ses opposants. Quelle est la symbolique dernière ce choix pour le Président Xi Jinping, qui a d'ailleurs dit à ce propos que «Armés de l'esprit de Yan'an, préparés à la

The theme of the congress clearly shows the identity and mission of the CCP, the path taken and the flag carried, and the state of mind in which it is. The report made by General Secretary XI Jinping captures the trend of history, answers the questions of the times, leads the development of the times and shows the high aspiration for the renewal of the Chinese nation of this great century-old party, its dedication to serve the Chinese people, its sense of responsibility to bring benefits to the whole world. The report is both rich and profound, taking stock of the successful experiences of the past and setting out the main directions of the country's development, covering the political, economic, social, military, diplomatic and party building fields. I would like to briefly introduce a new formulation, the Chinese-style modernisation.

The report of the 20th CPC Congress states that from now on, the CPC's central task is to unite and lead the Chinese people to achieve the goal of the second centenary of making China a great modern socialist country in all fields, and to comprehensively promote the nation's great renewal through Chinese-style modernisation. This modernization not only shares commonalities with the modernization of other countries, but also, and above all, has Chinese characteristics based on the concrete realities of the country. It can be summarised in five points. First, Chinese modernisation is characterised by the large size of its population. China's population accounts for 18% of the world's population, with 1.4 billion people, which is three times higher than the European Union and four times higher than the United States. Currently, the total population of countries and regions around the world that have already modernised is less than 1 billion. China's modernisation will completely rewrite the global modernisation map. Second, the common prosperity of the entire people. Putting the people first and achieving common prosperity is the essential requirement of China's socialist system, and the very nature of this modernisation model. Thirdly, the balance between material and spiritual civilisation. This emphasises the parallel intensification of forces to promote overall material abundance and the general fulfilment of the individual. Fourth, harmonious coexistence between man and nature. Fifth, the realisation of modernisation through a peaceful development path. We are not following the old road of modernisation of world powers through war, colonisation and plunder.

Chinese-style modernisation is not westernisation. It has created a new form of human civilisation. From the world factory to the world market, China is constantly providing new opportunities to the world with its own development and offered a brand new possibility to countries willing to accelerate their development independently.

In the first part of the report President Xi Jinping reviewed «the great transformations achieved in the ten years of the new era». In your opinion, what is the CCP's record in the past ten years?

The great transformations achieved in the ten years since the 18th National Congress of the CCP are a milestone in the histories of the CCP, the new China, the development of socialism as well as the development of the Chinese nation. We have witnessed three important events: the centenary of the founding of the CCP, the entry of socialism with Chinese

characteristics into the new era, the completion of the historic task of eradicating absolute poverty, and the achievement of the goal of the first centenary of the completion of the comprehensive construction of the middle-income society. China's GDP and per capita GDP doubled, and the Chinese economy became the second largest in the world, accounting for 18.5% of the world economy, with an increase of 7.2 percentage points. The added value of its manufacturing industry and grain production have ranked first in the world. China has made significant progress in areas such as manned space flight, lunar and Martian exploration, satellite navigation, quantum information etc. China has established the world's largest social welfare, educational, medical and health systems, and is recognised as one of the safest countries in the world. The life expectancy of the Chinese population has increased to 78.2 years. Such examples and figures are numerous. The successes and historical transformations that China has experienced in this way have enabled us to embark on the new march towards the complete construction of a modern socialist country. The realization of the great renewal of the Chinese nation has entered an irreversible historical process.

The other major player at the 20th CCP Congress was the appointments to the state apparatus. There were many surprises in the end, with the appointment of a Central Committee composed mainly of engineers and scientists and the lifting of the 69-year age limit. In your opinion, what motivates this strategic choice of President Xi Jinping for his third term?

The First Plenary Session of the 20th CPC Central Committee elected the new leadership of the Central Committee and Comrade XI Jinping was re-elected General Secretary of the CPC Central Committee. This is the common aspiration of more than 96 million CCP members and more than 1.4 billion Chinese people. It is said that politicians prepare for the next election, while politicians prepare for the next generation. The focus of the CCP Congress is on the goals, missions, and development strategies for the coming decades. What are the reasons for the successes achieved in the past 10 years It is the leadership of General Secretary XI Jinping as the core of the CCP Central Committee, and the navigator of the whole Party, it is thanks to the leadership of XI Jinping's thought on socialism with Chinese characteristics of the new era. The CCP's 100-year history shows that the more magnificent the journey, the more it needs navigational strength. A qualified, strong, and united CCP leadership collective around the CCP General Secretary is necessary for the CCP to meet the challenges and accomplish the important missions in the historical process of maintaining and developing socialism with Chinese characteristics. The Chinese people will unite more closely around the CPC Central Committee with Comrade XI Jinping at the centre, adhere to the firm belief in Marxism, the firm belief in socialism with Chinese characteristics, so as to work together to build a modern socialist country and realize the great renewal of the Chinese nation.

With each new term of office, it is customary for the General Secretary of the Chinese Communist Party to take his Standing Committee on a study tour. On 27 October 2022, the seven leaders of China went to Yan'an, the base of the CCP during the war against Japan, precisely on the

lutte, achevons les objectifs du 20ème Congrès.» ?

Pour construire un pays socialiste moderne et réaliser le grand renouveau de la nation chinoise, la clé réside dans le PCC. En tant que le plus grand parti au pouvoir du monde, le PCC doit toujours rester sobre et ferme dans la résolution des problèmes propres aux grands partis, afin de gagner le soutien du peuple et de consolider sa gouvernance à long terme. Quelle est la raison du succès du PCC ? Pourquoi la bonne voie à suivre est celle du socialisme aux caractéristiques chinoises? Les faits et les pratiques nous ont montré que c'est foncièrement grâce au marxisme; c'est le marxisme sinisé et actualisé qui est au cœur de ces réussites. L'esprit Yan'an est une manifestation concrète et réussie de la sinisation du marxisme. Le marxisme est la pensée directrice fondamentale, la base de la pérennité et du développement du PCC et de la Chine. Le marxisme peut rester vivant en Chine, non seulement grâce à la sinisation du marxisme, mais aussi à son épochanisation par le PCC. Il a réussi à faire combiner la théorie et la pratique, les principes de base du marxisme avec la réalité concrète de la Chine, avec les excellences de la culture traditionnelle chinoise, pour trouver des solutions efficaces aux grandes questions soulevées par l'époque et dans les pratiques, et pour maintenir une vitalité permanente et un dynamisme exceptionnel du marxisme et du PCC. Les caractéristiques de la sinisation et de l'épochalisation du marxisme sont comme suivant: sauvegarder la primauté du peuple avoir confiance en soi et compter sur ses propres forces, savoir innover tout en maintenant les principes fondamentaux, se concentrer sur les problèmes à résoudre, adopter une approche systémique, avoir à coeur le monde entier.

Quelles sont les révisions apportées à la Charte du Parti communiste chinois au sortir de son 20ème Congrès ?

Le PCC a une tradition de réviser les Statuts du parti par le congrès national en fonction des besoins de l'innovation théorique et de l'innovation pratique. Le XXe Congrès du Parti a apporté 50 révisions aux Statuts du parti. Il comprend principalement : les progrès théoriques de la pensée de XI Jinping sur le socialisme aux caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère, les nouveaux concepts, les nouvelles idées et stratégies de gouvernance du pays proposés et appliqués par le Comité central du Parti, ainsi que les réalisations innovantes, les expériences réussies et efficaces dans l'application intégrale d'une discipline rigoureuse dans les rangs du Parti. Y ont été ajoutées les réalisations et les expériences historiques du parti au cours de son cent ans d'histoire. La description des objectifs à réaliser du parti, les stratégies de développement national, de la construction de l'armée et de défense nationale, de diplomatie, et de la construction du PCC ont été également révisés. Ces amendements permettront aux Statuts du Parti de mieux jouer son rôle normatif et directeur.

Le départ prématuré de l'ancien Président HU Jintao de la salle du Congrès a fait couler beaucoup d'encre et de salive. S'agit-il juste d'une question de santé comme l'indique la version officielle, ou a-t-il ainsi été humilié et ignoré, comme le disent certains commentateurs ?

L'ancien président HU Jintao est un responsable d'état respectueux et respecté par le peuple chinois. Avant l'entrée des journalistes dans la salle de réunion, il a passé

plus de deux heures en réunion, c'était fatigant pour un homme octogénaire et qui n'a pas de bonne santé. Ce n'est pas grand-chose pour ce vieil homme de quitter la salle et prendre du repos à cause de la santé. Depuis plusieurs décennies, les médias occidentaux ont l'habitude de mettre des étiquettes sur les dirigeants chinois comme réformateur, conservateur, de gauche ou de droite, tout en créant toutes sortes d'histoires sensationnelles pour attirer l'attention du public. La réalité et les faits démontrent qu'ils ne connaissent rien sur la Chine ni sur le PCC, ils ne comprennent en rien le fonctionnement d'un tel large parti avec ses 96 millions de membres. Parfois ils ne veulent pas connaître la vérité à cause de leur ignorance ou arrogance. J'espère que nos amis béninois du milieu des médias, au lieu de répéter les salades ou rumeurs des médias occidentaux, pourront étudier vraiment les expériences réussies de développement, les innovations théoriques, et les pratiques utiles de la Chine et du PCC, afin d'en tirer profit et d'apporter des contributions au développement du "Bénin révélé".

Aujourd'hui, le Président XI Jinping apparaît comme le grand «unificateur» de la Chine - pour répéter le sinologue et fondateur de China Heritage Geremie BARMÉ. Il est dit qu'il a mis fin à la pauvreté et achevé la construction de la Chine, atteint de grands succès dans la lutte contre la corruption ou dans le domaine de la politique «zéro COVID», etc. Pourrait-on dire que le Président XI Jinping est en passe d'égaler son céléberrime prédécesseur MAO Zédong ?

Depuis l'indépendance de la Chine en 1949, l'édification et le développement de la Chine a connu 3 phases. La première était l'indépendance de Chine, c'était grâce au Président Mao Zédong et ses collègues que le peuple chinois a réussi à se lever, à se libérer. La deuxième était la réforme et l'ouverture sous la conduite de Deng Xiaopin et les responsables d'état de sa génération, grâce à laquelle la Chine a créé le miracle humain de développement économique et de progrès social pour réaliser l'enrichissement de la Chine et du peuple chinois. A partir du 18ème congrès du PCC en 2012, la Chine est entrée dans une nouvelle ère de développement dont l'objectif est de construire globalement un pays socialiste et moderne, et de réaliser le grand renouveau de la nation chinoise. Le Secrétaire général XI Jinping est le leader du PCC pour conduire toute la nation chinoise à surmonter les difficultés de réformes et du développement, et à gagner toutes sortes de défis tant de l'intérieur que de l'extérieur, et de notre époque en grand bouleversement. Le PCC et le peuple chinois ont une pleine confiance en lui pour remporter les succès.

Propos recueillis par Maurice KPADONOU - Emmanuel MAYEGA & Elisée Héribert-Label ADJOVI

site of the 7th Party Congress, where, according to the historian GAO Hua, the founder of the People's Republic of China, MAO Zedong, definitively triumphed over his opponents. What is the symbolism of this choice for President XI Jinping, who said in this regard that «Armed with the spirit of Yan'an, prepared for the struggle, let us achieve the objectives of the 20th Congress?

To build a modern socialist country and achieve the great renewal of the Chinese nation, the key lies in the CCP. As the world's largest ruling party, the CCP must always remain sober and firm in solving the problems of major parties in order to win the people's support and consolidate its long-term governance. What is the reason for the CCP's success? Why is the right path to follow socialism with Chinese characteristics? Facts and practice have shown us that it is fundamentally because of Marxism; it is Sinicised and actualised Marxism that is at the heart of these successes. The Yan'an spirit is a concrete and successful manifestation of the sinicisation of Marxism. Marxism is the fundamental guiding thought, the basis for the sustainability and development of the CCP and China. Marxism can be kept alive in China, not only through the Sinicisation of Marxism, but also through its epoch-making by the CCP. It has succeeded in combining theory and practice, the basic principles of Marxism with the concrete reality of China, with the excellences of traditional Chinese culture, to find effective solutions to the great questions raised by the times and in practice, and to maintain a permanent vitality and exceptional dynamism of Marxism and the CCP. The characteristics of the Sinicization and Epochalization of Marxism are as follows: safeguarding the primacy of the people having self-confidence and relying on one's own strength, knowing how to innovate while maintaining the fundamental principles, focusing on the problems to be solved, adopting a systemic approach, having the whole world at heart.

What revisions have been made to the Chinese Communist Party Charter after the 20th Congress?

The CCP has a tradition of revising the Party Statutes by the national congress according to the needs of theoretical innovation and practical innovation. The 20th Party Congress made 50 revisions to the Party Statutes. It mainly includes: the theoretical progress of XI Jinping's thought on socialism with Chinese characteristics for a new era, the new concepts, ideas and strategies of governing the country proposed and implemented by the Party Central Committee, as well as the innovative achievements, successful and effective experiences in fully implementing strict discipline in the Party ranks. The historical achievements and experiences of the Party in its 100-year history were added. The description of the Party's goals to be achieved, the strategies for national development, military and national defence construction, diplomacy, and CCP construction were also revised. These amendments will enable the Party Statutes to better play its normative and guiding role.

The premature departure of former President HU Jintao from the Congress hall has caused much ink and spit. Was it just a matter of health, as the official version suggests, or was he humiliated and ignored, as some commentators say?

Former President HU Jintao is a state official who is respected and respected by the Chinese people. Before the journalists entered the meeting room, he spent more than two hours in meetings, which was tiring for a man in his eighties and not in good health. It is not a big deal for this old man to leave the room and take a rest because of his health. For several decades, the Western media has been in the habit of labelling Chinese leaders as reformist, conservative, left-wing or right-wing, while creating all sorts of sensational stories to attract the public's attention. The reality and facts show that they know nothing about China or the CCP, they have no understanding of the functioning of such a large party with its 96 million members. Sometimes they do not want to know the truth because of their ignorance or arrogance. I hope that our Beninese friends in the media, instead of repeating the salads or rumours of the Western media, can really study the successful development experiences, theoretical innovations, and useful practices of China and the CCP, in order to benefit from them and make contributions to the development of «Bénin révélé».

Today, President XI Jinping appears as the great «unifier» of China - to repeat the sinologist and founder of China Heritage Geremie BARMÉ. It is said that he has put an end to poverty and completed the construction of China, achieved great success in the fight against corruption or in the field of «zero COVID» policy, etc. Could it be said that President XI Jinping is on the way to equalling his famous predecessor MAO Zedong?

Since China's independence in 1949, China's construction and development has gone through three phases. The first was the independence of China, it was thanks to Chairman Mao Zedong and his colleagues that the Chinese people managed to rise up, to liberate themselves. The second was the reform and opening up under the leadership of Deng Xiaopin and the state leaders of his generation, through which China created the human miracle of economic development and social progress to achieve the enrichment of China and the Chinese people. From the 18th CPC Congress in 2012, China has entered a new era of development with the goal of comprehensively building a socialist and modern country, and realizing the great renewal of the Chinese nation. General Secretary XI Jinping is the leader of the CCP to lead the whole Chinese nation to overcome the difficulties of reform and development, and to win all kinds of challenges both from within and without, and from our era of great change. The CCP and the Chinese people have full confidence in themselves to win success.

Interview by Maurice KPADONOU - Emmanuel MAYEGA & Elisée Héribert-Label ADJOVI

- Formation Professionnelle
- STP (Batiments-Travaux-Publics)
- Communication Publicitaire
- Distributeur de TPE

**Distributeur de TPE**

Formation Professionnelle



Développement d'applications



Communication Publicitaire

**Ingénierie Informatique
et Industrielle**



Distribution et formation en drone



Solutions de Gestion



BTP

TOGO:

+228 22 20 24 46 / 22 19 73 69 / 99 81 24 46
Email: lsdtogo2015@gmail.com / infotogo@isdafrik.com

BENIN:

NIGER:

+227 97 76 07 29
Email: isdniger@gmail.com

ISD Afrik, Une Expérience et une Expertise au service de la clientèle



ACELO
Bénin



La qualité du service rendu

**Info line:
97223986**



Industrie

Installations Industrielles - travaux de maintenance

Vente

Vente de matériel électrique

Location

**Location de groupe électrogène
et installation complète**

TRÔNE D'HONNEUR

Monsieur Sédik ABBA, vous êtes journaliste - Ecrivain et ancien Rédacteur en Chef central de l'hebdomadaire « Jeune Afrique ». Le 21 Octobre dernier, en marge de la 8ème édition du « Rebranding Africa Forum », à Bruxelles, vous avez été récompensé du trophée « Media Leadership Award 2022 ». Dans quel état d'esprit avez-vous reçu cette distinction honorifique ?

J'ai reçu cette distinction honorifique avec une très grande humilité et une fierté légitime. Je considère que ce prix vient reconnaître la qualité du travail que j'ai abattu modestement pendant une trentaine d'années dans le métier de journaliste. A mon humble avis, il vient récompenser un effort, de rigueur, de persévérance. Pour moi, ce prix n'est pas une fin en soi. C'est simplement un encouragement à poursuivre le chemin. Je considère donc ce prix comme un encouragement à persévérer dans la voie que je me suis tracée : celle d'accomplir ce noble métier de journaliste avec la plus grande rigueur, la plus grande impartialité et la plus grande objectivité. D'ailleurs, j'ai dédié ce prix à la jeunesse africaine, à tous ceux qui peuvent espérer, comme moi, partir de nulle part pour arriver à un niveau élevé d'une carrière internationale. A tous ceux qui croient que le patronyme ou le piston ne sont pas nécessaires pour voir l'aboutissement de leur carrière. Je pense que ce prix est un message que le jury a bien voulu lancer à travers ma modeste personne, à la persévérance, à l'effort soutenu au service de notre cher continent.

Justement ! Le jury de cette prestigieuse distinction, « Rebranding Africa Award », a porté son choix sur vous, pour saluer votre brillante carrière de journaliste et votre inestimable contribution à la compréhension de la crise sécuritaire dans le Sahel et le Bassin du Lac Tchad, à travers vos différents ouvrages qui font référence. C'est un trophée de consécration de toute une vie pour vous, comme vous avez commencé à le dire ?

Oui ! Comme l'a indiqué le jury, ce prix vient reconnaître un parcours professionnel. Il vient saluer le travail et la contribution modestes que j'ai apportés à une meilleure compréhension des problématiques sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad et le Sahel occidental (le Mali, le Burkina-Faso et le Niger, qu'on appelle la zone de trois frontières et au-delà, le reste du Sahel occidental, notamment la Mauritanie et le Sénégal). Le jury a voulu marquer cette double

Journaliste-Ecrivain et ancien Rédacteur en Chef central de l'hebdomadaire « Jeune Afrique »

**INTERVIEW
EXCLUSIVE DE
MONSIEUR
SÉIDIK ABBA**

THRONE OF HONOR

Mr Sédik ABBA, you are a journalist - writer and former Editor-in-Chief of the weekly magazine «Jeune Afrique». On 21 October, on the sidelines of the 8th edition of the «Rebranding Africa Forum» in Brussels, you were awarded the «Media Leadership Award 2022». In what state of mind did you receive this honorary distinction?

I received this honorary distinction with great humility and legitimate pride. I consider that this award recognises the quality of the work that I have modestly done for some thirty years in the journalistic profession. In my humble opinion, it rewards an effort, rigour and perseverance. For me, this prize is not an end in itself. It is simply an encouragement to continue along the path. I therefore see this prize as an encouragement to persevere in the path I have set out for myself: that of carrying out this noble profession of journalism with the greatest rigour, the greatest impartiality and the greatest objectivity. Moreover, I have dedicated this prize to the youth of Africa, to all those who can hope, like me, to start from nowhere to reach a high level of an international career. To all those who believe that it doesn't take a name or a piston to see their career through to the end. I think that this prize is a message that the jury wanted to send through my modest person, to perseverance, to sustained effort in the service of our dear continent.

Precisely! The jury of this prestigious award, «Rebranding Africa Award», chose you to salute your brilliant career as a journalist and your invaluable contribution to the understanding of the security crisis in the Sahel and the Lake Chad Basin, through your various books that are references. Is this a lifetime achievement award for you, as you started to

say?

Yes, as the jury indicated, this prize recognises a professional career. It recognises the modest work and contribution I have made to a better understanding of security issues in the Lake Chad Basin and the Western Sahel (Mali, Burkina Faso and Niger, the so-called Tri-border area, and beyond that, the rest of the Western Sahel, notably Mauritania and Senegal). The jury wanted to mark this double recognition. I did not dream of this prize. Now that it has come, I welcome it with the greatest humility, the greatest modesty. This prize creates a new requirement. From the moment you have obtained recognition at this level, you now pay attention to what you do, because you become a sort of reference, a sort of model, for those younger than you, or for those who are with you and who want to reach the same level as you. So, this obliges you, it requires you to work rigorously, professionally, to better justify the honorary award that has been given to you.

Your testimony will certainly inspire vocations. So, tell us briefly about your background, and especially why you chose to focus on security issues in the Lake Chad Basin and the Western Sahel?

Your testimony will certainly inspire vocations. So, tell us briefly about your background, and especially why you chose to focus on security issues in the Lake Chad Basin and the Western Sahel?

I could sum up my career in a few words, as that of a young Nigerien journalist who started his professional career at the very beginning of democratisation in 1990, with the liberalisation of the audiovisual space in his country. As you know, from independence in 1960 until 1990, the sole owner and shareholder of the media was

**EXCLUSIVE
INTERVIEW WITH
MR SÉIDIK ABBA**

Journalist - Writer and former Editor-in-Chief of the weekly magazine «Jeune Afrique»



reconnaissance. Ce prix, je n’y ai pas rêvé. Maintenant que c’est venu, je l’accueille avec la plus grande humilité, la plus grande modestie. Ce prix crée une nouvelle exigence. A partir du moment où vous avez obtenu une reconnaissance à ce niveau, vous faites désormais attention à ce que vous faites, parce que vous devenez une sorte de référence, une sorte de modèle, pour les plus jeunes que vous, ou pour ceux qui sont avec vous et qui veulent arriver au même niveau que vous. Donc, ça vous oblige, ça vous impose de travailler dans la rigueur, dans le professionnalisme, pour davantage justifier la récompense honorifique qui vous a été accordée.

Votre témoignage va certainement inspirer des vocations. Alors, parlez-nous brièvement de votre parcours, et surtout de pourquoi avez-vous choisi de vous intéresser précisément aux questions sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad et au Sahel occidental ?

Je pourrais résumer mon parcours en quelques mots, comme celui d’un jeune journaliste nigérien qui a débuté sa carrière professionnelle au tout début de la démocratisation en 1990, avec la libéralisation de l’espace audiovisuel dans son pays. Comme vous le savez, de l’indépendance en 1960 jusqu’en 1990, le seul propriétaire et actionnaire des médias était l’Etat nigérien. Mais à partir de 1990, le pays a décidé de libéraliser la presse, permettant la création de journaux indépendants. C’est ainsi que j’ai rejoint le journal « Haské » (qui veut dire « La Lumière » en langue Haoussa), le premier titre indépendant au Niger. J’y ai gravi presque tous les échelons (pigiste, journaliste, rédacteur en chef et directeur de publication), avant de rejoindre en 1994, un autre journal, l’hebdomadaire nigérien « Le Démocrate », où j’ai été rédacteur en chef jusqu’en 1999.

C’est à partir de 1999 que commence ma carrière internationale, puisqu’à la faveur d’un stage en France entre 1999 et 2000, j’ai rejoint le Bureau de Paris de l’Agence panafricaine de presse (connue sous son acronyme anglophone est Panafnews agency, ou Panapress). J’y ai travaillé comme correspondant, ensuite comme chef du Bureau adjoint, puis chef du Bureau pour la France. J’ai travaillé à la Pana pendant 13 ans. Je pense que cette carrière de journaliste d’agence m’a beaucoup aidé dans ce que je suis devenu, parce que l’Agence m’obligeait à travailler dans la rapidité et dans la rigueur. Surtout, comme c’est une agence panafricaine, ça m’a permis de m’occuper en même temps du Soudan du Sud, de la Côte-d’Ivoire, du Mozambique, de l’Egypte, du Maroc, de l’Afrique du Sud et du Tchad. Cela m’a donné une vision panafricaine de l’actualité et m’a beaucoup aidé pour la suite de ma carrière. Après 13 années à a Pana, je suis rentré à « Jeune Afrique » comme rédacteur en chef central. Après « Jeune Afrique », je suis allé au « Monde Afrique » qui venait d’être lancé par le journal « Le Monde ». J’y ai travaillé comme reporter et chroniqueur. Après toutes ces expériences, je me suis installé à mon compte pour devenir journaliste indépendant, analyste de l’actualité africaine, pour les médias et même pour des organisations internationales ou des organismes multilatéraux. Voilà un peu pour ce qui est de mon parcours.

En ce qui concerne mon intérêt pour les questions sécuritaires au Sahel, j’étais déjà dans mon activité de journaliste intéressé par ces questions. Puis, le hasard de la vie a fait qu’en février 2015, le Niger et plus particulièrement la ville de Diffa, où j’ai fait toute ma jeunesse, a été attaquée

par Boko Haram. J’ai découvert brutalement que la vie dans une ville comme Diffa (réputée pour sa tranquillité, pour sa sérénité) pouvait basculer du jour au lendemain, pour devenir l’épicentre des activités de Boko Haram au Niger. Donc, à partir de cet intérêt pour le phénomène Boko Haram, je me penché sur cette question. Comme envoyé spécial du « Monde Afrique » dans la région de Diffa, j’ai produit cinq articles qu’on a intitulé « Retour à Diffa ». Après quoi, j’ai écrit le livre « Voyage au cœur de Boko Haram ». Pour la première fois, j’ai des témoignages de première main sur ce qui se passe dans les rangs de Boko Haram. A partir de témoignages d’anciens repentis qui sont revenus à Diffa, j’ai pu mobiliser un savoir sur ce que fait Boko Haram dans la région de Diffa. Cela m’a été d’une grande utilité pour la compréhension de ce qui se passe à l’intérieur de Boko Haram : comment Boko Haram s’est créé, s’organise et organise les attaques, etc. Plus tard, à partir de ce premier ouvrage, j’ai été interpellé par différents lecteurs qui voulaient vraiment comprendre l’origine du financement, l’organisation interne de Boko Haram, les liens entre Boko Haram et d’autres mouvements. Ces interrogations ont conduit à la sortie de mon second ouvrage « Pour comprendre Boko Haram ». « Pour comprendre Boko Haram » repose sur une philosophie. C’est une sorte de Boko Haram pour les nuls. Raconter la création du mouvement, raconter son basculement en 2009 dans la violence, raconter la scission du mouvement, etc.

Après cet ouvrage, j’ai écrit « Mali-Sahel, notre Afghanistan à nous ? ». Cet ouvrage est, à la fois, un bilan critique de l’intervention internationale en général et française en particulier au Sahel, mais aussi une évaluation critique de la réponse qui a été jusqu’ici apportée. Des réponses qui montrent les limites du tout sécuritaire et militaire. Quand on lit la situation au Sahel, on arrive au constat que l’intervention militaire et tout ce qui a été essayé par la suite n’ont pas permis d’empêcher l’extension territoriale de Boko Haram. D’une part, nous avons l’extension territoriale de la menace terroriste au Mali où c’était 20%, c’est devenu 80% (presque sur toute l’étendue du territoire malien). D’autre part, il y a l’extension de la menace terroriste au Niger, au Burkina voire dans les pays du Golfe de Guinée (le Bénin, le Togo, le Ghana ont tous été attaqués) et la Côte-d’Ivoire est dans le viseur des terroristes depuis un moment. Après les constats, après l’évaluation critique, nous avons suggéré qu’il faut construire une réponse holistique. Il faut construire une réponse qui prenne en compte le sécuritaire, le militaire, la bonne gouvernance, la cohésion sociale, la présence de l’Etat. « Mali-Sahel, notre Afghanistan à nous ? » est une sorte de contribution à la lutte contre la menace terroriste. Voilà comment j’ai construit une expertise sur les questions sécuritaires dans le Sahel et dans le Bassin du Lac Tchad. Je continue de travailler sur le sujet. Au regard de la situation, si DIEU me prête vie, je continuerai à travailler sur cette question. Il est important pour moi, que des gens comme moi, qui sont originaires de la région, et qui peuvent même connaître des djihadistes ou des chefs djihadistes (ce sont souvent des jeunes du village, du terroir qui vont aller dans Boko Haram), apportent un regard africain, un regard de la région sur l’évolution de la situation sécuritaire dans le Sahel et le Bassin du Lac Tchad.

the Nigerien state. But from 1990, the country decided to liberalise the press, allowing the creation of independent newspapers. This is how I joined the newspaper «Haské» (which means «The Light» in Haoussa), the first independent title in Niger. I climbed almost all the ranks (freelancer, journalist, editor-in-chief and director of publication), before joining another newspaper in 1994, the Nigerien weekly «Le Démocrate», where I was editor-in-chief until 1999.

My international career began in 1999, when I joined the Paris office of the Pan-African News Agency (Panapress) during an internship in France between 1999 and 2000. I worked there as a correspondent, then as deputy bureau chief, then as bureau chief for France. I worked at Pana for 13 years. I think that this career as an agency journalist helped me a lot in what I became, because the agency forced me to work quickly and rigorously. Above all, as it is a pan-African agency, it allowed me to cover South Sudan, Côte d’Ivoire, Mozambique, Egypt, Morocco, South Africa and Chad at the same time. This gave me a pan-African view of the news and helped me a lot for the rest of my career. After 13 years at Pana, I returned to «Jeune Afrique» as central editor. After «Jeune Afrique», I went to «Le Monde Afrique» which had just been launched by the newspaper «Le Monde». I worked there as a reporter and columnist. After all these experiences, I set up my own business to become a freelance journalist, an analyst of African news, for the media and even for international organisations or multilateral bodies. That’s my background.

As far as my interest in security issues in the Sahel is concerned, I was already interested in these issues in my work as a journalist. Then, as fate would have it, in February 2015, Niger and more particularly the town of Diffa, where I spent my youth, was attacked by Boko Haram. I discovered brutally that life in a city like Diffa (known for its tranquillity, for its serenity) could change overnight, to become the epicentre of Boko Haram’s activities in Niger. So, from this interest in the Boko Haram phenomenon, I looked into this question. As a special envoy of «Le Monde Afrique» in the Diffa region, I produced five articles that we called «Retour à Diffa». After that, I wrote the book ‘Journey to the Heart of Boko Haram’. For the first time, I have first-hand accounts of what is happening in the ranks of Boko Haram. From the testimonies of former repentants who have returned to Diffa, I was able to mobilise knowledge about what Boko Haram is doing in the Diffa region. This was very useful for me to understand what is going on inside Boko Haram: how Boko Haram is created, how it organises itself and how it organises attacks, etc. Later, from this first book, I was challenged by different readers who really wanted to understand the origin of the funding, the internal organisation of Boko Haram, the links between Boko Haram and other movements. These questions led to the release of my second book «To understand Boko Haram». «To understand Boko Haram» is based on a philosophy. It is a kind of Boko Haram for dummies. It tells the story of the creation of the movement, the story of its violent change in 2009, the story of the split in the movement, etc.

After this book, I wrote «Mali-Sahel, notre Afghanistan à nous? This book is both a critical assessment of the international intervention in general and the French

intervention in particular in the Sahel, but also a critical evaluation of the response that has been given so far. Responses that show the limits of the security and military approach. When we read the situation in the Sahel, we come to the conclusion that the military intervention and everything that was tried afterwards did not prevent the territorial expansion of Boko Haram. On the one hand, we have the territorial extension of the terrorist threat in Mali, where it was 20%, it has become 80% (almost the entire territory of Mali). On the other hand, there is the extension of the terrorist threat to Niger, Burkina Faso and even the countries of the Gulf of Guinea (Benin, Togo and Ghana have all been attacked) and Côte d’Ivoire has been in the sights of terrorists for some time. After the findings, after the critical assessment, we suggested that we need to build a holistic response. We need to build a response that takes into account security, the military, good governance, social cohesion and the presence of the state. «Mali-Sahel, our own Afghanistan» is a kind of contribution to the fight against the terrorist threat. This is how I built up my expertise on security issues in the Sahel and in the Lake Chad Basin. I continue to work on the subject. In view of the situation, if GOD gives me life, I will continue to work on this issue. It is important for me that people like me, who come from the region, and who may even know jihadists or jihadist leaders (it is often young people from the village, from the land who go to Boko Haram), bring an African perspective, a regional perspective on the evolution of the security situation in the Sahel and the Lake Chad Basin.

The Heads of State and Government of the Gulf of Guinea have set up the «Acra Initiative» to counter the jihadist push in the sub-region. What do you think and why is it stalling, just like the «G5-Sahel»?

The creation of the «Accra Initiative» in 2017 and the will expressed by the heads of state to see it grow in strength seems to me to be a good step. I am convinced that the response to the security crisis can only be transnational. The crisis has become transnational. No country in the sub-region, taken in isolation (not even Nigeria), can effectively deal with the crisis. As jihadist groups operating in several countries (operating in Niger to attack Mali, operating in Mali to attack Burkina) do, we can only build an effective response when it is transnational, when it involves countries. The current situation shows us that the crisis does not only concern the Sahel countries. At the beginning, we thought that the crisis only concerned the Sahel countries. The whole strategy was limited to the Sahel countries. Then we realised that it concerns both the Sahel and the Gulf of Guinea countries. The response was extended to the countries of the Gulf of Guinea. The «Accra Initiative» must work with the Sahel countries to find holistic responses that take into account both areas.

In my humble opinion, the promise to mobilise 10,000 troops to fight terrorism in the Gulf of Guinea is a good move. What pleases me about this initiative is that a country like Nigeria is ready to put in the financial and logistical means to ensure that the initiative can be scaled up. The countries of the «Accra Initiative» have learned from the failure of the «G5-Sahel» approach, which relied on the international community to mobilise adequate funds. However, we have seen that the international community

Les chefs d'Etat et de Gouvernement du Golfe de Guinée ont mis en place l' « Initiative d'Acra », pour contrer la poussée djihadiste dans la sous-région. Qu'en pensez-vous et pourquoi ça piétine, tout comme le « G5 - Sahel » ?

La création de l' « Initiative d'Accra » en 2017 et la volonté exprimée par les chefs d'Etat de la voir monter en puissance me semble être une bonne démarche. Je suis persuadé que la réponse à la crise sécuritaire ne peut être que transnationale. La crise est devenue transnationale. Aucun pays de la sous-région, pris isolément (même pas le Nigeria), ne peut faire efficacement face à la crise. Comme le font les groupes djihadistes qui opèrent dans plusieurs pays (qui opèrent au Niger pour attaquer le Mali, qui opèrent au Mali pour attaquer le Burkina), nous ne pouvons construire une réponse efficace que lorsqu'elle est transnationale, lorsqu'elle associe des pays. La situation actuelle nous montre que la crise ne concerne pas que les pays du Sahel. Au début, on a pensé que la crise ne concerne que les pays du Sahel. Toute la stratégie s'est arrêtée aux pays du Sahel. Après, on s'est aperçu qu'elle concerne, à la fois, les pays du Sahel et ceux du Golfe de Guinée. On a étendu la réponse aux pays du Golfe de Guinée. Il faut que l' « Initiative d'Accra » travaille avec les pays du Sahel pour trouver des réponses holistiques qui tiennent compte des deux zones.

A mon humble avis, la promesse de mobiliser 10.000 hommes pour combattre le terrorisme dans le Golfe de Guinée est une bonne démarche. Ce qui me réjouit dans cette initiative, c'est qu'un pays comme le Nigeria est prêt à mettre les moyens financiers et logistiques qu'il faut pour que l'initiative puisse monter en puissance. Les pays de l' « Initiative d'Accra » ont tiré les leçons de l'échec de la démarche du « G5 - Sahel », qui a compté sur la communauté internationale pour pouvoir mobiliser les fonds adéquats. Or, on a vu que la communauté internationale, ce n'est pas qu'elle n'a pas d'argent, mais c'est qu'elle n'avait pas la volonté d'aider le « G5 - Sahel ». Quand vous prenez les milliards de dollars qui sont déversés sur l'Ukraine en neuf mois, vous comprenez que si la communauté internationale voulait, elle avait les moyens de permettre aux pays du « G5 - Sahel » de financer leurs forces. Ils ne demandaient que 460 millions de dollars. Aujourd'hui, rien que les Etats-Unis d'Amérique ont dépensé au moins 12 milliards de dollars pour soutenir l'Ukraine. Pour moi, c'est important d'adopter la démarche qui consiste à compter d'abord sur nous-mêmes. C'est pour ça que je salue l' « Initiative d'Accra » pour ce choix stratégique, qui peut être un début de solution pour construire une réponse sécuritaire et militaire. Après, il faudra aussi associer les autres aspects non sécuritaires et non militaires. Maintenant, au-delà de la volonté politique exprimée par les dirigeants concernés, il faut que ces promesses soient vite suivies d'effet. Il ne faudrait pas que les pays prennent leur temps, alors que la menace est devenue prégnante. Il n'y a pas du temps à perdre. Il faut passer des intentions aux actes. J'ose espérer que les pays vont prendre leurs responsabilités, aller vite, pour mettre en place la force de l' « Initiative d'Accra » qui va mobiliser 10.000 hommes.

En définitive, quelles solutions pour sortir le Sahel et la Golfe de Guinée du spectre du terrorisme ?

A mon humble avis, l' « Initiative d'Accra » a plus de chance de succès que le « G5 - Sahel ». Dès le départ, le « G5 -

Sahel » avait le choix de compter sur l'aide internationale pour se déployer et se mettre en place. Du coup, la communauté internationale n'ayant pas fourni les moyens nécessaires, le « G5 - Sahel » n'a jamais réussi à mettre véritablement en place sa force conjointe de 5 millions d'hommes. A contrario, l' « Initiative d'Accra » essaye déjà de compter sur elle-même, et la communauté internationale ne viendrait qu'en appui. Comme vous le savez, le Nigeria a offert de mobiliser les moyens financiers et logistiques qu'il faut, et s'est proposé d'être le coordonnateur de la mobilisation des ressources à la lutte contre les djihadistes dans le Golfe de Guinée. De ce fait, il y a déjà une différence de philosophie entre le « G5 - Sahel » et l' « Initiative d'Accra ».

Pour moi, sortir le Sahel du terrorisme et protéger le Golfe de Guinée passe d'abord par la construction d'une réponse holistique. Il faut absolument sortir du tout sécuritaire et militaire. On a pu observer que le développement, l'absence de l'Etat, ont été des facteurs de propagation et d'accélération de la menace terroriste. Donc, il faut construire une réponse qui intègre la dimension développement, la dimension gouvernance, la dimension cohésion sociale, la dimension justice. Tout cela dans un cadre de démarche holistique. Il faut ensuite travailler sur une réponse transnationale, une réponse sous régionale. Il faut que les pays s'associent, il faut que le niveau de coopération entre les pays concernés soit beaucoup plus important qu'il ne l'est aujourd'hui. Ce sont là, des conditions sine qua non, et en comptant d'abord sur le Sahel, le Golfe de Guinée, la solidarité africaine, qu'on pourra trouver des solutions durables à la menace djihadiste.

Je m'insurge absolument contre l'illusion du tout sécuritaire et militaire. Beaucoup de pays se sont lancés dans un recrutement tous azimuts de militaires et de policiers, sont en train d'acheter des drones, des hélicoptères de combat, des chars de combat. Tout ça est très bien. Mais, ça ne sera pas la solution ! Il faut aller au-delà du militaire et du sécuritaire, pour construire une réponse holistique, et il faut que cette réponse holistique soit mise en œuvre dans un cadre transnational, dans un cadre sous régional. Aucun pays pris isolément, ne peut efficacement faire face à la menace terroriste. Il faut également aller au-delà des querelles qui opposent tel pays à tel autre, tel président à tel autre. Je le dis avec peine et regret : le retour à la sécurité au Sahel prendra du temps. Ce sera un combat de longue haleine. Il faut déjà prendre le bon chemin, ensuite se donner les moyens, et puis s'armer de patience, pour arriver à bout de la menace terroriste au Sahel.

Beaucoup indexent le terrorisme transfrontalier comme un autre moyen pour les grandes puissances en général, et les puissances coloniales en particulier, de recoloniser l'Afrique. Vrai ou faux ?

Il est évident que l'insécurité au Sahel et la confrontation peuvent créer des agendas pour les partenaires des pays Africains. Il y a bien sûr l'ancienne puissance coloniale (la France pour ne pas la citer). Mais, il y a d'autres acteurs qui sont intéressés par la présence au Sahel du fait de l'insécurité. Je pense à la Turquie, je pense à la Chine, je pense à la Russie, je pense à l'Italie (qui veut aussi lutter contre la migration, à partir de pays du Sahel), je pense à l'Allemagne. Il y a beaucoup d'agendas extérieurs, et ces agendas ne sont pas forcément motivés par des questions de matières premières. Il y a des pays comme l'Italie, qui pense qu'il faut intervenir

does not have the money, but it lacks the will to help the G5-Sahel. When you look at the billions of dollars that have been poured into Ukraine in nine months, you understand that if the international community wanted to, it had the means to allow the «G5-Sahel» countries to finance their forces. They were only asking for 460 million dollars. Today, the United States of America alone has spent at least 12 billion dollars to support Ukraine. For me, it is important to take the approach of relying on ourselves first. That is why I welcome the «Accra Initiative» for this strategic choice, which can be the beginning of a solution to build a security and military response. Afterwards, we will also have to associate the other non-security and non-military aspects. Now, beyond the political will expressed by the leaders concerned, these promises must be quickly followed by action. Countries should not take their time when the threat has become acute. There is no time to waste. We must move from intentions to actions. I hope that countries will assume their responsibilities and move quickly to set up the «Accra Initiative» force, which will mobilise 10,000 men.

In the end, what are the solutions to get the Sahel and the Gulf of Guinea out of the spectre of terrorism?

In my humble opinion, the «Accra Initiative» has a better chance of success than the «G5-Sahel». From the start, the «G5-Sahel» had the choice of relying on international assistance to deploy and set up. As a result, the international community did not provide the necessary means and the G5-Sahel never succeeded in setting up its 5 million-strong joint force. In contrast, the «Accra Initiative» is already trying to rely on itself, and the international community would only come in support. As you know, Nigeria has offered to mobilise the necessary financial and logistical resources, and has offered to be the coordinator of resource mobilisation for the fight against jihadists in the Gulf of Guinea. Therefore, there is already a difference in philosophy between the «G5-Sahel» and the «Accra Initiative».

For me, getting the Sahel out of terrorism and protecting the Gulf of Guinea requires first of all the construction of a holistic response. It is absolutely necessary to move away from the security and military approach. We have seen that development and the absence of the state have been factors in the spread and acceleration of the terrorist threat. So we need to build a response that integrates the development dimension, the governance dimension, the social cohesion dimension, the justice dimension. All this must be done within a holistic framework. We must then work on a transnational response, a sub-regional response. The countries must join forces, the level of cooperation between the countries concerned must be much greater than it is today. These are the sine qua non conditions, and by relying first of all on the Sahel, the Gulf of Guinea and African solidarity, we will be able to find lasting solutions to the jihadist threat.

I absolutely object to the illusion of security and military intervention. Many countries have embarked on an all-out recruitment of military and police personnel, and are in the process of buying drones, helicopter gunships and battle tanks. This is all very well. But it won't be the solution! We need to go beyond the military and security to build a holistic response, and this holistic response must be implemented in a transnational framework, in a sub-regional framework.

No country taken in isolation can effectively deal with the terrorist threat. We must also go beyond the quarrels that pit one country against another, one president against another. I say this with sorrow and regret: the return to security in the Sahel will take time. It will be a long-term struggle. We must first take the right path, then give ourselves the means, and then arm ourselves with patience, to put an end to the terrorist threat in the Sahel.

Many point to cross-border terrorism as another way for great powers in general, and colonial powers in particular, to re-colonise Africa. True or false?

It is obvious that insecurity in the Sahel and confrontation can create agendas for partners in African countries. There is of course the former colonial power (France, not to mention it). But there are other actors who are interested in being in the Sahel because of the insecurity. I am thinking of Turkey, I am thinking of China, I am thinking of Russia, I am thinking of Italy (which also wants to fight against migration from Sahelian countries), I am thinking of Germany. There are many external agendas, and these agendas are not necessarily motivated by raw material issues. There are countries like Italy, which thinks that we should intervene in the Sahel to prevent illegal immigration. There are other countries that have geostrategic agendas. I think that it is up to the countries, whoever the partner is, to organise themselves so that they can make the most of the partnership they may have with this or that power. It is not simply a question of raw materials. Raw materials have existed for a very long time in the Sahel. So it is not today that external partners are going to create situations in order to profit. I don't believe in this theory that consists of saying that countries have interests, that's why they maintain terrorism in the Sahel. I don't think that's the truth. But what seems certain to me is that none of the countries intervening in the Sahel are philanthropists or are more philanthropic than France. It is not up to the partners to tell us what to do. It is up to African countries to organise themselves to make the most of these partnerships.

How do you view the pan-African press today? Do you think it is up to the challenges facing contemporary Africa?

The pan-African press is doing an excellent job, despite the unfavourable context. When I look at a magazine like yours, «Le Label Diplomatique», which is a young publication, compared to the publications found in Western countries (the daily «Le Monde» has been around for 78 years, «Libération» was created in 1973, «Le Nouvel Observateur», all these newspapers have come a long way), you are doing a very good job. We have a relatively young pan-African press that does good work, excellent work that must be supported, despite an unfavourable environment. In France, there is aid for the press, support for the press. Despite all this, the press has difficulties. But in our countries, the press manages on its own, with the means at its disposal. As I often say, a publication like «Le label Diplomatique» seems to me to be an excellent publication, seems to me to be doing a wonderful job that deserves to be supported. We must support the African and pan-African press, we must accompany them, the States must also accompany them, as well as our intellectuals, because we need an African perspective. It is not normal for the narrative on Africa to

au Sahel pour empêcher l'immigration clandestine. Il y a d'autres pays qui ont des agendas d'ordre géostratégique. Je pense que c'est aux pays qu'il appartient, quel que soit le partenaire, de s'organiser pour qu'ils tirent le meilleur profit du partenariat qu'ils peuvent avoir avec tel ou tel autre puissance. Ce n'est pas simplement la question des matières premières. Les matières premières existaient depuis très longtemps au Sahel. Donc, ce n'est pas aujourd'hui que des partenaires extérieurs vont créer des situations pour pouvoir profiter. Je ne crois pas à cette théorie qui consiste à dire que les pays ont des intérêts, c'est pour ça qu'ils entretiennent le terrorisme au Sahel. Je ne pense pas que ce soit la vérité. Mais, ce qui me semble certain, c'est qu'aucun des pays qui intervient au Sahel ne sont de philanthropes ou sont plus philanthropes que la France. Ce n'est pas aux partenaires de nous dire ce qu'il faut faire. C'est aux pays Africains de s'organiser pour tirer le meilleur avantage de ces partenariats.

Quel regard portez-vous sur la presse panafricaine aujourd'hui ? Pensez-vous qu'elle est à la hauteur des défis qui se posent à l'Afrique contemporaine ?

La presse panafricaine fait un excellent boulot, en dépit du contexte défavorable. Quand je prends un magazine comme le vôtre, « Le Label Diplomatique », qui est une jeune publication, à comparer avec les publications qu'on retrouve dans les pays occidentaux (le quotidien « Le Monde » a 78 années d'existence, « Libération » a été créée en 1973, « Le Nouvel Observateur », tous ces journaux ont fait du parcours), vous faites un travail fort appréciable. Nous, nous avons une presse panafricaine relativement jeune, et qui fait du bon travail, un travail excellent qui doit être accompagné, qui doit être soutenu, en dépit d'un environnement défavorable. En France, il y a des aides à la presse, un accompagnement de la presse. Malgré tout ça, la presse a de difficultés. Mais dans nos pays, la presse se débrouille elle-même, par les moyens à sa disposition. Comme je le dis

souvent, une publication comme « Le label Diplomatique » me semble une excellente publication, me semble faire un travail formidable qui mérite d'être soutenu. Nous devons soutenir la presse africaine et panafricaine, nous devons les accompagner, les Etats doivent aussi les accompagner, ainsi que nos intellectuels doivent l'accompagner, parce que nous avons besoin d'un regard africain. Il n'est pas normal que le narratif sur l'Afrique soit construit par l'Agence France Presse, ou par d'autres médias électroniques, audiovisuels non africains. Il faut que le narratif sur l'Afrique, sur la crise africaine, soit construit par les médias Africains. Je pense que nos Etats doivent soutenir davantage, en tout cas plus qu'ils ne le font aujourd'hui, la presse africaine, la presse panafricaine, pour qu'on continue de dire exactement ce qui se passe en Afrique sans parti-pris, sans exagération. Ce qui n'est pas très souvent le cas avec les médias non africains. C'est important que l'on comprenne conscience que l'information fait partie de la guerre. L'information est un enjeu capital qu'on ne peut pas laisser les autres construire le narratif qu'il faut sur l'Afrique. Il appartient aux Africains eux-mêmes de travailler à construire leur narratif. De ce point de vue, il faut interpeller nos chefs d'Etat pour qu'ils puissent donner les moyens qu'il faut pour revisiter l'Agence panafricaine de presse, Africa N°1, Africa24, Télé-Sud ou VoxAfrica. Tous ces médias panafricains qui travaillent méritent d'être soutenus, méritent d'être accompagnés, pour qu'ils aient plus de visibilité et pour que l'Afrique ait sa voie dans le Concert des Nations.

be constructed by Agence France Presse, or by other non-African electronic and audiovisual media. The narrative on Africa, on the African crisis, must be constructed by the African media. I think that our States must support the African press, the pan-African press, more than they do today, so that it continues to tell exactly what is happening in Africa without bias, without exaggeration. This is not very often the case with the non-African media. It's important to understand that information is part of the war. Information is a key issue that cannot be left to others to construct the right narrative about Africa. It is up to Africans themselves to work on constructing their narrative. From this point of view, we must call on our heads of state to provide the necessary means to revisit the Pan-African News Agency, Africa N°1, Africa24, Télé-Sud or VoxAfrica. All these pan-African media that work deserve to be supported, deserve to be accompanied, so that they have more visibility and so that Africa has its way in the Concert of Nations.

L'AVENIR DE L'AFRIQUE

La diaspora intellectuelle interpellée

L'année 2010 marquera, pour de nombreux pays africains surtout francophones, 50 ans d'indépendance, donc de gestion du pouvoir entre les mains des élites dirigeantes africaines. Seulement, un demi-siècle plus tard, un constat se dégage de l'ensemble des États africains : le développement semble s'éloigner de l'Afrique au fur et à mesure que les années passent. Pourquoi l'Afrique demeure-t-elle à la traîne malgré toutes les richesses qu'elle possède ? Le continent noir peut-il se sortir du piège de l'aide pour son développement si la bonne gouvernance s'installe effectivement et si les mentalités changent radicalement ?

Compte tenu de l'apport remarquable des diasporas intellectuelles notamment chinoise et indienne pour l'émergence de la Chine et de l'Inde, la diaspora intellectuelle africaine, avec l'élection du fils d'Afrique Barack Obama à la Maison Blanche, ne constitue-t-elle pas le meilleur pilier de l'Afrique pour sortir du labyrinthe de la néo-colonisation ?

Dans le cadre de nos recherches de plus d'une décennie, je présente également ce que l'on pourrait assimiler à une nouvelle théorie des relations Nord-Sud. Ce sont ces réflexions et interrogations auxquelles nous essayons de trouver des solutions pour l'avenir de l'Afrique avec quelques brillants intellectuels de la diaspora africaine d'Europe et d'Amérique du Nord.



Ferdinand MAYEGA, journaliste originaire du Cameroun, réside au Québec. Il s'intéresse à la problématique du développement de l'Afrique. En 2007, il a reçu la nomination honorable du Prix International pour l'Excellence en Journalisme de l'Union Catholique Internationale de la Presse (UCIP) dont le siège est à Genève en Suisse. Ce Prix récompense des reportages faits au Bénin entre autres sur le processus de démocratisation de ce pays, les souvenirs de l'esclavage et de la traite négrière à Ouidah, rue babouine, historique et lieu du souvenir tragique du contact entre l'Afrique et l'Europe.



ISBN : 978-2-296-11812-7
29,50 €

Ferdinand MAYEGA

L'AVENIR DE L'AFRIQUE

La diaspora intellectuelle interpellée



TVC BÉNIN, ÇA NOUS RASSEMBLE !!!



NOS GRANDS RENDEZ-VOUS

HWENUSU
DU LUNDI AU VENDREDI - 9H

SPORTS 7
LUNDI - 20H30 / MARDI - 15H

7 JOURS EN AFRIQUE
SAMEDI - 17H30 / DIMANCHE - 10H

VUE D'ENSEMBLE
DIMANCHE 22H / LUNDI - 11H30

REFLET CITÉ - LE DÉBAT
MARDI 20H30 / MERCREDI - 11H

TOP O FÉMININ
JEUDI 16H / VENDREDI - 20H30 / MARDI - 11H

Retrouvez nous sur Canal+ au numero **274**

Infoline: +229 21 303744 - 2251 1603 - 96844538 - 97639073



sacdparis

...

EUZHAN PALCY

MÉDAILLE D'HONNEUR DE LA SACD

sacdparis La cinéaste Euzhan Palcy recevra la médaille d'honneur de la SACD le 13 juin, qui viendra saluer l'ensemble de l'oeuvre de la première réalisatrice récompensée d'un César.
@euzhanpalcyofficial

For Leaders
LensAfrik 《非洲之窗》
www.lensafrik.net INTERNATIONAL

BUSINESS | TRADE | POLICY | PEOPLE & LIFESTYLE | ARTS & CULTURE

